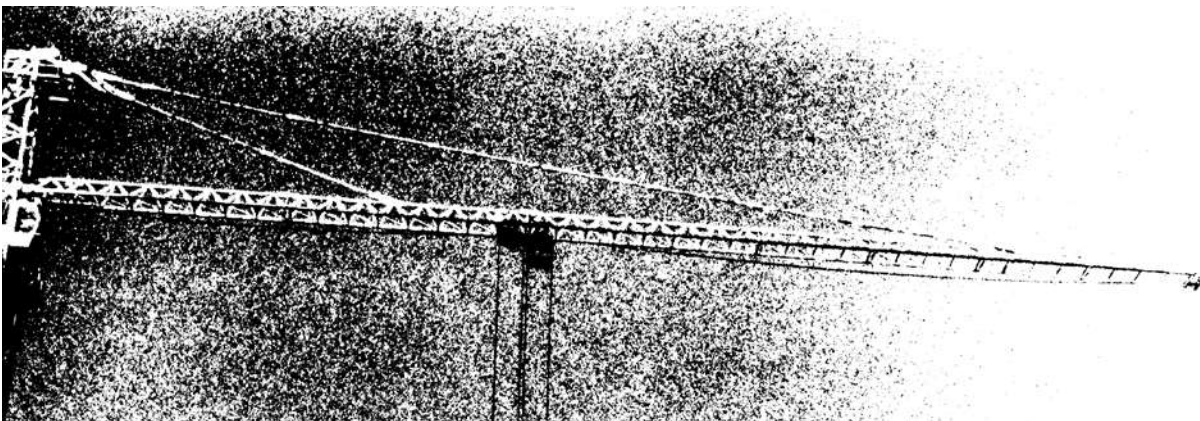


PHARMACOLOGIE DU LOGEMENT

HOUSING PHARMACOLOGY



Samia Henni avec | *with*
Monique Blanc, Fathi Bouaroua, Aicha Boutayeb, Vincent Girard,
Habib, Bernard Nos, policier | *police officer*, Laura Spica

Pharmacologie du logement
Housing Pharmacology
Samia Henni
© 2020

Commissionné par
Commissioned by
Manifesta 13 Marseille

Avec le soutien de
Supported by
Ammodo
Drosos Foundation
Pro Helvetia

Traits d'union.s
13ème édition de Manifesta, biennale
européenne de création contemporaine
*13th edition of Manifesta, the European
Nomadic Biennial*
28/08/2020 – 29/11/2020
Marseille, France

Équipe artistique
Artistic team
Katerina Chuchalina
Stefan Kalmár
Alya Sebti

Projet présenté au | *Project presented in*
Musée d'Histoire de Marseille
Dans le cadre de l'exposition | *within*
Le Port : à la croisée des Histoires
The Port : Where Histories Lie
11/09/2020 – 29/11/2020

PHARMACOLOGIE DU LOGEMENT

SAMIA HENNI

Le travail de Samia Henni, née en 1980 à Alger, se situe au croisement des Histoires de l'environnement bâti, des pratiques coloniales et des opérations militaires, du début du XIX^e siècle à nos jours. Son travail vient explorer des micro-histoires spécifiques de dépossession planifiées, d'exploitation et d'oppression. Elle révèle ainsi les macro-histoires du colonialisme, de l'impérialisme et de la mondialisation. Son ouvrage primé *Architecture de la contre-révolution : L'armée française dans le nord*

de l'Algérie (EN, gta Verlag, 2017; FR, Editions B42, 2019), sa publication *War Zones* (gta Verlag, 2018), et son exposition *Discreet Violence: Architecture and the French War in Algeria* (2017–2019; Zurich, Rotterdam, Berlin, Johannesburg, Paris, Prague, Ithaca, Philadelphia) explorent les stratégies spatiales de contrôle et de surveillance menées par les États. Elle enseigne actuellement au sein du College of Architecture, Art and Planning de l'université de Cornell aux États-Unis.

HOUSING PHARMACOLOGY

SAMIA HENNI

Samia Henni's (b.1980, DZ/CH) work focuses on the intersections between the built environment, colonial measures and military operations from the nineteenth century until today. Her investigations of specific micro-histories of planned dispossession, exploitation and oppression disclose macro-histories of colonialism, imperialism and globalization. Recently, her research into these spatial strategies of state control has culminated in the award-winning

book Architecture of Counterrevolution: The French Army in Northern Algeria (EN, gta Verlag, 2017; FR, Editions B42, 2019), the edited volume War Zones (gta Verlag, 2018) and the exhibition Discreet Violence: Architecture and the French War in Algeria (2017–2019; Zurich, Rotterdam, Berlin, Johannesburg, Paris, Prague, Ithaca, Philadelphia). Currently, she teaches at the College of Architecture, Art and Planning at Cornell University, USA.

SAMIA HENNI

p.06–09

« La pharmacologie est une condition qui comprend à la fois le poison et le remède. »

“Pharmacology is a condition that stipulates both poison and remedy.”

FATHI BOUAROUA

p.10–41

« Le droit au logement considère principalement qu'un logement n'est pas une marchandise. Un·e bailleur·se ne peut pas dire à quelqu'un·e : “je te laisse rentrer dans un logement et je te mets dehors quand je veux.” »

“The right to housing is mainly about the fact that a dwelling is not a commodity. A landlord cannot say to someone: ‘I’ll let you into a home and then I’ll kick you out whenever I want.’”

AICHA BOUTAYEB

p.42–63

« Les personnes que l'on rencontre dans notre équipe sont des personnes qui sont éloignées de tout, tant du système de soins que du système social. »

“The people we meet as a team are people who are alienated from everything, from both the healthcare system and the social system.”

VINCENT GIRARD

p.64–75

« À Marseille, nous ne nous sommes pas inspiré·e·s de la psychothérapie institutionnelle pour une raison très simple : la psychiatrie institutionnelle reste de la psychiatrie. Alors que le rétablissement, c'est la fin de la psychiatrie. »

“In Marseille, we were not inspired by institutional psychotherapy for a very simple reason: institutional psychiatry remains psychiatry. While recovery is the end of psychiatry.”

VENDREDI 13

p.76–91

«Mais ces personnes répondaient : “ma maison, c’est la rue et l’endroit où je dors est fermé la journée, je ne peux y retourner que le soir.” »

“But these people would respond: ‘my house is the street and the place where I sleep is closed during the day, I can only go back there in the evening.’”

POLICIER – *POLICE OFFICER*

p.92–101

« Dans une cité, vous avez toujours un business. Pas seulement à Marseille mais dans toute la France. Une cité abrite essentiellement un trafic de stupéfiants. C’est comme une entreprise. »

“In the housing estates, you always have a business. Not just in Marseille, but all over France. A housing estate essentially provides a home for drug trafficking. It’s like a company.”

HABIB

p.102–113

« Quand on entend parler des quartiers nord à la télé, on nous transmet une mauvaise image des gens alors que ce sont des êtres humains, comme nous. »

“When we hear about the northern districts on TV, they always convey a negative image of people, even though they are human beings like us.”

LAURA SPICA

p.114–131

« “ni oubli, ni pardon”. Je le trouve à la fois descriptif et programmatique. Il dit deux choses parallèles : le devoir de mémoire et l’oubli impossible d’un côté, la quête de justice et de réparation de l’autre. »

“Neither forget nor forgive.’ I find it both descriptive and prescriptive. It talks about two things in parallel: the duty to remember and the impossibility of forgetting on the one hand, and the quest for justice and reparation on the other.”

SAMIA HENNI

« LA PHARMACOLOGIE EST UNE CONDITION QUI COMPREND À LA FOIS LE POISON ET LE REMÈDE »

La pharmacologie est une condition qui comprend à la fois le poison et le remède. S'inspirant de l'essai de Jacques Derrida, *La pharmacie de Platon*, qui décrit l'écriture comme un pharmakon, elle a, plus largement, été théorisée par Bernard Stiegler, qui propose une analyse politique et d'intervenir sur les systèmes capitalistes exploitants et les tendances destructrices des sociétés de consommation. La pharmacologie, ainsi, façonne l'éthique et la politique des soins.

Sur la base de conversations menées après la levée du confinement en France avec des habitant.e.s de Marseille, *Pharmacologie du logement* expose et juxtapose le poison et le remède que les présences ou les absences d'habitations ont engendré dans les quartiers de Marseille. Elle réfléchit sur l'écriture de l'Histoire et des récits du droit au logement, ainsi qu'à la vie et à la mort humaine; examine les conditions de vie des non-logé.e.s dans les rues de Marseille; scrute le statut de la psychiatrie démocratique et des environnements habités; questionne le rôle que joue le bâti dans la garantie des soins et l'auto-subsistance; et fouille dans les politiques de logement à l'égard des travailleur.se.s migrant.e.s qui ont participé à l'industrie de la construction de logements en France et à une croissance économique rapide connue sous le nom des *Trente Glorieuses*, les trente ans de 1945 à 1975 après la Régime de Vichy et la Seconde Guerre mondiale.

Pharmacologie du logement propose de multiples fragments et des visions concurrentes des inclusions et exclusions territoriales à Marseille au travers d'expériences vécues, d'enregistrements audiovisuels et de sources publiées qui interrogent le passé et aspirent à un avenir plus viable. Elle tente finalement de créer des traits d'union potentiels entre la narration et l'écriture de l'Histoire et entre les devoirs des institutions et les droits des êtres humains.¹

SAMIA HENNI

“PHARMACOLOGY IS A CONDITION THAT STIPULATES BOTH POISON AND REMEDY”

Pharmacology is a condition that stipulates both poison and remedy. Drawing on Jacques Derrida's essay, Plato's Pharmacy, which proposed that writing is a pharmakon, pharmacology was theorized and broadened by Bernard Stiegler, suggesting a political analysis of and intervention on exploitative capitalist systems and destructive tendencies of consumerist societies. Pharmacology informs the ethics and politics of care.

Based on various conversations with Marseille's inhabitants, which were held after the lifting of the lockdown in France, Housing Pharmacology exposes and juxtaposes the poison and cure that dwellings' presences or absences engendered in Marseille's neighborhoods. It reflects on the writing of histories and the telling of stories about the right to housing and human lives and deaths, examines the conditions of the unhoused in the streets of Marseille, scrutinizes the status of democratic psychiatry and housing environments, questions the role that the built environment plays in guaranteeing self-care and self-subsistence, and digs into the housing policies for migrant workers who participated in France's housing construction industry and rapid economic growth, known as Les Trente Glorieuses (The Glorious Thirty), the thirty years from 1945 to 1975 following the Vichy Regime and World War II.

Housing Pharmacology offers multiple fragments and competing visions about Marseille's spatial inclusions and exclusions through lived experiences, audiovisual records and published sources that interrogate the past and aspire to a more viable future. It ultimately endeavors to create potential traits d'union between story-telling and history-writing and between the duties of institutions and the rights of human beings.¹

⁽¹⁾ Avant le développement de la pandémie COVID-19, *Pharmacologie du logement* était censée aborder l'histoire de la construction de logements pendant Les Trente Glorieuses, qui ont coïncidé avec une planification et un contrôle dirigés par l'État sur une économie entrepreneuriale, une croissance économique rapide, une consommation élevée et des avantages sociaux. L'exposition avait été conçue pour interroger l'une des industries qui s'est développée le plus rapidement : la construction massive de logements, qui a nécessité un nombre impressionnant de main-d'œuvre. Soutenue par le plan Marshall pour la relance européenne, la mise en œuvre des plans de reconstruction d'après-guerre de la France a nécessité une « importation » immédiate de travailleurs masculins « jeunes, en bonne santé et forts » du bassin méditerranéen vers les grandes villes françaises. Les travailleur·euse·s immigré·e·s permanent·e·s et saisonnier·ère·s italien·ne·s, espagnol·e·s et portugais·e·s ont été rapidement rejoints par des hommes et des femmes des territoires colonisés de la France, en particulier de l'Algérie colonisée. *Pharmacologie du logement* devait se pencher sur les liens entre les prémisses des plans de reconstruction d'après-guerre, l'industrie de la construction de logements collectifs à Marseille et en France, et les conditions de vie des travailleurs algériens et immigrés, qui ont énormément contribué aux réalisations des Trente Glorieuses.

Lors de l'épidémie de COVID-19, cette exposition a dû réagir et prendre en compte l'évolution des conditions de logement et de non-logement. En effet, le confinement national strict a été imposé par le Président français Emmanuel Macron le 17 mars 2020 à midi. Il annonça alors que certain·e·s travailleur·se·s qualifié·e·s d'« essentiel·le·s » étaient contraint·e·s de continuer à travailler pour garantir le fonctionnement du pays, tandis que d'autres, qualifié·e·s de « non essentiel·le·s », étaient prié·e·s de rester chez eux·elles. Mais qu'en est-il de celles et ceux qui vivent dans les rues et les bidonvilles ? Où ont-il·elle·s dû rester pendant le confinement ? Quelles politiques le gouvernement a-t-il mises en place lors de l'exécution de l'ordonnance de maintien à la maison ? Qui les a protégé·e·s ? Comment ont-il·elle·s fait face à l'absence de passant·e·s et à la fermeture des commerces ? Ces questions fondamentales m'ont incité à contacter des travailleur·se·s « essentiel·le·s » à Marseille qui ont traité ces situations et conditions lors du confinement. Les conversations qui en résultent sont étonnamment liées aux pistes explorées par le projet avant la pandémie.

(1) Prior to the outbreak of COVID-19 pandemic, *Housing Pharmacology* was supposed to address history of housing construction during *Les Trente Glorieuses* (The Glorious Thirty), which coincided with a state-led planning and control over an entrepreneurial economy, rapid economic growth, high consumption, and social benefits. The exhibition was designed to question one of the fastest developing industries: mass housing construction, which required impressive numbers of labor force. Supported by the United States' Marshall Plan for European recovery, the implementation of France's postwar reconstruction plans necessitated an immediate "importation" of "young, healthy, and strong" male workers from the Mediterranean basin to major French cities. Italian, Spanish and Portuguese permanent and seasonal immigrant workers were swiftly joined by men from France's colonized territories, especially from colonized Algeria. Housing Pharmacology was expected to tackle the intersection between the premises of postwar reconstruction plans, the construction industry of mass housing in Marseille and France, and the living conditions of Algerian and immigrant workers, who contributed tremendously to the achievements of the so-called *Les Trente Glorieuses*.

During the outbreak of COVID-19, this exhibition had to react and consider the unfolding conditions of housing and the unhoused given the strict national lockdown that the French President Emmanuel Macron imposed on March 17, 2020, at noon. The President announced that some workers labelled "essential" were forced to continue working to guarantee the functioning of the country, whereas others named "non-essential" were requested to stay at home. But how about those living in the streets and slums? Where did they have to stay during the lockdown? What policies did the government provide for them when enforcing the stay-home order? Who protected them? How did they cope with the absence of passers-by and the shutdown of businesses? These fundamental questions incited me to contact "essential" workers in Marseille who dealt with these situations and conditions during the lockdown. The resulting conversations are astonishingly connected to the pre-lockdown iteration of *Housing Pharmacology*.

FATHI BOUAROUA

«LE DROIT AU LOGEMENT CONSIDÈRE PRINCIPALEMENT QU'UN LOGEMENT N'EST PAS UNE MARCHANDISE. UN·E BAILLEUR·SE NE PEUT PAS DIRE À QUELQU'UN·E : “JE TE LAISSE RENTRER DANS UN LOGEMENT ET JE TE METS DEHORS QUAND JE VEUX.” »

“THE RIGHT TO HOUSING IS MAINLY ABOUT THE FACT THAT A DWELLING IS NOT A COMMODITY. A LANDLORD CANNOT SAY TO SOMEONE: ‘I’LL LET YOU INTO A HOME AND THEN I’LL KICK YOU OUT WHENEVER I WANT.’”

Fathi Bouaroua est engagé dans les combats autour du droit au logement et des mouvements associatifs à Marseille.

Fathi Bouaroua is involved in the fight for the right to housing and with community movements in Marseille.

Samia : Vous avez dirigé plusieurs institutions sociales importantes et vous avez fait partie d'un nombre impressionnant d'initiatives qui défendent le « droit au logement ». Pouvez-vous nous donner un tout petit aperçu ?

Fathi : Je suis l'ancien directeur régional de la Fondation Abbé Pierre pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Je suis actuellement en préretraite et j'ai beaucoup travaillé dans le social, puisque j'ai commencé ma vie professionnelle comme éducateur spécialisé et éducateur de rue. Ensuite, j'ai été directeur de centres sociaux dans le centre-ville de Marseille et à Aix-en-Provence. J'ai également été chargé de missions sur les questions de logement à Lyon, dans une association qui s'appelle l'ALPIL [Action Lyonnaise Pour l'Insertion par le Logement]. J'ai travaillé en particulier sur la question du logement des migrant·e·s, en particulier sur les hôtels meublés qui logeaient des hommes à la Croix-Rousse¹ à Lyon, à l'époque où les grandes opérations de réhabilitation faisaient disparaître la population populaire et maghrébine du centre-ville de Lyon, notamment celle des quartiers Saint-Jean et Croix-Rousse. Ensuite, j'ai créé la même association à Marseille, qui s'appelle l'AMPIL [Action Méditerranéenne Pour l'Insertion par le Logement]. J'ai également créé une agence immobilière à vocation sociale, c'est-à-dire une agence qui cherche des propriétaires pour loger des pauvres. J'ai également été promoteur social, c'est-à-dire que j'ai acheté des logements dans le but non lucratif d'y loger des gens en grande difficulté. J'ai quasiment terminé ma carrière à la Fondation Abbé Pierre comme directeur régional. Ces deux dernières années, j'ai été président d'une communauté Emmaüs à Marseille, que je viens de quitter avec pertes et fracas pour des raisons que j'ai toujours défendues. C'est dans ce cadre-là que j'ai agi de manière militante pendant la période de confinement liée au virus COVID-19 à Marseille.

Samia : Comment s'est opéré ce passage de l'éducation ou de la prévention des jeunes, à la lutte pour obtenir un logement pour toutes et tous ?

Samia: You have led several major social institutions and have been part of an impressive number of initiatives that defend the "right to housing". Can you give us a little bit of background?

Fathi: I am the former regional director of the Foundation Abbé Pierre for the Provence-Alpes-Côte d'Azur region. I am currently in early retirement and I have worked a lot in the social sector, as I began my professional life as a specialized educator and street educator. Then I was a director of social centers in the city center of Marseille and in Aix-en-Provence. I was also in charge of housing issues in Lyon, in an association called ALPIL [Action Lyonnaise Pour l'Insertion par le Logement; Lyon Action for Integration through Housing]. I worked in particular on the issue of housing for migrants, especially with regard to the furnished hotels that housed men at La Croix-Rousse¹ in Lyon, at a time when major redevelopment operations were causing the working-class and North African population to disappear from the city center of Lyon, especially in the Saint-Jean and Croix-Rousse districts. Then I created the same association in Marseille, called AMPIL [Action Méditerranéenne Pour l'Insertion par le Logement; Mediterranean Action for Integration through Housing]. I also created a real estate agency with a social purpose, that is, an agency that looks for landlords to accommodate the poor. I have also worked as a social housing developer, meaning I bought properties with the non-profit aim of housing people in great difficulty. I essentially finished my career at the Foundation Abbé Pierre as regional director. For the last two years, I have been the president of an Emmaus community in Marseille, which I have just left rather unceremoniously for reasons that I have always defended. It was in this setting that I worked as an activist during the period of lockdown linked to the COVID-19 virus in Marseille.

Samia: How did this shift from education and youth safety to the struggle to obtain housing for all take place?

⁽¹⁾ La Croix-Rousse est une colline de la ville de Lyon et le nom du quartier qui s'y trouve, dont l'histoire des luttes ouvrières est célèbre.

⁽¹⁾ La Croix-Rousse is a hill in the city of Lyon and the name of the district that is located there, with a well-known history of working-class struggle.

Fathi : Ça a démarré quand je suis devenu directeur d'un centre social du quartier Belsunce du centre-ville de Marseille, à une époque où il y avait encore beaucoup de travailleurs-se-s migrant-e-s. Belsunce est l'un des plus vieux quartiers de Marseille et c'est depuis toujours un quartier d'immigration. Durant la colonisation française, c'est dans ce quartier qu'habitaient les Algérien-ne-s et les Sénégalais-e-s. C'était la porte de l'Orient, la porte de toutes les immigrations. En 1979, j'ai participé à la création d'un centre social à Belsunce, type d'équipement qui n'existait pas dans le centre-ville. La nécessité de créer un centre social dans ce quartier nous était apparue quand j'étais éducateur. En accord avec l'institution dans laquelle je travaillais, nous avons pu développer une association qui préfigure la création d'un centre social avec les habitant-e-s les plus pauvres de l'époque. Au début, nous avons pu faire des sorties avec les enfants puis avec les mamans, et ensuite, nous nous sommes occupé-e-s de l'alphabétisation. L'association s'est développée et au bout de quelques années, nous avons pu obtenir l'agrément pour devenir un centre social, appuyé par des institutions publiques et des financements. Cela arrive au moment où je quitte le quartier pour aller travailler quelques semaines à Lyon comme éducateur, avant de revenir à Aix-en-Provence comme directeur du centre social Paul Cézanne de la cité Besson, en 1982, dans le contexte plus classique d'une cité avec des mètres carrés sociaux et des besoins d'habitant-e-s très populaires.

Je suis revenu à Marseille car j'ai accepté le challenge de reprendre la direction du centre social que l'on avait créé et qui connaissait à ce moment-là de grandes difficultés financières. Je n'ai pas été payé pendant une année, tout simplement pour faire en sorte de redresser la situation. Je travaillais à côté pour gagner ma vie, en faisant un travail d'enquête dans les hôtels meublés du centre-ville pour une association qui s'appelait ALPIL, qui avait été missionnée pour enquêter sur les hôtels meublés du centre-ville de Marseille. Il y en avait beaucoup, à l'époque, dans le petit périmètre de Belsunce. On a dû faire cinq-cents enquêtes d'hôtels meublés, que l'on appelait autrefois des « garnis ». Dans ces hôtels ne vivaient que des populations en difficulté. L'hôtel meublé est un hôtel où l'on vit au mois et pour certains, à vie : c'était le domicile permanent de beaucoup de gens. C'était le mode de logement principal du travailleur et de la travailleuse migrant-e à cette époque à Marseille. Donc, j'ai fait des enquêtes dans le quartier où j'étais directeur bénévole du centre social. Voilà ce qui m'a poussé et sensibilisé à la question du logement.

L'ALPIL était l'une des rares associations en France qui avait pour objectif de travailler sur la question des hôtels meublés et qui connaissait la réglementation et le fonctionnement de ces hôtels, à l'époque. Grâce à ces connaissances, l'ALPIL a été sollicitée pour mener

Fathi: It all started when I became the director of a social center in the Belsunce neighborhood in the center of Marseille, at a time when there were still a lot of migrant workers. Belsunce is one of the oldest neighborhoods in Marseille and has always been an immigrant neighborhood. During the period of French colonization, this was the neighborhood where the Algerians and the Senegalese lived. It was the gateway to the East, the gateway to all immigration. In 1979, I helped to create a social center in Belsunce, a type of facility that did not previously exist in the city center. The need to create a social center in this neighborhood had become apparent to us when I was an educator. In agreement with the institution where I worked, we were able to develop an association that foreshadowed the creation of a social center with the poorest inhabitants at the time. In the beginning, we were able to go on outings with the children, then with the mothers, and then we focused on literacy. The association grew and after a few years, we were able to obtain approval to become a social center, supported by public institutions and funding. This happened just as I was leaving the neighborhood to go and work in Lyon as an educator for a few weeks, before returning to Aix-en-Provence as director of the Paul Cézanne social center on the Besson housing estate in 1982, in the more traditional context of a housing estate with state-determined rent control and the needs of very working-class residents.

I returned to Marseille because I accepted the challenge of taking over the management of the social center that we had created and which was then experiencing great financial difficulties. I wasn't paid for a year, just to make sure that the situation was rectified. I worked on the side to earn a living, doing investigative work in the furnished hotels in the city center for an association called ALPIL, which had been commissioned to investigate the furnished hotels in the city center of Marseille. There were a lot of them, at the time, in the tiny area of Belsunce. We had to investigate five hundred of these furnished hotels, which were formerly called "garnis" [bedsits]. Only people in difficulty lived in this type of accommodation. A furnished hotel was a hotel where people live on a monthly basis—or for life, for some: they were a permanent home for many people. At that time it was the migrant worker's main form of accommodation in Marseille. So I did some investigations in the neighborhood where I was the volunteer director of the social center. That's what pushed me toward the housing issue and made me more aware of it.

ALPIL was one of the few organizations in France whose purpose was to work on this issue of furnished hotels and who were familiar with the regulations

une étude sur Marseille. C'est André Gachet, un Lyonnais avec qui je travaillais sur les enquêtes, qui m'a permis de mettre le doigt sur des choses insupportables et indicibles : la question du « droit au logement » était bien une question fondamentale pour la vie des gens, et la manière dont on logeait les gens faisait écho à la manière dont leurs droits et leur dignité étaient traités.

Quand l'enquête s'est terminée, on a plus ou moins continué ce travail-là au centre social. On a créé une association des habitant·e·s des hôtels meublés du secteur central parce que, dans les années 1984 à 1989, il existait déjà une volonté de gentrifier le centre-ville de Marseille. Donc le centre social avait pour vocation de mobiliser les populations d'un quartier dans lequel les fonctions de socialisation n'existaient pas. Il n'y avait pas de terrain de foot au centre-ville, alors qu'il y avait plein de gosses. Il n'y avait pas de crèche ou quand il y en avait, elles étaient réservées aux enfants des parents qui travaillent, donc qui ont des moyens.

À l'époque, dans beaucoup de ces hôtels vivaient des familles qui s'étaient retrouvées à la rue et des personnes sans papiers. La Ville a toujours voulu récupérer ce quartier. Dans les années 1980, la Ville a décidé de lancer une campagne de réhabilitation. Gaston Defferre, alors maire de Marseille, n'a pas trouvé meilleur nom pour sa campagne de réhabilitation que « la reconquête du centre-ville ». Le mot d'ordre était clair : sur les panneaux en bois qui entourent les chantiers, on pouvait voir des décors très particuliers, avec des gazelles et des palmiers.

Entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et la fin de la guerre d'Algérie, c'est un quartier d'immigration générale. Les hôtels meublés accueillent peu à peu les premier·ère·s travailleur·euse·s nord-africain·e·s, algériens. Et ceux qui maintiennent leur famille au pays vivent dans ces fameux hôtels meublés du quartier de Belsunce. Quelques autres s'installent dans les bidonvilles à travers la ville. Marseille, comme beaucoup de grandes villes françaises, notamment Lyon et Paris, était « cafie »² de bidonvilles, comme on dit ici. Je suis moi-même issu du bidonville de la Timone. J'ai ensuite vécu en cité d'urgence et après, en cité HLM. Et après la cité HLM, j'ai enfin pu rentrer dans un logement un peu plus privé. C'était une époque où l'on pouvait encore prendre l'ascenseur social, notamment en matière d'habitat.

Belsunce va devenir un quartier en lien avec les bidonvilles, mais aussi un quartier où s'installent les Algériens célibataires. Avant 1959, les foyers Sonacotra [Société nationale de construction de logements pour les travailleurs] n'existent pas encore.

and running of these hotels at the time. Because of this knowledge, ALPIL was asked to carry out a study of Marseille. It was André Gachet, a resident of Lyon I worked with on the surveys, who enabled me to put my finger on some unbearable and unspeakable things: the question of the "right to housing" was indeed a fundamental issue for people's lives, and the way people were being housed was echoing the way that their rights and dignity were being treated.

When the investigation ended, we more or less continued this work at the social center. We created an association for residents of furnished hotels in the city center because, from 1984 to 1989, there was already this desire to gentrify the city center of Marseille. The social center's aim therefore was to mobilize the population of a neighborhood in which the functions of socialization did not exist. There was no football pitch in the city center, even though there were lots of kids. There were no crèches, or when they did exist, they were reserved for the children of working parents—people who had the means to pay.

At the time, many of these furnished hotels were home to families who had become homeless or undocumented people. The city has always wanted to reclaim this neighborhood. In the 1980s, the city decided to launch a redevelopment campaign. Gaston Defferre, then mayor of Marseille, couldn't think of a better name for his redevelopment campaign than "the reconquest of the city center." The slogan was clear: on the wooden panels surrounding building sites were very peculiar decorations, with gazelles and palm trees.

Between the end of the Second World War and the end of the Algerian War, this was a neighborhood for general immigration. The furnished hotels gradually welcomed the first North African workers, the Algerians. And those who were supporting their families back home lived in these infamous furnished hotels in the Belsunce district. A few others settled in the slums throughout the city. Marseille, like many large French cities, such as Lyon and Paris, was "cafie"² with slums, as they say here. I myself come from the Timone slum. I then lived in an emergency housing estate and then in a low-rent housing estate. And after that, I was finally able to move into a slightly more private home. It was a time when you could still climb the social ladder, especially in terms of housing.

Belsunce would become a neighborhood with links to the slums, but also a neighborhood where single Algerians settled. Before 1959, the Sonacotra [Société nationale de construction de logements pour les travailleurs;

² «Cafi» est une locution marseillaise issue du verbe occitan «cafir» ou «clafir»: combler, remplir, bourrer, et synonyme de «plein», «rempli».

² «Cafi» is an expression used in Marseille derived from the Occitan verb «cafir» or «clafir»: to fill, to fulfil, or to stuff, and is synonymous with «full» or «filled.»

À l'époque où ils sont construits, ils s'appellent d'ailleurs Sonacotral [Société nationale de construction de logements pour les travailleurs algériens] parce que c'était spécifiquement conçu pour les travailleur·se·s migrant·e·s algérien·ne·s – maintenant, ça s'appelle Adoma et ça a bien changé. Donc ces foyers vont naître pendant la guerre d'Algérie pour encadrer une population qui logeait dans les hôtels meublés de ce quartier-là. À l'époque, il y avait entre 1 500 et 2 000 hôtels meublés, concentrés sur un tout petit secteur. Toute la population masculine maghrébine était là. Lorsque la guerre d'Algérie commence, ce quartier est systématiquement verrouillé par les autorités qui font des descentes et des rafles de travailleur·se·s migrant·e·s algérien·ne·s. La même chose se passe de l'autre côté, pour les familles des bidonvilles.

Au centre social Belsunce, nous avons pu travailler d'une autre manière que dans les cités. Par exemple, nous avons créé des emplois un peu particuliers pour les jeunes, que l'on appelait les TUC [Travaux d'Utilité Collective]. Il s'agissait de brancher l'activité économique sur le commerce exceptionnel qui produisait un certain nombre de nuisances, par exemple, une quantité énorme d'emballages en carton laissés sur la chaussée ; à l'époque, j'ai eu une idée toute bête : comme le gouvernement proposait de donner les véhicules d'entreprises publiques à des associations pour des actions humanitaires et solidaires, j'ai donc demandé quelques véhicules pour ramasser les cartons, que l'on pliait et que l'on revendait. À l'époque, le carton coûtait cinquante centimes le kilo, c'était énorme. Cette histoire illustre comment un centre social vit dans un quartier particulier. À la même époque, beaucoup de gens arrivaient par avion d'Algérie pour acheter dans ce quartier-là. Souvent, il n'y avait plus de place dans les hôtels et les gens dormaient sur les pelouses de la Porte d'Aix.

Samia : Vous avez parlé du « droit au logement ». Pourriez-vous nous dire un peu plus ? Est-ce lié à la reconstruction après la Seconde Guerre mondiale ? Qu'est-ce qu'il en reste, depuis son institution en France ?

Fathi : Le droit au logement considère principalement qu'un logement n'est pas une marchandise. Un·e bailleur·se ne peut pas dire à quelqu'un·e : “je te laisse rentrer dans un logement et je te mets dehors quand je veux.” Un logement, c'est quelque chose qui constitue ton identité, ton abri, l'ensemble de ta construction sociale, tes voisin·e·s, tes ami·e·s, ton école et on ne peut pas, du jour au lendemain, te mettre dehors. Il faut des raisons pour te mettre dehors, il faut une réglementation. Donc le premier élément du droit au logement, c'est le droit de pouvoir garder ou d'obtenir un chez-soi. Le deuxième élément, c'est l'obligation faite à celui qui te procure, te loue ou te met un logement à disposition gratuitement, de ne pas te mettre en danger ni en insécurité physique ou sanitaire.

National Society for the Construction of Workers' Housing] residences did not yet exist. At the time they were built, they were called Sonacotral [Société nationale de construction de logements pour les travailleurs Algériens; National Society for the Construction of Algerian Workers' Housing] because they were specifically designed for Algerian migrant workers –now it's called Adoma and it's changed a lot. So these residences were created during the Algerian War to support this community living in the furnished hotels in that neighborhood. At the time, there were between 1,500 and 2,000 furnished hotels concentrated in a very small area. The entire North African male population was there. When the Algerian War began, this neighborhood was systematically locked up by the authorities, who would raid and round up Algerian migrant workers. The same thing was happening on the other side to the families in the slums.

At the Belsunce social center, we were able to work in a different way than we did in the housing estates. For example, we created special jobs for young people, called TUC [Travaux d'Utilité Collectif; Community Work]. It was a question of connecting economic activity to the exceptional commercial activity, which was creating a number of nuisances such as a vast quantity of cardboard packaging left on the road, for example. At the time, I had a very silly idea: as the government was proposing to give vehicles belonging to public companies to charitable organizations for humanitarian and solidarity campaigns, I asked for some vehicles to collect the cardboard boxes, which were then folded and resold. At the time, cardboard boxes cost fifty cents per kilogram, which was a considerable amount. This story illustrates how a social center can exist in a particular neighborhood. At the same time, a lot of people were arriving by plane from Algeria to buy in that neighborhood. There were often no more rooms in the hotels and people would sleep on the lawns of the Porte d'Aix.

Samia: You talked about the “right to housing.” Could you tell us a little bit more? Is it related to the reconstruction after the Second World War? What remains of it since its institution in France?

Fathi: The right to housing is mainly about the fact that a dwelling is not a commodity. A landlord or a landlady cannot say to someone: ‘I’ll let you into a home and then I’ll kick you out whenever I want.’ A home is something that constitutes your identity, your shelter, your entire social construct, your neighbors, your friends, your school, and you cannot be kicked out of it overnight. There have to be reasons for kicking you out, there have to be regulations. So the first element of the right to housing is the right to be able to keep or get a home.

Un logement insalubre ou en péril doit être interdit. Cet ensemble va peu à peu former le droit au logement en France.

Le premier texte français, extrêmement protecteur du droit au logement, est la loi de 1948. Dans un grand nombre de régions françaises, les maisons des gens ont été détruites par la guerre et le pays connaît une vraie pénurie de logements. Même dans une société capitaliste, la mécanique de construction et de production de logements ne parvient pas à répondre à cette demande importante. Demande qui, par ailleurs, n'est pas solvable : au sortir de la guerre, le travail n'a pas encore repris. Ce n'est pas encore l'époque des Trente Glorieuses, donc les pauvres gens dorment dehors ou vivent dans des maisons d'avant 1948 pas très bien équipées : souvent, les toilettes étaient à l'extérieur de l'habitation et quelquefois, même, les robinets se trouvaient dans la rue. Donc, selon moi, le premier cadre légal protecteur – même s'il y en a eu avant – c'est la loi de 1948.

Le premier principe de cette loi, c'est l'encadrement des loyers : on n'a pas le droit de louer n'importe quoi à n'importe quel prix. Cette loi impose donc un mode de calcul scientifique de la valeur des logements analysée en termes de coefficients. En fonction de ce calcul, les logements sont classés dans différentes catégories, des très bons aux moins bons. L'État détermine le prix du mètre carré en fonction de ces catégories. Le second principe de cette loi, c'est le droit au maintien dans les lieux. On ne peut pas te mettre dehors si tu habites dans un logement issu de la loi de 1948. C'est donc cette loi qui a permis au droit au logement en France de prendre cette tournure. Malheureusement, elle a tellement été remise en cause, depuis, qu'il n'en reste plus que le cadre.

Avec son célèbre appel du 1^{er} février 1954, l'abbé Pierre est l'un des emblèmes et des porte-voix des plus pauvres sur la question du logement³. Même si le droit au logement existe dans la Constitution, il est coutume de le voir contrecarré par le droit à la propriété, mieux reconnu et plus effectif. Cette bataille permanente entre le droit à la propriété et le droit au logement cristallise une tension juridique permanente. Il y a eu des conquêtes, comme la trêve hivernale, mais aussi des reculs. Plus récemment, en 2007, est né le droit opposable au logement, c'est-à-dire la possibilité de se tourner vers l'État lorsque l'on n'a pas de logement, ni les moyens d'en avoir un.

Cette tension permanente fait que, à certains moments de l'Histoire, des situations insupportables contraignent les politiques et les tenant·e·s du capital à apporter des réponses, créant ainsi des opportunités de faire avancer

The second element is the obligation of the person who provides, rents, or makes housing available to you freely to not endanger you or put you or your health at risk. Substandard or endangered housing must be prohibited. Together this will gradually form the right to housing in France.

The first French legislation to be extremely protective of the right to housing is the law of 1948. In many regions of France, people's homes had been destroyed by the war and the country was experiencing a real housing shortage. Even in a capitalist society, the mechanics of housing construction and production were unable to meet this significant demand. A demand that was also not solvent: even after the war ended, work had not yet resumed. It was not yet the time of the Trente Glorieuses, so poor people would have to sleep outside or live in pre-1948 houses that were not very well equipped: often the toilets were outside the house and sometimes even the taps were in the street, too. So, in my opinion, the first protective legal framework—even if some aspects existed before—is the law of 1948.

The first principle of this law is rent control: you cannot rent anything at any price. This law therefore imposes a scientific method of calculating the value of housing analyzed in terms of coefficients. Dwellings are classified in different categories according to this calculation, from the very good to the less good. The state determines the price per square meter on the basis of these categories. The second principle of this law is the right to maintain the premises. You cannot be thrown out if you live in a home under the 1948 law. It is therefore this law that has allowed the right to housing in France to evolve in this way. Unfortunately, it has been disputed so much since then that all that remains is the framework.

With his famous appeal of February 1, 1954, Abbé Pierre is one of the symbols and spokespersons for the poorest people on the issue of housing³. Even though the right to housing exists in the Constitution, it is customary to see it thwarted by the right to property, which is better recognized and more effective. This ongoing battle between the right to property and the right to housing has spawned a permanent legal tension. There have been conquests, such as the winter truce, but also setbacks. More recently, in 2007, the enforceable right to housing was born, namely the possibility of turning to the state when one does not have a home or the means to have one.

⁽³⁾ Le 1^{er} février 1954, suite à une série de drames qui le pousse à se faire entendre auprès des politiques, l'abbé Pierre lance un célèbre appel sur les ondes de Radio Luxembourg, créant ce que l'on appellera « l'insurrection de la bonté ».

⁽³⁾ On February 1, 1954, following a series of tragic events that prompted him to make himself heard by politicians, Abbé Pierre launched a famous appeal on the waves of Radio Luxembourg, creating what would come to be known as the "Uprising of Kindness."

le droit. La sortie de la guerre est l'un de ces premiers jalons. Le second jalon, c'est l'hiver 1954. Des travailleurs et des travailleuses pauvres meurent de froid dans la rue. Viennent ensuite les Trente Glorieuses, durant lesquelles la société capitaliste entreprend de loger les travailleur-se-s. Une économie spéciale est alors créée : on n'a jamais autant construit que pendant les Trente Glorieuses, surtout des HLM⁴. Les crises se sont ensuite succédées et ont été autant d'occasions d'évolution, en fonction des circonstances ou des intérêts.

Dans l'histoire du droit au logement, la loi Besson de 1991 est une étape importante qui va instituer des choses nouvelles. Un fonds spécial est créé, le FSL [Fonds de Solidarité pour le Logement], pour aider les personnes qui ne peuvent plus payer leur loyer. Le droit au logement a une logique complexe liée, bien sûr, au droit d'accéder à un logement, mais aussi de s'y maintenir et d'y vivre dignement selon des normes de sécurité et d'hygiène. Le droit au logement est constitué de l'ensemble de ces éléments. Mais chacun de ces éléments relève de logiques économiques et légales distinctes et en fonction du statut social de la personne, cet ensemble d'éléments peut être divisé. En France, la question du droit au logement est inscrite dans le Code de l'urbanisme, le Code de la construction, le Code de l'hygiène, le Code du commerce, le Code civil, le Code des collectivités locales et dans le Code de la Sécurité sociale, via les aides au logement. On voit bien que le droit au logement est un droit complexe et il est intéressant de le vivre à travers différentes histoires.

À Marseille, par exemple, il y a eu des périodes de grands squats ou celle, encore actuelle, des bidonvilles de Roms. On y trouve des personnes qui n'ont pas le droit à un titre de séjour, des personnes européennes qui, soi-disant, n'auraient pas tout à fait la possibilité de rester là, alors qu'elles ont officiellement la liberté de circulation. Alors elles s'installent dans les bidonvilles, mais on les en chasse sans pour autant leur donner le droit d'avoir un logement comme tout le monde. Quand on se promène aujourd'hui à Marseille, on observe une résurgence des bidonvilles dans les interstices de la ville, entre les autoroutes et les voies ferrées, par exemple. Des enfants, des femmes, des personnes âgées vivent dans des cabanes et font les poubelles pour vivre, en vendant au marché aux puces ce qu'elles trouvent dans les poubelles. Pourquoi ces gens-là n'ont pas droit au logement ? Et enfin – mais vous avez dû en entendre parler – Marseille est une ville qui s'effondre. Partout, les immeubles s'écroulent tout seuls.

Samia : Oui, justement, j'ai parlé avec une résidente du quartier Noailles qui fait partie du Collectif du 5 Novembre et de Noailles Debout.

This permanent tension means that, at certain moments in history, insufferable situations have pressured politicians and those with capital into providing a response, thus creating opportunities to advance the law. The end of the war was one of these first milestones. The second milestone was the winter of 1954. Poor working men and women were freezing to death on the streets. Then came the Trente Glorieuses, during which capitalist society began housing workers. This created a special economy: never before had so much construction been carried out as during the Trente Glorieuses, particularly on the form of low-rent housing known as a HLM⁴. Crises followed, one after the other, but so did opportunities for evolution, depending on either circumstances or interests.

In the history of the right to housing, the 1991 Besson Law was an important step that would establish new things. A special fund was created, the FSL [Fonds de Solidarité pour le Logement; Solidarity Fund for Housing], to help people who can no longer pay their rent. The right to housing has a complex logic linked, of course, to the right to gain access to housing, but also to remain in it, and to live there with dignity according to safety and hygiene standards. The right to housing is made up of all these elements. But each of these elements is subject to distinct economic and legal logic, and depending on the social status of the person, this set of elements can be divided. In France, the issue of the right to housing is enshrined in the Town Planning Code, the Building Code, the Hygiene Code, the Commercial Code, the Civil Code, the Local Government Code, and the Social Security Code, via housing assistance. It is clear that the right to housing is a complex right and it is interesting to experience it through different stories.

In Marseille, for example, there have been periods where there were large squats or Roma slums, which still exist today. There are people there who do not have the right to a residence permit, Europeans who don't necessarily have the means to stay there, even though they officially have freedom of movement. So they settle in the slums, but they are chased away without being given the right to housing like everyone else. When you walk around Marseille today, you see a resurgence of slums in the cracks of the city, between the motorways and the railways, for example. Children, women, and the elderly are living in shacks and making a living from raiding garbage cans and selling what they can find there at the flea market. Why are these people not entitled to housing? And finally—and I'm sure you must have heard about this already—

⁴⁰ Une habitation à loyer modéré, plus connue sous son sigle HLM, est un logement géré par un organisme d'habitations à loyer modéré, public ou privé, qui bénéficie d'un financement public partiel, direct ou indirect.

⁴¹ A low-rent home, better known in France by its acronym HLM, is a housing unit managed by a public or private low-rent housing organisation, which benefits from partial, direct, or indirect public funding.

Fathi : Je vous avais parlé du Taudis-Poly⁵ de Marseille. Les rues du plateau de jeu sont celles de bidonvilles ou bien des adresses de taudis. Il y a des petits films et des articles de presse pour chaque adresse. Sur certaines cases, il y a un bandeau noir qui indique qu'il y a eu des morts. Et encore, ce ne sont que les taudis dont on a parlé dans la presse parce qu'il s'y est passé quelque chose. En réalité, c'est une revue de presse et un jeu en même temps.

Samia : Donc c'est vous qui avez créé cette collection d'informations et d'archives. Ce sont les effondrements et bidonvilles marseillais de quelle période ?

Fathi : Les dix dernières années. Ce ne sont que des bidonvilles de Roms, les autres n'y figurent pas. Il y a aussi un autre livre intitulé *Le logement est un droit. Le taudis est un crime*. Ce sont des dessins de presse et des caricatures sur les effondrements à Marseille. Cela date d'après le 5 novembre.

Samia : Donc le centre-ville de Marseille est en train de s'effondrer.

Fathi : Il suffit de s'y promener. Mais pourquoi Marseille s'écroule et pas Lyon ? Marseille est une ville de légendes, elle fabrique ses propres histoires. Elle a une superficie 250 kilomètres carrés, c'est cinq fois la superficie de Lyon et deux fois et demie celle de Paris. C'est une ville qui est tellement grande qu'en réalité, on a de l'espace à l'intérieur, d'autant que nous ne sommes que 890 000 habitant-e-s. C'est un chiffre ridicule pour une surface pareille bien que, certes, il y ait beaucoup de collines. On dit de cette ville qu'elle est faite de cent-onze quartiers/villages qui lui donnent cent-onze identités. Quand on était petit, chaque quartier avait son cinéma, son église, sa place de village et on se plait encore à raconter les histoires et les fortes identités de ces noyaux villageois typiquement marseillais. Mais c'est aussi sa faiblesse : au-delà des politiques, Marseille ne s'est pas renouvelée et n'a pas de centralité. La Canebière est une frontière, ce n'est pas un lieu de rassemblement. Le Vieux Port de Marseille est un lieu de passage mais ce n'est pas un lieu rassembleur et si, aujourd'hui, beaucoup de manifestations partent du Vieux Port c'est parce qu'on ne peut plus partir du haut de la Canebière.

Jusqu'au début des années 1980, cette ville a pensé qu'elle devait fabriquer du logement HLM pour tous-tes. Mais par la suite, elle n'a compté que sur l'effet naturel de son renouvellement. On a considéré que c'était au secteur privé de faire ce travail et que la seule réponse obligatoire était celle qui consistait à reloger les migrant-e-s de l'époque des Trente Glorieuses. On a laissé les promoteurs et les investisseurs privés faire leur marché. On avait fabriqué

Marseille is a city that is collapsing. Buildings are collapsing on their own all over the place.

Samia: Yes, as it happens, I spoke with a resident of the Noailles neighborhood who is part of the Collectif du 5 novembre and Noailles Debout.

Fathi: I spoke to you about the Taudis-Poly⁵ of Marseille. The streets on the board of the game are either slums or shantytowns. There are short films and press articles for each address. On some squares, there is a black band, which indicates that there have been deaths there. And again, these are just the slums that have been mentioned in the press because something happened there. In reality, it's a press review and a game at the same time.

Samia: So it was you who created this collection of information and archival material. What period are these collapses and slums in Marseille from?

Fathi: The last ten years. These are just Roma slums, the others are not featured. There is also another book called *Le logement est un droit. Le taudis est un crime* (Housing is a Right. Slums are a crime), which is a collection of press cartoons and caricatures about the building collapses in Marseille. This dates from after November 5.

Samia: So the center of Marseille is falling down.

Fathi: You only have to walk around to see it. But why is Marseille collapsing and not Lyon? Marseille is a city of legends, it makes its own stories. It has a surface area of 250 square kilometers, that's five times the surface area of Lyon and two and a half times that of Paris. It is a city that is so big that in reality there is space in the city, especially since there are only 890,000 people. That's a ridiculous figure for such a large area, although there are many hills, of course. It is said that this city is made up of one hundred and eleven neighborhoods or villages, which give it one hundred and eleven identities. When it was still small, each neighborhood had its own cinema, its own church, its own village square, and we still enjoy recounting the stories and strong identities of these village hubs that are so typical of Marseille. But this is also its weakness: beyond politics, Marseille has not reinvented itself and has no centrality. La Canebière is a border, it is not a gathering place. The Vieux-Port of Marseille is a place where people pass through; it is not a gathering place, and though many demonstrations leave from the Vieux-Port today, it is only because it is no longer possible to start from the top of La Canebière.

⁽⁵⁾ Le Taudis-Poly est un jeu de société/revue de presse conçu par Fathi Bouaroua en 2019, parodiant le Monopoly et proposant aux joueur-se-s de racheter les taudis de Marseille.

⁽⁵⁾ Taudis-Poly ("Slum-Poly") is a board game/press review designed by Fathi Bouaroua in 2019, which is a parody of Monopoly and offers players the opportunity to buy the slums of Marseille.

beaucoup de cités, mais des cités extérieures, principalement dans les quartiers nord, parce que c'était là-bas que l'on pensait que les usines devaient s'implanter. D'ailleurs, juste à côté d'ici, ça s'appelle la Montée des usines⁶. Notre architecture est constituée de ces petites centralités que sont les villages et les cités sont construites autour. Par contre, nous n'avons pas eu de renouvellement urbain naturel, donc cette ville, elle s'effondre. Et lorsque la Ville cible un secteur pour le changer ou pour y intervenir, elle fait quelque chose d'assez extraordinaire, c'est qu'elle le laisse pourrir. Elle laisse prospérer les marchand·e·s de sommeil qui logent les gens de manière scandaleuse et n'entretiennent pas les immeubles, parce que leur objectif est de gagner de l'argent rapidement, donc il·elle·s n'investissent pas dans le patrimoine. Et de l'autre côté, les marchand·e·s de biens achètent et revendent les immeubles sans les entretenir. D'ailleurs, la valeur des immeubles a été longtemps très basse et il n'y a pas très longtemps que les prix de l'immobilier sont montés.

Cette non-gestion de la Ville est un urbanisme du laisser-faire. Cela a eu des effets extrêmement graves. Aujourd'hui, à Marseille, on considère que plus de 4 000 immeubles présentent un péril et en moins de trois mois, plus 4 000 personnes ont déjà été évacuées de 350 immeubles. Le 5 novembre 2018, il se passe quelque chose d'assez particulier. Des immeubles s'effondrent dans une rue où, déjà en 2008, les escaliers intérieurs du numéro 29 s'étaient écroulés et un monsieur handicapé était mort – on retrouve cette adresse dans le Taudis-Poly. Il n'y avait pas eu de manifestations suite à cette catastrophe. La famille était vraiment en colère : il y a eu un procès et le propriétaire est allé prison, pour une fois. Mais c'est tout. Deux rues plus haut, la même année, dans un immeuble très dégradé, onze Roms sont morts. C'était un ancien hôtel abandonné que la Ville ne contrôlait plus. La responsabilité de la Ville aurait pu être engagée mais personne ne l'a fait, il n'y a eu aucune réaction de la part des marseillais·e·s.

Alors pourquoi le 5 novembre a-t-il eu l'effet d'un tremblement de terre ? Pourquoi a-t-il tout remis en cause ? Parce que malheureusement, cette fois-ci, sous les décombres, la diversité de la composition marseillaise est représentée : un jeune franco-péruvien employé d'un grand hôtel, une personne française qui faisait une thèse, une étudiante franco-italienne et un artiste français, tous les deux très connu·e·s dans le quartier et à la Plaine⁷, le quartier au-dessus où se déploie un mouvement de type zadiste, un ami italo-sénégalais de passage, un homme algérien qui vendait des cigarettes à la sauvette en situation plus ou moins régulière et puis une maman comorienne qui, hélas, a laissé un petit garçon

Until the early 1980s, this city thought that it had to create low-rent housing for everyone. But afterwards, it relied only on the natural consequences of its renewal. It was felt that it was up to the private sector to do this work and that the only obligatory response was to rehouse the migrants from the Trente Glorieuses era. The market was left to private developers and investors. They had built a lot of housing estates, but they were outside the center, mainly in the northern districts, because that was where they thought the factories were going to be located. In fact, the road right next door to here is called la Montée des usines [Factory Rise].⁶ Our architecture is made up of these small centralities, the villages, and the housing estates are built around them. However, we have not had any natural urban renewal, so this city is collapsing. And when the city targets an area to change it or to intervene there, it does something quite extraordinary: it lets it decay. It allows the slum landlords—who are housing people in a disgraceful way and not maintaining the buildings—to prosper, because their goal is to make money quickly, so they don't invest in the property. And on the other hand, property dealers are buying and reselling buildings without maintaining them. In fact, the value of buildings was very low for a long time, and it's only recently that real estate prices have increased.

This non-management of the city is a laissez-faire approach to urban planning, which has had extremely serious consequences. Over 4,000 buildings in Marseille are currently considered to be at risk and in less than three months, more than 4,000 people have already been evacuated from 350 buildings. On November 5, 2018, something very strange happened. Some buildings collapsed in a street where, back in 2008, the interior staircases of No. 29 had collapsed and a handicapped man had died—this address is on the Taudis-Poly board. There were no demonstrations following this disaster. The family was extremely angry: there was a trial and the owner went to prison, for once. But that was all. Two streets up, in the same year, eleven Roma people died in a very run-down building. It was an old abandoned hotel that the city no longer monitored. The city could have been held responsible, but no one did so; there was no reaction from the people of Marseille.

So why did November 5 feel like an earthquake? Why did it call everything into question? Because unfortunately, this time, the diversity of Marseille's composition was represented under the rubble: a young French-Peruvian employee of a prestigious hotel, a French person writing their thesis, a French-Italian student, and a French artist, both very well known in the

⁶ Quartier des Riaux, Estaque, Marseille 16^{ème}.

⁷ La Plaine est le nom d'usage du quartier limitrophe de Noailles qui s'étend aux rues autour de la place Jean Jaurès.

⁶ In the Riaux Estaque neighborhood in the 16th arrondissement of Marseille.

⁷ La Plaine is the general name of the neighboring district of Noailles, which extends to the streets around Place Jean Jaurès.

tout seul. Cet échantillon de personnes issues des classes modestes de Marseillais·e·s a fait en sorte que l'on se sente tou·te·s concerné·e·s. Ce n'était pas la communauté maghrébine, ce n'était pas les roms, ce n'était pas les comorien·e·s, c'était Marseille. Voilà pourquoi cet événement a marqué les esprits et les marque encore aujourd'hui.

Cette histoire marque aussi le début de la gentrification des quartiers populaires du centre-ville. Souvent, lors de la gentrification d'un quartier très populaire, ce sont toujours les plus sympas et les plus chouettes qui arrivent les premiers : les « babos » – les babas-cool bohèmes – et les « bobos » – les bourgeois bohèmes, qui ont plus d'argent. Les artistes précaires s'installent aussi dans les quartiers pauvres parce qu'il·elle·s ont du mal à se loger ailleurs. À ce stade, nous avons le début d'une gentrification. Mais attention, ça n'enlève rien à la responsabilité des politiques, et je ne parle pas simplement de Gaudin, mais aussi de celles et ceux qui étaient là avant lui et de celles et ceux qui étaient là avant l'autre. La première réhabilitation, qui était en réalité une opération de reprise du quartier face à l'invasion étrangère, commence en 1910. On est là dans une histoire marseillaise.

Samia : Pour parler des politiques, pendant le confinement en France – qui a commencé le 17 mars 2020 à midi – on a demandé aux travailleur·se·s « essentiel·le·s » d'aller travailler et aux travailleur·se·s « non-essentiel·le·s » de rester chez eux. On a complètement oublié les personnes qui vivaient dans la rue ou qui dépendaient du travail de la rue. Non ?

Fathi : Oui, alors ce qui est fou, c'est qu'on a pris conscience à ce moment-là qu'il y avait effectivement besoin de protéger tout le monde. Et protéger tout le monde, ça a été de dire : chacun·e reste chez soi. Évidemment, c'est important, mais on a oublié deux catégories de personnes : celles qui n'avaient pas de chez-elles et celles qui s'occupaient de celles qui n'avaient pas de chez-elles. En France, donc à Marseille, il y a différents services qui relèvent de l'urgence sociale. Ça s'appelle le Samu social et il y a un numéro spécial, le 115, pour signaler que quelqu'un·e est à la rue et en danger. Mais on n'a pas eu la présence d'esprit de se dire : voilà, il y a des gens à la rue, donc pour eux et pour celles et ceux qui les aident, il faudrait peut-être prévoir un dispositif qui ressemble à ce que l'on a fait pour les infirmières et les infirmiers. D'ailleurs, ce qui est intéressant dans cette histoire, c'est que personne n'a pensé à se dire : mais au fait, les gens qui se sont occupés des sans-abris ou de celles et ceux qui n'avaient pas de logement, il·elle·s ont pris des risques et dû, quelquefois aussi, braver des interdictions. Et bien personne n'en parle, ou trop peu – je n'ai pas entendu grand-chose là-dessus.

Il y a des sans-abris et des gens qui vivent dans des bidonvilles qui, faute de pouvoir se déplacer, ne pourront

neighborhood and in La Plaine⁷, the neighborhood above where a Zadist movement is unfolding, a Italian-Senegalese friend passing through, an Algerian man who was illegally selling cigarettes with a more or less legal status, and then a Comorian mother who, alas, had left a little boy alone. This sample of people from the lower-income classes of Marseille made sure that we all felt affected. It wasn't the North African community, it wasn't the Roma, it wasn't the Comorians, it was Marseille. That's why this event has left its mark on people's minds and continues to do so today.

This story also marks the beginning of the gentrification of the working-class districts of the city center. Often, during the gentrification of a very working-class district, it is always the nicest and coolest people who arrive first: the "babos"—the bohemian hippies—and the "bobos"—the bohemian bourgeois, who have more money. Artists in precarious situations also settle in poor neighborhoods because they find it difficult to find accommodation elsewhere. At this stage, we have the beginnings of gentrification. But look, this doesn't take anything away from the responsibility of politicians, and I'm not just talking about Gaudin here, but also about those who were there before him and those who were there before the other one. The first redevelopment, which was actually an operation to take back the neighborhood in the face of foreign invasion, began in 1910. This is a classic story of Marseille.

Samia: To talk about politics, during lockdown in France—which began on March 17, 2020 at noon—"essential" workers were asked to go to work and "non-essential" workers were asked to stay home. People who lived on the street or depended on street work were completely forgotten about, weren't they?

Fathi: Yes, so the crazy thing is that we realized at that moment that there was indeed a need to protect everyone. And to protect everyone, it was declared that everyone should stay at home. Obviously this is important, but we forgot about two categories of people: those who had no home and those who looked after those who had no home. In France, and therefore in Marseille, too, there are various services that come under the heading of social emergency services. They are called the Samu Social and there's a special phone number, 115, to report that someone is homeless and in danger. But we didn't have the presence of mind to say to ourselves: well, there are people on the street, so perhaps we should have a system similar to what we have done for nurses for them and for those who help them. The other interesting thing about this story is that no one thought to say to themselves: actually, the people taking care of the homeless or those without anywhere to live have taken risks and sometimes they have also

pas aller chercher l'eau – parce que dans un bidonville, il faut aller chercher l'eau. Quand tu habites dans un bidonville et que tu es étranger·ère, tu as un problème : pour t'alimenter, il te faut de l'argent et pour avoir de l'argent, il faut que tu fasses la manche ou que tu fasses les poubelles, pour récupérer le cuivre, par exemple. Et même si tu récupères des choses, les lieux de vente de celles et ceux que l'on appelle les « biffins » n'existent plus à cause du confinement : il n'est plus possible de vendre à la sauvette pour s'alimenter. Donc les décisions ont été prises sans penser à cela. Dès le 17 mars, avec les collègues d'Emmaüs, on s'est dit que l'on ne pouvait pas ne pas penser à ces gens-là. D'autant plus que l'on n'avait aucune information sur ce qui pouvait être fait ou pas. On a attendu trois jours et le troisième jour, toujours rien. Pour celles et ceux qui avaient des contacts avec les sans-abris, la question de la détresse alimentaire a commencé à se poser. Le Samu social a arrêté de fonctionner parce que les salarié·e·s ont eu peur du COVID-19 et ont usé de ce que l'on appelle « le droit de retrait ». Les services d'Accueil de jour ont fermé et plusieurs services n'existaient plus. Au-delà de la détresse alimentaire, l'isolement social était organisé, puisque les services de prise en charge n'étaient plus là et que les services à qui on a demandé d'être là n'en avaient plus les moyens, parce que leur propre personnel ou leur direction avait fait le choix soit du télétravail, soit du chômage partiel. Une détresse. Un isolement social. Et en plus, un double risque sanitaire et judiciaire.

Donc très rapidement, on s'est d'abord dit qu'il y avait un problème sur la dimension alimentation et qu'il fallait très vite sortir de chez nous pour être aux côtés des plus démunis·e·s. On a utilisé quelque chose qu'il y a depuis un moment à la communauté Emmaüs de La Pointe Rouge où j'étais président, c'est l'équivalent d'un food truck, le camion des petits-déjeuners. On s'est dit : il faut qu'on le sorte et que l'on serve le petit-déjeuner et le déjeuner (que l'on appelle la soupe). Donc on a appelé la préfecture. Il faut savoir qu'en France, pour faire de la distribution alimentaire il faut demander un agrément, il y a des obligations. Mais dans cette période-là, ceux qui avaient pour habitude de distribuer l'aide alimentaire avaient disparu, comme le Secours catholique ou Caritas, la Croix-Rouge. Le Secours populaire était là, et c'est peut-être une exception : c'est une organisation humanitaire et caritative, issue du Parti communiste à l'origine. Il y a une raison essentielle à cette absence : les bénévoles de toutes ces organisations sont principalement des personnes âgées. Ce sont les personnes retraitées qui ont la disponibilité, mais elles ne pouvaient pas être là.

Nous avons commencé à servir celles et ceux que nous pensions être les premières victimes de cet oubli : les sans-abris. La préfecture nous avait autorisés à sortir, donc il fallait remplir des attestations professionnelles. Ensuite, il fallait remplir des autorisations de sortie pour

had to defy the restrictions. And no one really talks about it, or not enough—I haven't heard much about it.

There are homeless people and people living in slums who, because they cannot move around, will not be able to fetch water— because in a slum you have to fetch water. When you live in a slum and you are a foreigner, you have a problem: you need money for food, and to get money, you have to beg for money or you have rummage through the garbage cans, to collect copper, for example. And even if you do manage to find something, the places where you can sell on such items no longer exist because of lockdown: you can no longer hawk things on the street in order to feed yourself. So decisions were made without taking that into consideration. As early as March 17, my Emmaüs colleagues and I said to each other that we could not ignore these people. Especially as we had no information about what could or could not be done. We waited three days and on the third day, still nothing. For those who had contact with the homeless community, the issue of distress over food insecurity had become a problem. The Samu Social stopped working because its employees were afraid of COVID-19 and made use of what is called "the right of withdrawal." The day centers closed and many services were no longer available. Beyond the distress of food insecurity, there was also social isolation, since the care services were no longer operating and the services that were asked to be there no longer had the resources, because their own staff or management had chosen to either work remotely or go down to short-time working. Distress. Social isolation. And on top of that, there was both the health risk and the legal risk.

So we very rapidly said that first of all there was a problem regarding food and that we needed to quickly leave our homes to be at the side of the most deprived. We used something that has been around for a while in the Emmaüs community of La Pointe Rouge where I was president: it's the equivalent of a food truck, the breakfast truck. We said to ourselves: we have to take it out and serve breakfast and lunch (which we call soup). So we called the prefecture. You have to know that in order to distribute food in France you have to apply for authorization, there are certain obligations. But during this period, those who would normally distribute food aid had disappeared, such as Secours Catholique or Caritas and the Red Cross. Secours Populaire were present, and this is perhaps an exception: they are a humanitarian and charitable organization that originated from the Communist Party. There is one essential reason for this absence: the volunteers in all these organizations are mainly elderly people. It is retired people who have the availability, but they were not able to be there.

tous les SDF [Sans Domicile Fixe] qui venaient nous voir. Notre boulot était de leur donner la collation du matin puis celle de onze heures et demie, mais également de remplir leurs papiers. Et puis, très vite, de fabriquer des masques selon le modèle des infirmières et infirmiers du CHU de Grenoble, que l'on a commencé à donner aux personnes de plus de soixante ans. Puis j'ai fabriqué du gel hydroalcoolique. Et au fur à mesure, on s'est aperçu que les gens commençaient à sortir, donc on a fait un appel aux dons d'aliments et de produits de petits-déjeuners. Deux-cent-cinquante bénévoles du petit secteur où l'on était nous ont proposé leur aide. Fabuleux. Des médecins nous ont proposé leurs services. Impressionnant. Sur les deux-cent-cinquante, on n'a pu en prendre que cinquante. Sur l'ensemble de nos activités, pratiquement cinq-cents personnes se sont proposées comme bénévoles. Et, tous les jours, nous avions des gens qui venaient nous donner. Certain·e·s allaient acheter pour donner. Et à ce moment-là, nous n'avions pas accès à la Banque alimentaire⁸.

L'organisation publique était dans la sidération. Je crois que ce mot est important. Que s'est-il passé du côté de la puissance publique et des relais sociaux ? Personne en France n'était préparé à la gestion d'une urgence. Et la peur produite par les discours et les images laissait supposer que le danger était tel que la solidarité publique, parapublique et associative était complexe à mettre en œuvre. Mais c'était faux puisque, assez rapidement, les citoyen·ne·s, les gens se sont proposé·e·s pour faire des masques, trouver des élastiques, récupérer de la visqueuse, etc. D'autres se sont proposé·e·s pour coudre. Il n'y a pas qu'à Marseille que cela s'est passé comme ça. La sidération a été la même partout en France, je crois que l'on a vécu un phénomène national.

Samia : Quel est le rôle du « droit au logement » pendant cette crise sanitaire, économique, sociale et politique, puisque des personnes vivent dans des bidonvilles et dans la rue ?

Fathi : Il faut revenir sur le mal-logement. La vraie question du logement se pose quand on est confiné dans un bidonville. C'est la question que je soulevais par rapport aux Roms : comment fait-on pour avoir de l'eau ? La première chose que l'on a faite, quand on a mis en place le petit déjeuner, c'est de mettre une fontaine d'eau. Pourquoi ? Parce que la fontaine d'eau symbolise le fait que les gens n'aient plus accès à l'eau dans la rue. Il n'y a pas de fontaines publiques à Marseille, on les a enlevées pour ne pas qu'il y ait de SDF. Et aussi pour que les Roms ne puissent pas les utiliser. Quelques associations, en particulier celles qui s'occupent des Roms, se sont plaintes à la préfecture et il·elle·s ont remis l'eau en place à travers les bouches d'eau de la voirie. Parce qu'à Marseille,

We began to serve those we thought were the first victims of this oversight: the homeless. The prefecture had authorized us to go out, so we had to fill out professional certificates. Then we had to fill out forms for all the homeless people who came to see us to allow them to be outside. Our job was to give them a morning meal and then one at 11:30 am, but also to fill out their paperwork. And then it very quickly became to make masks based on the model used by the nurses at Grenoble University Hospital, which we started to give to people over 60 years old. Then I made hand sanitizer. And as time went on, we noticed that people were starting to go out and about, so we made an appeal for donations of food and breakfast products. Two hundred and fifty volunteers from the small area we were in offered to help. It was spectacular. Doctors offered their services. It was inspiring. Out of the two hundred and fifty volunteers, we were only able to take on fifty. In all, almost five hundred people volunteered. And every day, we had people coming to give donations. Some would go out and buy things to donate. And at that moment in time, we didn't have access to the food bank⁸.

The public sector was stunned. I think this word is important. What happened with the public authorities and social intermediaries? No one in France was prepared to manage an emergency. And the fear produced by the rhetoric and images suggested that the danger was such that any kind of solidarity between the public, parapublic institutions, and associations was complex to implement. But this was not true, since people, citizens, very quickly volunteered to make masks, find elastic, gather viscose, and so on. Others volunteered to sew. It was not only in Marseille that this happened. I think it was the same throughout France, it was a national phenomenon.

Samia: What is the role of the "right to housing" during this health, economic, social, and political crisis, since people are living in slums and on the streets?

Fathi: We have to pick up the issue of poor housing conditions again. The real question of housing arises when one is confined to a slum. This is the question I was raising in relation to the Roma: how do you get water? The first thing we did when we set up breakfast was to install a water fountain. Why did we install a water fountain? Because the water fountain symbolizes the fact that people no longer have access to water on the street. There are no public fountains in Marseille, they were removed so that there would be no homeless people. And also so that the Roma couldn't

⁸ La Banque alimentaire est une association à but lucratif qui a pour objectif la collecte d'aliments, de préférence non périssables, et leur mise à disposition gratuite ou quasi-gratuite aux plus démunis·es – essentiellement par le biais d'autres associations intermédiaires dans le cadre d'accords de partenariat.

⁸ The food bank is a non-profit organization whose objective is to collect food, preferably non-perishable, and make it available for free or almost free of charge to those most in need—mainly through other intermediary associations under partnership agreements.

on nettoie nos rues avec de l'eau propre. C'est la même eau que celle que l'on paye 3,70 euros le mètre cube. Donc il-elle-s ont mis ce que l'on appelle des becs de cygnes, ce n'était pas très compliqué. L'autre problème, c'est qu'il n'y a quasiment plus de WC publics pour les SDF. Ils ont disparu une première fois, puis on a eu des WC payants avec Decaux, cette grande entreprise française qui travaille sur le mobilier urbain, mais qui le fait payer. Leurs dispositifs ne sont pas très rentables et ils ferment. Aujourd'hui, il n'y a plus de WC publics à Marseille. À Paris, il y a cinq cents WC publics et deux mille points d'eau potable. À Marseille, il n'y a que soixante points d'eau, mais seulement trente sont accessibles, les trente autres sont dans les parcs, qui ne sont pas toujours ouverts.

Il n'y a qu'une douche publique à Marseille et c'est la société Onet qui en a fait cadeau il y a quelques années. Il se trouve qu'à l'époque où j'étais à la Fondation Abbé Pierre, cela faisait partie de mes batailles : on avait acheté des bâtiments à la rue de Crimée pour fabriquer des douches, parce qu'il n'y en avait pas à Marseille. Ça avait fait une polémique pas possible. Ça aurait pu être les premières douches publiques, mais privées vu que c'était la Fondation Abbé Pierre qui les auraient organisées. Des bains-douches à Marseille, il n'y en a pas, alors qu'à Paris, il y en a seize. Où les SDF et Roms allaient prendre leur douche si tout était fermé ? Il y a des gens qui n'ont pas pris de douche pendant six semaines. Dans une ville, la question de l'accès et de la gratuité de l'eau est très importante. À Marseille, paradoxalement, l'eau est très chère mais on l'utilise pour laver les sols.

Au bout de la sixième semaine de confinement, la Ville propose d'utiliser les douches collectives de deux gymnases en dehors du centre-ville. Le problème, c'est que les gens de la rue sont extrêmement pudiques, ils ne montrent pas leur corps nu aux autres parce qu'ils portent les stigmates de leurs souffrances – sauf si la personne est dans une situation d'inconscience ou d'alcoolémie. Il y avait un deuxième problème par rapport au virus. Il fallait réfléchir à la question de la sécurité sanitaire, sachant que la douche dégage de la vapeur et que l'on sait que les postillons, en particulier les postillons nébuleux, restent en suspension parce qu'ils sont plus légers et qu'ils peuvent être transportés par la vapeur. Donc leur dispositif n'a pas fonctionné, même s'il se voulait généreux. Par contre, huit semaines après, les Accueils de jour n'étaient toujours pas ouverts. On voit bien que, déjà en période normale, la Ville n'est pas attentive à la santé, à la sécurité et au bien-être de celles et ceux qui l'occupent et la vivent. Tout est organisé autour de la logique commerciale et c'est là que l'on s'est rendu compte du danger qu'il y avait à faire croire ça aux gens. Pour les douches collectives, je ne leur en veux pas, parce qu'ils ont enfin essayé de trouver une réponse mais elle n'a pas marché.

use them. Some associations, especially those working with the Roma, complained to the prefecture and they put the water back in place through the water points in the streets. Because in Marseille, we clean our streets with clean water. It's the same water that we pay 3.70 euros per cubic meter for. So they installed what we call swan neck spouts, it wasn't very complicated. The other problem is that there are hardly any public toilets for the homeless anymore. They disappeared for the first time, then we had paid toilets with Decaux, this big French company that works on street furniture, but you have to pay to use them. Their facilities are not very profitable and they are closing down. Today, there are no more public toilets in Marseille. In Paris, there are five hundred public toilets and two thousand drinking water points. In Marseille, there are only sixty water points, but only thirty are accessible; the other thirty are in parks, which are not always open.

There is only one public shower in Marseille, which was gifted by the company Onet a few years ago. It so happens that when I was at the Fondation Abbé Pierre, this was one of my battles: we bought buildings in the rue de Crimée to build showers, because there were none in Marseille. It created an impossible controversy. They could have been the first public showers, but they would have been private because it was the Fondation Abbé Pierre that would have set them up. There are no public baths in Marseille, whereas in Paris there are sixteen. Where would the homeless and Roma go to take their showers if everything was closed? There are people who didn't take a shower for six weeks. In a city, the issue of access and free water is very important. In Marseille, paradoxically, water is very expensive but it is used to wash the ground.

At the end of the sixth week of confinement, the city proposed the use of the communal showers in two gymnasiums outside the city center. The problem is that street people are extremely modest, they do not show their naked bodies to others because they bear the stigma of their suffering—unless the person is unconscious or intoxicated. The virus posed a second problem. We had to think about the issue of health and safety, knowing that the shower gives off steam and we know that saliva, especially droplets of saliva in the air, stays in suspension because it's lighter and can be carried by the steam. So their plan didn't work, even though it was meant to be generous. On the other hand, the day centers were still not open eight weeks later. It is clear that, even in normal times, the city does not pay attention to the health, safety, and well-being of those who occupy it and live there. Everything is organized around a commercial logic and that is what made us realize the danger that there was in making people believe that. As for the communal showers, I don't blame them, because they were finally trying to find an answer, but it didn't work.

Samia : Vous parlez de prise de conscience. Est-ce que vous pensez que ce virus, cette crise sanitaire, économique, et sociale va changer certaines pratiques politiques? Vous pensez que cette détresse va changer politiquement les payeuses et payeurs d'impôts et, peut-être même, les politiques?

Fathi : Je ne suis pas sûr, aujourd'hui, que les choses vont changer, pour une raison simple : c'est que tou-te-s celles et ceux qui ont le pouvoir ou qui profitent des miettes de ce pouvoir, n'ont aucun intérêt à ce que ça change. Celles et ceux qui ont intérêt à ce que ça change se sentent écrasé-e-s et compressé-e-s par ce système. Des gens se disent : on espère qu'il-elle-s vont tirer les leçons et comprendre que maintenant, ça ne peut plus être pareil. D'autres rejoignent le mouvement social et là, aujourd'hui, puisqu'on a de nouveau le droit de manifester, on va en profiter pour marquer des points et faire en sorte que demain ne soit plus pareil. Aujourd'hui, c'est pour les infirmier·ère-s et les médecins. Et dès que possible, les Gilets Jaunes. Et aussi la question de la police en France, même si elle nous vient de la remise en cause de l'état permanent de discrimination et d'apartheid, et de ce qu'il vient de se passer aux États-Unis. Les choses vont se multiplier parce que tous celles et ceux qui ont subi se disent maintenant : c'est le moment de dire que ce n'est plus possible de faire comme avant. Même de l'autre côté, celles et ceux qui tiennent le pouvoir se rendent bien compte que l'on ne peut pas continuer comme ça. Ça a été dit au premier jour.

Dès les premiers jours, le président de la République française a dit qu'on allait nationaliser, carrément. On se dit : mais c'est la révolution, il va nationaliser les choses.

Il était ultra libéral et il est devenu keynésien, voire même peut-être un peu collectiviste. Il a dit des choses assez étranges, par exemple que ce n'était plus possible qu'un certain nombre de productions, comme celles des médicaments, soient confiées à l'étranger ou à des privés. C'est extraordinaire. Mais depuis, les choses ont beaucoup reculé. Ce que le Président a dit dimanche [7 juin 2020] laisse supposer que finalement, il n'en est plus question. On est revenu comme sous Sarkozy, voire même pire parce que Sarkozy nous disait de « travailler plus pour gagner plus » et lui, il nous dit de « travailler plus pour produire plus » mais sans gagner plus. Donc on est dans une logique de précarisation. On est de nouveau dans la dialectique historique des rapports de forces et des rapports de classes. Les classes sociales ne sont plus celles que l'on a connues au XIV^e siècle avec les analyses marxistes, mais on est quand même dans ces rapports de classes.

Samia: You mention awareness. Do you think that this virus, this health, economic, and social crisis will change certain political practices? Do you think that this distress will change tax payers' political persuasions, and maybe even politicians themselves?

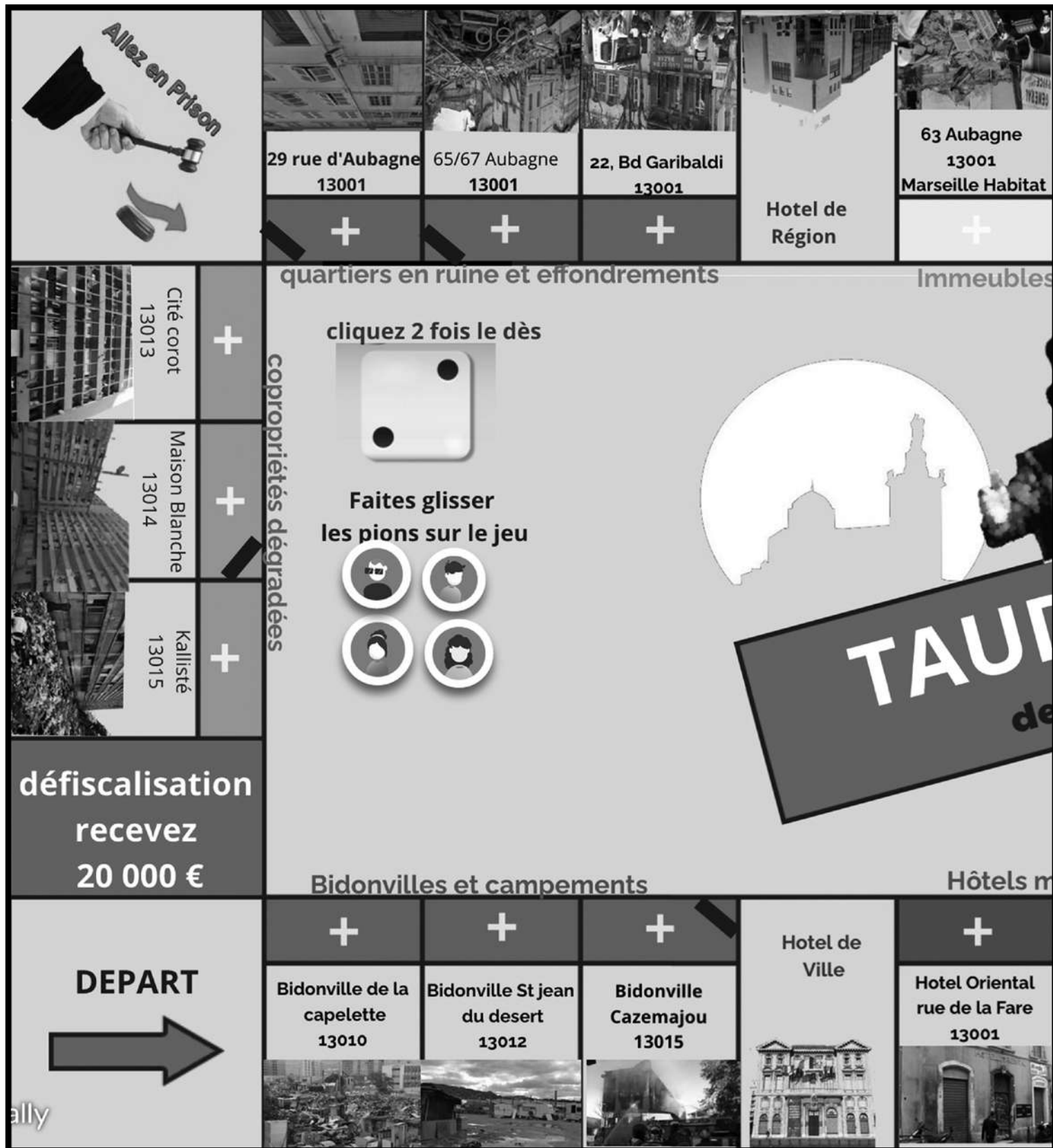
Fathi: I'm not sure, now, that things are going to change, for one simple reason: it's that all those who have the power, or who benefit from the crumbs of this power, have no interest in seeing it change. Those who do have an interest in change feel crushed and compressed by this system. Some people say to themselves: we hope they will learn their lessons and understand that now it can no longer be the same. Others are joining the social movement and since we now have the right to demonstrate again, we're going to take advantage of this to try and score some points and make sure that tomorrow won't be the same. Today is for the nurses and doctors. And as soon as possible, the Gilets Jaunes. And there is also the question of the police in France, even if it comes to us from questioning the permanent state of discrimination and apartheid and what has just happened in the United States. Things are going to multiply because all those who have suffered are now saying to themselves: this is the moment to say that it is no longer possible to do what we were doing before. Even on the other side, those in power are also realizing that we can't go on like this. That was said on the very first day.

From the first few days, the President of the French Republic said that we were going to nationalize, pretty much. We said to ourselves: this is the revolution, he is going to nationalize things.

He was ultra-liberal and he became Keynesian, perhaps even a little collectivist. He said some rather strange things, for example that it was no longer possible for a certain number of products, such as medicines, to be entrusted to foreign companies or to private individuals. That is extraordinary. But since then, things have gone backwards a lot. What the President said on Sunday [June 7, 2020] suggests that this is no longer the case. We are back as we were under Sarkozy, or even worse, because Sarkozy told us to "work more to earn more" and Macron, he has told us to "work more to produce more," but without earning more. So we are in an instable scenario. We are once again in the historical dialectic of power relations and class relations. The social classes are no longer those we are familiar with from nineteenth-century Marxist analysis, but we are nevertheless situated within these class relations.

—
Cette conversation a été effectuée le
16 Juin 2020

—
This conversation was held on
June 16, 2020



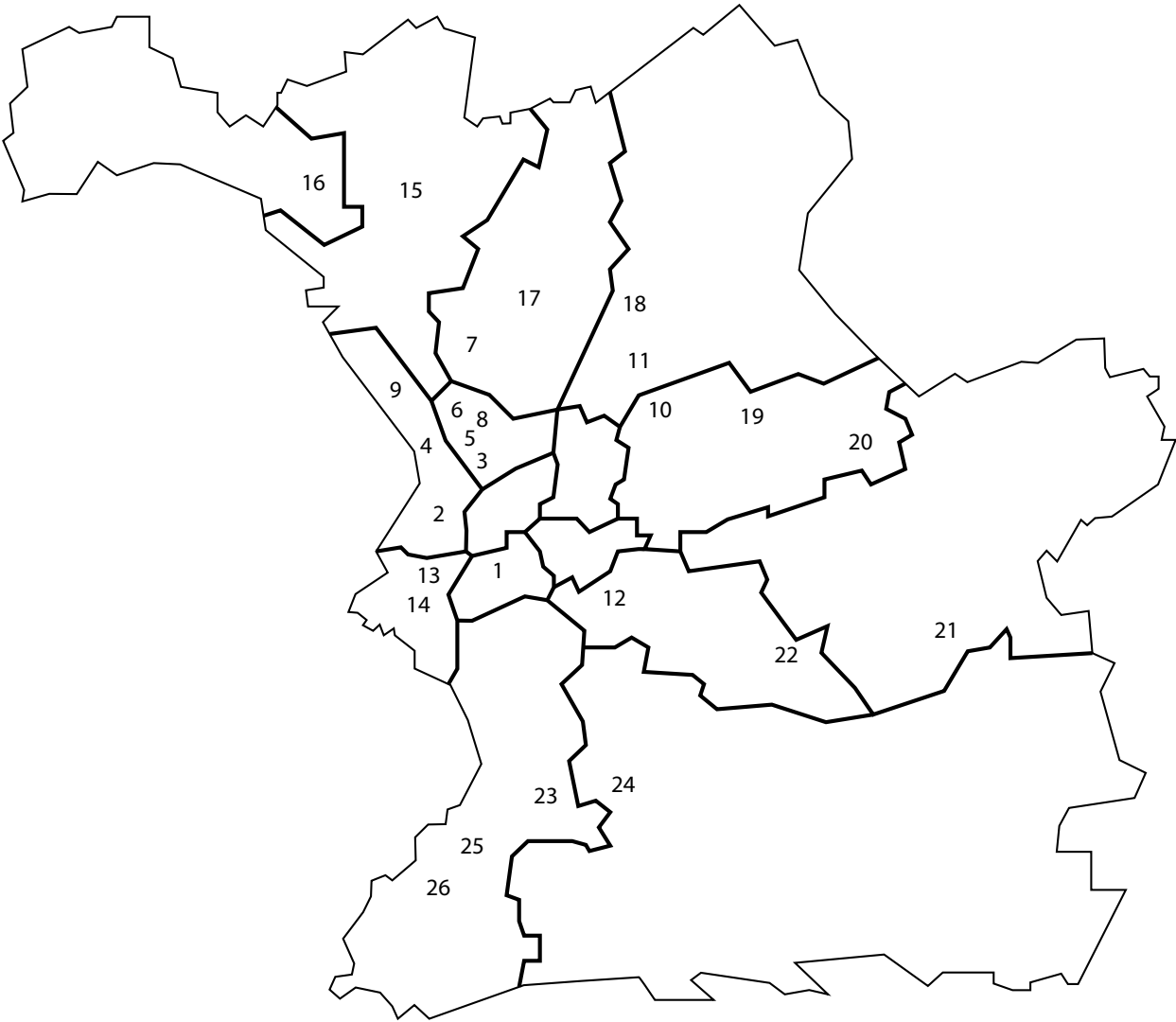
Le Taudis-Poly est un jeu de société/revue de presse conçu par Fathi Bouaroua en 2019, parodiant le Monopoly et proposant aux joueurs de racheter les taudis de Marseille.

Taudis-Poly ("Slum-Poly") is a board game/press review designed by Fathi Bouaroua in 2019, which is a parody of Monopoly and offers players the opportunity to buy the slums of Marseille.

Voir note 5 p.18
See footnote 5 p.18

 15 rue de la Fare 13001 soleam +	 42 la Canebière 13001 ville de Marseille +	 chance	 Bd Baille 13004 +	 Unité d'Hébergement d'Urgence 13015
de la ville en déperdition			Noyaux	
 DIS-POLY MARSEILLE			villageois en péril + 5, rue du village 13006	
			+ rue de versaille 13003	
			Hotel du Département	
			+ Cité Hérodoté 13013	
meublés et garnis			HLM	
+ Franco-Britannique rue curiol 13001	+ Meublé rue des 3 Mages 13001	 chance	+ Cité Air Bel 13010	 PRISON BAUMETTES VISITE
				

-----	1	-----
Taudis domaine Ventre		Domaine Ventre slum
-----	2	-----
Taudis Vielle Charité		Vielle Charité slum
-----	3	-----
Enclos Peyssonnel		Peyssonnel enclosure
-----	4	-----
Enclos Milliard		Milliard enclosure
-----	5	-----
Bidonville de la Villette		La Villette shantytown
-----	6	-----
Bidonville de Saint Mauront		Saint Mauront shantytown
-----	7	-----
Taudis Gabelli (le Canet)		Gabelli slum (le Canet)
-----	8	-----
Taudis de la Belle de Mai (rue d'Orange)		Belle de Mai slum (rue d'Orange)
-----	9	-----
Bidonville Capitaine Geze		Capitaine Geze shantytown



Taudis Monteolivet-rue Albe
Taudis Domaine Fabrique (Saint Just)
Taudis Capelette (rue des Vignes)
Taudis carrière Verminck (bd. de la Corderie)
Îlot insalubre Dupuy
Taudis Saint Paul-la Viste
Taudis Saint Andre
Taudis Saint Barthelemy
Taudis Campagne la Renaude (Saint Jerome)
Taudis Vallon de Fondacle (Saint Julien)
Taudis les Caillols
Taudis de la Forbine (Saint Marcel)
Îlot Florian (Saint Loup)
Camp russo-armenian Sainte Anne
Camp Grande Bastide-Orand
Taudis de la Verrerie (Madrague-Montredon)
Bidonville des Goudes

10

Monteolivet-rue Albe slum
Domaine Fabrique slum (St-Just)
Capelette slum (rue des Vignes)
Carrière Verminck slum (bd. de la Corderie)
Dupuy unsanitary lot
Saint Paul-la Viste slum
Saint Andre slum
Saint Barthelemy slum
Campagne la Renaude slum (Saint Jerome)
Vallon de Fondacle slum (Saint Julien)
Les Caillols slum
La Forbine slum (St-Marcel)
Florian lot (Saint Loup)
Russian-Armenian Saint Anne camp
Grande Bastide-Orand camp
La Verrerie (Madrague-Montredon) slum
Les Goudes shantytown

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26









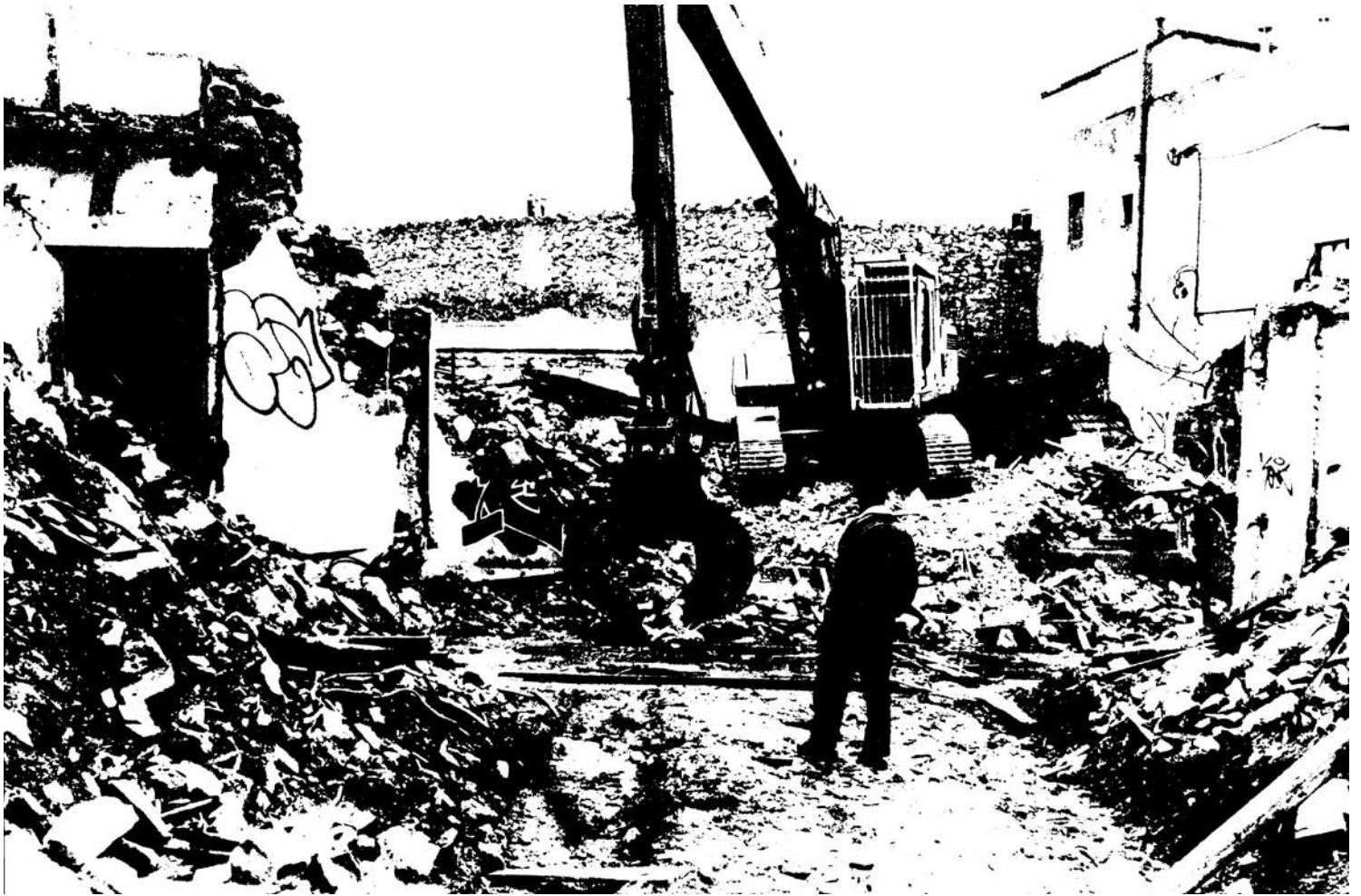
















AICHA BOUTAYEB

«LES PERSONNES QUE L'ON RENCONTRE
DANS NOTRE ÉQUIPE SONT DES
PERSONNES QUI SONT ÉLOIGNÉES DE
TOUT, TANT DU SYSTÈME DE SOINS
QUE DU SYSTÈME SOCIAL. »

*“THE PEOPLE WE MEET AS A TEAM
ARE PEOPLE WHO ARE ALIENATED
FROM EVERYTHING, FROM BOTH
THE HEALTHCARE SYSTEM AND THE
SOCIAL SYSTEM.”*

Aicha Boutayeb est assistante sociale depuis cinq ans aux côtés de l'équipe du Mouvement et Action pour le Rétablissement Social et Sanitaire (MARSS), associé à l'Assistance Publique-Hôpitaux de Marseille.

Aicha Boutayeb has been a social worker at Mouvement et action pour le rétablissement social et sanitaire (Movement and Action for Social and Medical Recovery; MARSS), which is part of l'Assistance Publique-Hôpitaux de Marseille (Public Hospitals of Marseille), for five years.

Samia : J'ai lu un formidable article « Aux confins du travail : Aicha, assistance sociale de rue » par Sandrine Lana dans MARSACTU sur votre travail quotidien pendant le « confinement » à Marseille. Parlez-moi de votre travail avant la pandémie.

Samia: I read a great article by Sandrine Lana on MARSACTU—"Aux confins du travail: Aicha, assistance sociale de rue" ("Working at the limits: Aicha, a street social worker")—about your daily work during "lockdown" in Marseille. Tell me about your work before the pandemic.

Aicha : Mon travail consiste à accompagner des personnes vers l'accès et l'acquisition de droits, vers l'obtention d'une carte d'identité, d'un titre de séjour et aussi vers de l'hébergement. J'essaye de les accompagner dans tous les types de demandes qui émanent de leur part.

Aicha: My work consists of helping people to gain access and rights, get their identity card and a residence permit, and find accommodation. I try to help them with any kind of requests they make.

Samia : Pourriez-vous nous donner un exemple de personnes qui ont besoin de votre accompagnement ?

Samia: Could you give us an example of the kinds of people who need your support?

Aicha : Les personnes que l'on rencontre dans notre équipe sont des personnes qui sont éloignées de tout, tant du système de soins que du système social. Quand on les rencontre, parfois on ne connaît pas leur prénom, ni leur nom de famille, ni leur date de naissance. Dès les premiers contacts, on va donc chercher à créer du lien, à instaurer une certaine confiance entre nous. Ensuite, on va chercher à obtenir une carte d'identité, récupérer des papiers dans les pays d'origine et ouvrir des droits à la sécurité sociale puisqu'on reste quand même une équipe de soin. On ne perd pas de vue que si la personne a besoin de se faire hospitaliser, de se faire soigner à l'hôpital ou chez un médecin, il faut qu'elle ait des droits pour ne pas avoir de frais à avancer. Donc le premier but de mon travail, c'est d'accompagner la personne pour récupérer des documents d'identité, ouvrir ses droits à la sécurité sociale, ouvrir un compte bancaire qui lui donne accès à des prestations familiales – si elle y a droit, parce qu'on a beaucoup de personnes qui sont étrangères, européennes, et c'est un peu plus complexe au niveau des lois pour accéder à un revenu. Mais si c'est possible, il va s'agir

Aicha: The people we meet as a team are people who are alienated from everything, from both the health care system and the social system. When we meet them, sometimes we don't even know their first name, last name, or date of birth. So as soon as we make contact with them we try to create a bond, to establish a certain trust between us. Then we'll try to get them an identity card, retrieve their papers from their country of origin, and establish their rights to social security, since we are a healthcare team, after all. We don't lose sight of the fact that if the person needs to be hospitalized, to be treated in hospital or at a doctor's office, they must have these rights so that they do not have to pay anything up front. So the first aim of my work is to help the person to retrieve their identity documents, to register for social security, and to open a bank account that gives them access to family benefits—if they are entitled to them, because we have a lot of people who are foreigners, Europeans, and it is a little more complex for them on a legal level to earn an income. But if it is possible, it is a question

d'ouvrir les droits au RSA¹ [Revenu de Solidarité Active] et à l'AAH [Allocation Adulte Handicapé]. Ensuite, on va travailler l'accès aux besoins de premières nécessités : se nourrir, se vêtir, avoir un lieu où se reposer, se mettre à l'abri en hôtel pendant quelque temps ou en hébergement via le 115², ou sinon les inscrire dans des dispositifs pour qu'elles puissent avoir accès à un logement.

Samia : Et se sont ces personnes qui viennent vers vous ou c'est vous qui allez vers elles ?

Aicha : C'est nous qui allons les trouver. C'est vraiment cela, la spécificité de notre travail : aller vers la personne par le biais de maraudes, en tournant dans la ville, en marchant beaucoup. Cela se fait aussi par le biais de signalements d'autres équipes sociales et mobiles comme le SAMU [Service d'Aide Médicale Urgente], les ADJ³ [Accueils De Jour]. Ces équipes-là nous signalent des personnes que l'on pourrait rencontrer et qui pourraient correspondre à notre profil actuel. Notre population, c'est vraiment les personnes très précaires et souffrant souvent de troubles psychiques sévères : schizophrénie, bipolarité. Ce sont vraiment les grand-e-s marginaux-ales. On va à leur rencontre, on propose un café, une cigarette et parfois, ça marche. Parfois, il faut un peu plus de temps, il faut revenir plusieurs fois pour qu'il-elle-s nous repèrent bien, qu'on puisse créer quelque chose et commencer un travail.

Samia : Vous utilisez le mot « personne » pour parler justement des personnes que vous allez rencontrer. Ce sont des femmes, des hommes, LGBTQIA+, des jeunes, des personnes âgées ? D'où viennent ces personnes ?

Aicha : On accompagne plus d'hommes que de femmes. En tout, il doit y avoir une dizaine de femmes mais la majorité sont des hommes âgés de plus de 35 ans. On n'accompagne pas les jeunes et les mineurs. Généralement, en termes d'âge, on est au-dessus de 35 ans, ça tourne entre 40, 50 et 60 ans. Il y a trois personnes qui sont des doyens, leur âge peut atteindre 80 ans.

Samia : Vous n'utilisez pas un mot « technique », comme « sans-abri », « sans domicile fixe », ou autre pour désigner ces personnes ?

Aicha : On évite d'employer des termes « techniques » justement pour que ces personnes puissent être reconnues en tant que personnes et ne pas les stigmatiser avec le fait qu'elles soient à la rue ou qu'elles souffrent de pathologies. On les appelle par ce qu'elles méritent d'être appelées : leur prénom. Et on se rend compte,

of establishing their right to RSA¹ (Active Solidarity Income) and to AAH (Disabled Adult Allowance). Then, we will work on access to basic necessities: food, clothing, a place to rest, shelter in a hotel for a while or accommodation by calling 115², or registering them in other schemes so that they can have access to housing.

Samia: *And do these people come to you or do you go to them?*

Aicha: *We go and find them. That's what is really distinctive about our work: going to people on our patrols through the area, going around the city, walking a lot. We also find people through referrals from other social and mobile teams such as the SAMU (Urgent Medical Aid Service), and the ADJ³ (Day Centers). These teams let us know about people we could meet who might fit our current profile. The people we work with are in really precarious situations and are often suffering from severe psychological disorders: schizophrenia, bipolar disorder... They are really the most marginalized people. We go to meet them, offer them a coffee, a cigarette, and sometimes that works. Sometimes it takes a little longer, and we have to come back several times so that they start to recognize us, so that we can establish a connection and begin our work.*

Samia: *You use the word "person" to refer to the people you go out and meet. Are they women, men, LGBTQIA+, young people, old people? Where do these people come from?*

Aicha: *We help more men than women. There must be around ten women in total but the majority are men over 35. We don't offer assistance to young people and minors. Generally speaking, in terms of age, they're over 35, and somewhere between 40, 50, or 60 years old. There are three elders, they might be as old as 80.*

Samia: *So you don't use a "technical" term, such as "homeless," "no fixed abode," or anything else like that to refer to these people?*

Aicha: *We avoid using "technical" terms precisely so that these people can be recognized as people and so they are not stigmatized by the fact that they are on the street or suffering from medical conditions. We call them by what they deserve to be called: their name. And we have realized that, ultimately, they are the ones who teach us. All we can do is to be present at certain moments in their lives, but they are*

⁽¹⁾ Ce revenu assure aux personnes sans ressources un niveau minimum de revenu.

⁽²⁾ En France, le 115 est un numéro vert national d'assistance et d'orientation pour les personnes sans-abri.

⁽³⁾ L'action des Accueils De Jour relève de l'accompagnement social des personnes sans domicile fixe et bénéficiaires des minimas sociaux en difficulté.

⁽¹⁾ This benefit ensures a minimum level of income for people without a livelihood.

⁽²⁾ In France, 115 is a national freephone number for assistance and guidance for homeless people.

⁽³⁾ The Accueils de jour (ADJ) provide social assistance to homeless people and recipients of minimum social benefits in difficulty.

au final, que ce sont elles qui nous apprennent. Nous ne faisons qu'être présent·e·s à des moments de leur vie, mais ce sont elles qui ont le pouvoir. Donc oui, on les appelle par leur prénom, par leur nom. Il y a aussi beaucoup de tutoiement.

Samia : Le Mouvement et Action pour le Rétablissement Social et Sanitaire est l'institution pour laquelle vous travaillez. Est-ce que c'est une association ?

Aïcha : Ce n'est pas une association. La structure fait partie de l'hôpital public de Sainte-Marguerite, au sud de Marseille. Elle est rattachée à un service universitaire de psychiatrie et nous sommes une équipe ambulatoire de ce service. Mais effectivement, au départ, l'initiative a été créée par un médecin psychiatre de Médecins du Monde qui s'était associé avec une personne qui vivait à la rue pour créer le Mouvement d'Action pour le Rétablissement Sanitaire et Social. Ensuite, quand il y a eu besoin de personnels social et médical, c'est l'hôpital qui a repris ce projet-là.

Samia : Est-ce que ces personnes vont finir dans un hôpital psychiatrique ou pas forcément ?

Aïcha : Non. L'hôpital psychiatrique n'hospitalise pas tout le monde. Les personnes sont hospitalisées quand elles se mettent en danger ou qu'elles sont mises en danger par autrui, ce qui arrive souvent quand elles fréquentent des lieux où il y a des personnes très malveillantes. On peut aussi envisager une hospitalisation quand il n'y a vraiment plus la possibilité d'établir de liens avec la personne, qu'on ne peut plus avancer ou qu'elle va très, très mal. Une hospitalisation lui permet de se reposer, d'avoir accès à un traitement adapté afin de pouvoir reprendre le travail dans de bonnes conditions pour elle. Mais nous n'hospitalisons pas tout le temps les personnes que nous accompagnons. Prenons l'exemple d'un monsieur de 79 ans qui est très délirant, même si c'est compliqué de comprendre son parcours de vie, il ne se met pas en danger et il n'est pas mis en danger par autrui : pour lui, l'hospitalisation ne servirait à rien. Il est soutenu par le quartier où il a ses repères, les gens lui amènent à manger et s'inquiètent pour lui. Le retirer de son lieu de vie, ce serait très violent pour lui. Si on hospitalise une personne, il faut que la démarche soit la moins violente possible pour elle. Pour cela, on essaye de préparer la personne, on lui explique nos inquiétudes. Quand on décide de l'hospitalisation, on n'abandonne pas la personne dans le camion de pompiers, on l'accompagne jusqu'aux urgences et on prévient les services pour qu'il y ait le meilleur accueil possible. On revient le lendemain ou deux, trois jours après pour rediscuter les raisons de cette hospitalisation et pour mettre en place des choses en accord avec la personne. Ensuite, on essaie de travailler ensemble.

the ones who have the power. So yes, we call them by their first name, by their last name. We also use the informal "tu" form of address a lot.

Samia: *The Mouvement et Action pour le Rétablissement Social et Sanitaire is the institution you work for. Is it a charity?*

Aïcha: *It's not a charity. The organization is part of the Sainte-Marguerite public hospital in the south of Marseille. It is part of a university psychiatric department and we are an ambulatory team within this department. But actually, in the beginning, the initiative was created by a psychiatrist from Médecins du Monde who had teamed up with a person living on the street to create the Mouvement et Action pour le Rétablissement Sanitaire et Social. Then, when there was a need for social and medical staff, the hospital took over this project.*

Samia: *Is it inevitable that these people are going to end up in a psychiatric hospital?*

Aïcha: *No. The psychiatric hospital doesn't hospitalize everyone. People are hospitalized when they are endangering themselves or they are being endangered by others, which often happens when they go to places where there are very malicious people. Hospitalization can also be considered when there is really no longer any possibility of establishing a connection with the person, when we can no longer move forward or when things are going very, very badly for this person. Hospitalization allows them to rest and to have access to appropriate treatment so that they can return to work in good conditions. But we don't always hospitalize the people we support. Let's take the example of a 79-year-old gentleman who is very delusional: even though it might be complicated to understand his life story, he isn't putting himself in danger and he's not being put in danger by others—for him, hospitalization would be useless. He is supported by the neighborhood where he has his bearings, people bring him food and look out for him. Taking him away from the area where he lives would be very violent for him. If we do hospitalize someone, it needs to be done in the least violent way possible for them. To do this, we try to prepare the person and explain our concerns. When we decide to hospitalize someone, we do not just leave the person in the ambulance, we accompany them to the emergency room and we notify the department so that they can provide the best possible care. We come back the next day or two to three days later to discuss the reasons for their hospitalization again and to set up an agreement with the person. Then we try to work together. This is in the best case scenario, because some hospitalizations do not work. Sometimes the person*

Ça, c'est dans le meilleur des cas parce qu'il y a des hospitalisations qui ne marchent pas. Parfois la personne fugue de l'hôpital et finalement, ce n'est pas grave. Ce qui est important c'est que, lorsqu'il y a une hospitalisation, on fasse en sorte qu'elle ne soit pas violente pour la personne.

Samia : Il y a, plus ou moins, combien de personnes qui vivent dans les rues de Marseille ?

Aicha : Je crois qu'il y a 18 000 personnes sans domicile fixe. Il y a aussi des bidonvilles en dehors du centre-ville. Notre équipe voit plus ou moins 2 000 personnes chaque année, mais il y a aussi des centres médico-psychologiques dans chaque secteur de Marseille. Notre cible, ce sont les grand·e·s marginaux·ales, ceux·elles qui souffrent le plus. Il y a des personnes qui sont en souffrance, mais qui ont quand même des liens, des repères, donc on va les orienter vers les centres médico-psychologiques où elles entament un suivi social et sanitaire. Actuellement, je crois que nous accompagnons entre cinquante et soixante-dix personnes.

Samia : Quand vous dites « nous », ça veut dire toute l'équipe ? Comment est composée cette équipe ? Vous êtes combien ?

Aicha : Nous sommes trois travailleurs et travailleuses sociaux·ales, trois médecins psychiatres et une psychologue, plus un data manager qui gère toutes nos données et qui était à l'origine de la création de cette équipe. Nous avons également trois médiateur·rice·s pairs. Les médiateurs ou médiatrices pairs sont des personnes qui sont elles-mêmes expertes de la maladie ou de la rue, c'est une expertise par l'expérience. Ce sont des personnes qui viennent nous apporter un soutien en lien avec un vécu, pour nous aider à prendre du recul par rapport aux personnes et nous donner des approches que l'on ne connaît pas, justement parce que nous ne sommes pas expert·e·s, nous ne connaissons pas la maladie comme quelqu'un qui la vit.

Samia : D'où viennent ces personnes à Marseille ? Est-ce qu'il y a une majorité ?

Aicha : Il y a beaucoup de français·e·s. Il y a aussi des européen·e·s : des bulgares, des tchèques, des polonais·e·s. Il y a aussi des maghrébin·e·s. Il y a beaucoup plus d'algérien·e·s que de marocain·e·s et de tunisien·e·s.

Samia : Au niveau de la langue, pour communiquer avec ces personnes qui vivent dans la rue, est-ce que vous avez besoin de parler d'autres langues que le français ?

Aicha : Oui, comme je parle l'arabe, je l'utilise quand il y a besoin. Il y a aussi souvent besoin de l'anglais, de l'allemand et du roumain et on peut avoir accès à des traducteur·rice·s au téléphone via une plateforme.

runs away from the hospital, but at the end of the day, it's not that serious. What is important is that when someone is hospitalized, we make sure that it is not violent for them.

Samia: *Approximately how many people are living on the streets of Marseille?*

Aicha: *I think that there are 18,000 homeless people. There are also slums outside the city center. Our team sees around 2,000 people every year, but there are also medical-psychological centers in each district of Marseille. We focus on the most marginalized, those who are suffering the most. There are people who are suffering, but who still have connections and reference points, so we'll refer them to the medical-psychological centers where they can begin a social and medical monitoring program. At present, I believe that we are supporting between fifty to seventy people.*

Samia: *When you say "we," are you referring to the whole team? Who makes up this team? How many of you are there?*

Aicha: *We are a team of three social workers, three psychiatrists and a psychologist, plus a data manager who manages all our data and who was behind the creation of this team. We also have three peer mediators. The peer mediators are people who are themselves experts in addiction or in life on the street; their expertise comes from their experience. They are people who come to provide us with support in tandem with a lived experience, helping us to take a step back from people and give us new approaches we aren't familiar with. Because we are not experts, we don't know addiction like someone who has experienced it.*

Samia: *Where do these people come to Marseille from? Do most people come from somewhere in particular?*

Aicha: *There are a lot of French people. There are also Europeans: Bulgarians, Czechs, Poles. There are also North Africans. There are many more Algerians than Moroccans and Tunisians.*

Samia: *In terms of language, do you need to speak languages other than French to communicate with these people living on the street?*

Aicha: *Yes, as I speak Arabic, I can use that when I need to. English, German, and Romanian are also often needed, and there is a platform we can use to access translators over the phone.*

Samia: *Do the people you support always stay in the same place or do they move around?*

Samia : Les personnes que vous accompagnez restent toujours au même endroit ou circulent-elles ?

Aïcha : Il y a plusieurs types de personnes. Il y a quelques personnes qui ont un lieu de vie fixe, on sait qu'on va les trouver tout le temps au même endroit. Mais dans la majorité des cas, les personnes bougent énormément, elles marchent énormément. C'est un peu plus compliqué, il faut vraiment tourner, tourner, tourner pour les trouver. Après, comme dans toutes les villes, il y a des lieux connus comme les gares où les personnes qui arrivent à Marseille, qui ont fait le voyage, se retrouvent souvent. Il y a aussi le Vieux-Port, le centre-ville, là où il y a des commerçant·e·s et donc la possibilité de se faire un peu de monnaie pour manger. Enfin, il y a des personnes qui sont très éloignées et qui sont sur les plages ou dans les calanques, sur une petite colline, à l'abri de tout le monde. Ou encore – on a eu récemment cette situation – une personne qui était à l'autre bout de Marseille, aux Goudes, sur un petit port où il fallait une demi-heure de trajet pour aller la voir.

Samia : Ces personnes sont dans la rue depuis longtemps ?

Aïcha : Notre population, ce sont des personnes qui sont à la rue depuis dix, quinze ans. Mais il peut y avoir des personnes qui sont à la rue depuis quelques mois suite à une décompensation psychologique. Personnellement, les personnes que je vois en ce moment, je les connais depuis cinq ans et avant même que je commence ce travail, je les voyais déjà à la rue.

Samia : Quel est le rôle de la mairie de Marseille dans cette situation ?

Aïcha : Le SAMU social⁴ fait partie de la mairie. Il y a des équipes, des permanent·e·s, des équipes mobiles, donc il y a des choses qui sont faites par la mairie sur certains projets.

Samia : Et pendant la propagation du virus COVID-19 et de ce que le gouvernement français a appelé le « confinement » qui a commencé le 17 mars 2020, comment votre travail a été touché ? En demandant à la population de rester chez elle, les rues de Marseille ont complètement changé, j'imagine. Il y a eu d'abord le premier tour des élections municipales le 15 mars et ensuite le « confinement » qui était très strict, où on ne pouvait pas sortir de chez soi sans autorisation. Vous faites partie du secteur dit « essentiel » et donc vous étiez obligée de travailler. N'est-ce pas ?

Aïcha : Oui, je suis une intervenante essentielle. Nous ne pouvions pas faire du télétravail, ou très peu.

Aïcha : *There are many different types of people. There are a few people who have a fixed living area, so we know we're always going to find them in the same place. But in the majority of cases, people move around a lot, they walk a lot. That's a little more complicated, you really have to walk around and around and around to find them. Then, of course, as in all cities, there are also well-known places like train stations where people arriving in Marseille, those who have made the journey, often meet each other. There is also the Vieux-Port, the city center, where there are shopkeepers and therefore the possibility of getting some change to buy something to eat. Finally, there are some people who are very isolated and who live on the beaches or in the coves, or on a small hill, out of the way of everyone. Or there was even—we recently had this situation—a person who was at the other end of Marseille, at a small port in Les Goudes, where it took half an hour to go and see her.*

Samia : *How long have these people been on the street?*

Aïcha : *The people we work with have been on the street for ten, fifteen years. But there are also people who have only been on the street for a few months as a result of a psychological breakdown. Personally, I have known the people I am seeing at the moment for five years, and even before I began this work I used to see them on the street.*

Samia : *What is the role of Marseille city council in this situation?*

Aïcha : *The SAMU Social³ is part of the city council. There are teams, permanent staff, mobile teams, so there are things that are being done by the city council for certain projects.*

Samia : *And how was your work affected during the spread of the COVID-19 virus and what the French government called “confinement”—or “lockdown”—that began on the March 17, 2020? By asking people to stay at home, the streets of Marseille must have changed completely, I imagine. First there was the initial round of municipal elections on March 15, and then that was followed by “lockdown”, which was very strict, you couldn't leave your home without permission. You are part of the so-called “essential” sector and so you were required to work, is that right?*

Aïcha : *Yes, I'm an essential worker. We couldn't really do any work from home, or only very little.*

⁽⁴⁾ Le SAMU social est un ensemble d'associations non gouvernementales venant en aide aux personnes démunies selon une méthode consistant à aller à la rencontre des grand·e·s exclu·e·s et des personnes très désocialisées lors de « maraudes ».

⁽⁴⁾ The SAMU Social is a group of non-governmental associations that help the impoverished following a method that consists of going to meet the most excluded and marginalized people during “marauds” (ambulatory patrols).

Samia : Comment vous avez travaillé ?

Aicha : Il y a eu toute une organisation : il a fallu mettre des personnes en base arrière, justement par crainte du risque de contamination si tout le monde travaille en même temps, pour ne pas courir le risque ne plus avoir de personnel sur le terrain. On a mis en place un système de rotation. Dans notre équipe, on a formé un trinôme par semaine. Par exemple, j'étais sur le terrain la première semaine du confinement mais les deux semaines suivantes, j'ai été mise en retrait du terrain. C'est un autre binôme qui a pris le relais et on a tourné comme ça jusqu'à maintenant. On va reprendre notre travail habituel la semaine prochaine [début juin 2020]. Et l'hôpital public a également fonctionné comme ça, avec des personnes qui étaient chez elles et d'autres qui étaient dans le service afin de limiter la propagation du virus en cas de contamination et pour avoir du personnel en renfort.

Samia : Et ce changement, comment ça a été pour vous, cette première semaine de travail pendant le « confinement » ? Vous étiez dans les rues de Marseille la toute première semaine ?

Aicha : La première semaine a été intense. C'étaient de longues journées qui finissaient à 20h, 21h. Pendant cette première semaine, il a fallu trouver des hébergements. Notre chef se réunissait avec le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation⁵ [SIAO], les services des hôteliers pour des mises à l'abri. Il a fallu aussi trouver des lieux où les personnes pouvaient se restaurer ou récupérer à manger. Donc la première semaine, nous avons cherché les personnes pour les mettre à l'abri en hôtel et leur trouver à manger. Il s'agissait de faire la tournée avec la voiture qui était remplie de soixante à soixante-dix paquets de nourriture, de donner à manger aux personnes et de s'assurer qu'elles avaient bien compris ce qu'il se passait parce que, pour certaines, elles n'avaient pas eu accès aux informations. Il a fallu expliquer comment ça se faisait que tout à coup, les rues étaient vides. Certaines personnes font la manche au feu rouge mais il n'y avait plus de voitures, donc où trouver de l'argent ? Il a donc fallu aller voir les personnes pour savoir si elles avaient besoin de quelque chose parce que, ne pouvant plus faire la manche, elles ne pouvaient plus s'acheter à manger, du tabac ou de l'alcool – même si on n'a pas beaucoup de personnes qui consomment de l'alcool. Donc cette première semaine de confinement, il a fallu faire tout ça : repérer les personnes, leur expliquer la situation, les mettre à l'abri, leur trouver à manger, se coordonner avec les autres équipes sur la mise à l'abri de telles et telles personnes, et donc prévoir de passer tels et tels jours avec les repas, etc. Cela a pris trois semaines pour qu'on puisse se coordonner et que ça se passe bien.

Samia : How did you work?

Aicha : We had to create a whole system: we had to keep some people out of the field, just because of the risk of contamination if everyone worked at the same time, and so as not to run the risk of having no more staff on the ground. We set up a rota. In our team, we formed three weekly teams. For example, I was in the field for the first week of lockdown, but for the next two weeks I was out of the field. Another pair took over, and we've been rotating like this until now. We're going back to how we normally work next week [early June 2020]. The public hospital also operated like this, with some people staying at home and some people on the wards, to limit the spread of the virus in case of contamination and to have backup staff if necessary.

Samia : And how did you find this change during the first week of work during "lockdown"? You were on the streets of Marseille during the very first week?

Aicha : The first week was intense. They were long days ending at eight or nine o'clock in the evening. During this first week, we had to find accommodation for people. Our boss met with the Service Intégré d'Accueil et d'Orientation⁵ (Integrated Reception and Orientation Service; SIAO), the hotel services for those being sheltered. We also had to find places where people could eat or pick up food. So for the first week, we looked for people to shelter them in a hotel and find them food. The idea was to go around with the car, which was filled with sixty to seventy food packages, to give people food, and to make sure that they had understood what was going on because, for some of them, they did not have any access to this information. We had to explain why the streets were empty all of a sudden. Some people had been begging at red lights but now there were no cars, so where could they get money? So we had to go and see people to find out if they needed something because, as they could no longer beg, they could no longer buy food, tobacco, or alcohol—although we don't have a lot of people who drink alcohol. So in that first week of lockdown, we had to do all that: find people, explain the situation, put them in a safe place, find them food, coordinate with the other teams about sheltering such and such person, and then plan which days to spend on meals, etc. It took three weeks for us to coordinate everything and make sure that everything was going well.

⁵ Les SIAO sont des plateformes départementales de coordination et de régulation du secteur de l'accueil, de l'hébergement et d'accompagnement vers l'insertion et le logement des personnes sans domicile.

⁵ The SIAO is a platform in each Département for the coordination and regulation of the hospitality, accommodation, and support sectors to assist in the integration and housing of homeless people.

Samia : Comment vous avez fait pour trouver du logement et pour convaincre ces personnes de quitter la rue ?

Aicha : Nous n'avons pas réussi à convaincre toutes les personnes de quitter la rue et certaines sont restées à l'extérieur pendant tout le confinement. À Marseille et dans d'autres villes en France, il y a un dispositif qui s'appelle « Nuit Plus » dans lequel le SIAO recense tous les logements disponibles en hébergement dans des structures adaptées. Une personne sans domicile fixe a le droit à dix nuitées dans l'année payées par l'État. Avec le confinement, il a fallu négocier pour que la prise en charge soit prolongée jusqu'à la fin du confinement et même au-delà. Pour l'instant, ces personnes sont encore en hébergement. La première semaine, il a fallu aussi qu'on appelle les hôtels vides et qu'on négocie avec les hôteliers et hôtelières pour qu'ils soient d'accord d'accueillir ce type de population. Plein d'hôtels nous ont dit « non » mais certains ont bien voulu jouer le jeu. Donc nous avons fait remonter la liste des personnes auprès du dispositif « Nuit Plus » et du SIAO pour qu'elles puissent avoir une convention signée et qu'on puisse les mettre à l'abri.

Samia : Peut-on dire que pendant le « confinement » ces personnes-là n'avaient pas le droit de rester dans la rue ? C'était interdit puisqu'il fallait une autorisation ?

Aicha : La situation n'était pas claire et à ce moment-là, la question des sans domicile fixe ne s'était pas posée. C'est après que toutes les associations ont fait remonter les besoins, les conditions, la situation compliquée de ces personnes, que les choses ont pu se débloquer. Mais de prime abord, je dirais que ça n'a pas été pas la première inquiétude de l'État.

Samia : Et après combien de temps l'État s'est rendu compte qu'il avait oublié les personnes qui vivent dans la rue ?

Aicha : Dans les premières semaines, il y a eu une annonce avec un budget alloué. Donc ça a été plutôt rapide mais il a quand même fallu faire remonter les besoins et les difficultés rencontrées sur le terrain et faire une pétition.

Samia : Vous avez dit que vos journées étaient très longues, elles allaient jusqu'à douze heures pendant la première semaine du « confinement ». Comment vous êtes-vous déplacée ?

Aicha : La première journée, nous n'avions pas de véhicule professionnel donc nous avons pris un véhicule personnel pour tourner et repérer les personnes plus facilement. À pied, cela aurait été beaucoup plus compliqué d'aller à leur rencontre et on n'aurait pas pu faire tout ce travail aussi rapidement. Puis on a négocié avec l'hôpital pour avoir une voiture pendant tout le confinement et à partir de

Samia: *How did you manage to find accommodation and convince these people to get off the street?*

Aicha: *We weren't able to convince everyone to get off the street and some stayed outside during all of lockdown. In Marseille and other cities in France, there is a scheme called "Nuit Plus" in which the SIAO lists all the accommodation available in suitable facilities. A homeless person is entitled to ten nights' accommodation a year paid for by the state. With lockdown, we had to negotiate to extend the care provided until the end of the lockdown and even beyond. For the time being, these people are still in accommodation. During the first week, we also had to call empty hotels and negotiate with the hoteliers to get them to agree to take in these people. A lot of hotels said no to us, but some of them were willing to cooperate. So we sent the list of people to "Nuit Plus" and the SIAO so that they could have a signed agreement and get shelter.*

Samia: *Am I correct in saying that during "lockdown" these people were not allowed to stay on the street? It was forbidden because they needed authorization to be there?*

Aicha: *The situation wasn't clear and at that time the issue of homelessness had not been given much thought. It was only after all these charities had raised the needs, the conditions, and the complicated situation of these people that things started to happen. But from first impressions, I would say that it was not the state's primary concern.*

Samia: *And how long did it take for the state to realize that it had forgotten about people living on the streets?*

Aicha: *In the first few weeks, there was an announcement with an allocated budget. So it was fairly quick, but we still had to identify the needs and difficulties encountered on the ground and draw up our petition.*

Samia: *You said your days were very long, up to twelve hours in the first week of "lockdown". How did you get around?*

Aicha: *On the first day we didn't have a professional vehicle, so we took one of our own to get around and spot people more easily. It would have been much more complicated to go to meet them on foot and we wouldn't have been able to do all the work as quickly. Then we negotiated with the hospital to have a car for the entirety of lockdown and from then on, we would take the car in the morning and drive around the different districts. We usually did the city center in the morning, and then in the afternoon we would head a little bit*

ce moment-là, on prenait la voiture le matin et on tournait en fonction des secteurs. On faisait généralement le centre-ville le matin et puis l'après-midi, on allait un peu plus vers les extrémités, vers la plage et la mer.

Samia : Une fois que vous aviez repéré ces personnes, vous vous arrêtiez et vous parliez avec elles ?

Aicha : On s'arrêtait, on parlait avec ces personnes et on leur donnait à manger. Le matin, on s'était chargé de récupérer tous les sacs de nourriture donc on les donnait aux personnes et on demandait quels étaient leurs besoins et si elles avaient besoin d'être mises à l'abri. Si c'était le cas, on donnait cette information au binôme en télétravail qui se chargeait de contacter le 115, le service «Nuit Plus» ou le SIAO pour trouver un hébergement. Souvent, si on avait une réponse assez immédiate, on informait la personne et on l'accompagnait sur ce lieu de vie. Sinon, on attendait le lendemain pour repasser voir la personne pour lui dire que tel lieu était disponible ou au contraire, qu'il n'y avait pas de place. Plusieurs fois, ça nous est arrivé de rester pendant trois à quatre jours sans places.

Samia : C'étaient toutes les personnes que vous rencontriez dans la rue ou seulement celles avec qui vous travailliez déjà ?

Aicha : Au début, c'était celles avec qui nous travaillions déjà. Mais à un moment donné, c'étaient toutes les personnes qu'on rencontrait dans la rue, même si on savait que telle autre équipe connaissait telle ou telle personne. Ensuite, on a fait des réunions avec d'autres équipes mobiles pour partager les informations. Les personnes qui faisaient d'autres maraudes ont pu aussi utiliser ce système-là.

Samia : Vous aviez des protections dès le début ?

Aicha : Au début, les trois premiers jours de la première semaine, on n'avait pas de protections et on restait à distance de la personne. Après, on a réussi à avoir des masques pour les semaines qui ont suivi. On a aussi pu récupérer du gel hydroalcoolique dans le service. C'est vrai que les masques, ça a été un peu plus compliqué, mais je pense que ça l'a été au niveau national. Une fois que ça a été mis en route, on a pu avoir à peu près vingt masques par semaine. Pour trois personnes, c'était largement suffisant. À un moment donné, on en a eu une centaine.

Samia : Et donc, dès le premier jour du «confinement» les rues de Marseille étaient vides ?

Aicha : Oui, ça a été assez impressionnant de voir à quel point elles étaient très vides. D'ailleurs, une fois que

more toward the edges of the city, toward the beach and the sea.

Samia: *Once you spotted these people, would you stop and talk to them?*

Aicha: *We'd stop and talk to these people and give them some food. In the morning, we would collect all the bags of food to give them to people and ask what their needs were and if they needed shelter. If so, this information was given to the pair working remotely, who then contacted 115, the "Nuit Plus" service, or the SIAO to find accommodation. Often, if we had a fairly immediate response, we would inform the person and accompany them to the place where they were living. Otherwise, we would wait until the next day to come back to see the person again to tell them that a place was available or, on the contrary, that there weren't any spaces. There were several times where we had to wait for three to four days without any spaces.*

Samia: *Was this for everyone you met on the street or just the ones you were already working with?*

Aicha: *At first, it was the ones we were already working with. But at some point, it was everyone we met on the street, even if we knew that another team already knew this person. Then, we had meetings with the other mobile teams to share information. The people who were doing other patrols could also use this system.*

Samia: *Did you have protection at the very beginning?*

Aicha: *At the beginning, for the first three days of the first week, we had no protection and so we kept our distance from people. After that, we managed to get masks for the following weeks. We were also able to get some hand sanitizer for the team. It's true that masks were a little more complicated, but I think that it was a little more complicated at a national level. Once it got going, we were able to get about twenty masks a week. For three people, that was more than enough. At one point, we had about one hundred.*

Samia: *And so the streets of Marseille were empty from the first day of the "lockdown"?*

Aicha: *Yes, it was pretty remarkable to see how empty they were. In fact, once the lockdown was lifted, it was almost scary for the people who were on the street to see the entire population come back. For the first few days after the end of lockdown, I felt a little suffocated because I was used to having no one or very few people around. As a result, the people we were helping*

le confinement a été levé, ça a été limite angoissant pour les personnes qui étaient dans la rue de revoir toute la population revenir. Moi, les premiers jours du déconfinement, j'étouffais un petit peu parce que j'avais pris l'habitude qu'il n'y ait plus personne ou très peu de monde. Du coup, les personnes qu'on accompagne étaient beaucoup plus visibles alors que là, avec le monde, on ne voit plus rien, il y a trop de monde partout et on se sent étouffé.

Samia : On a tout fermé d'un coup. En un jour, même les restaurants.

Aicha : L'annonce a été faite le lundi et le mardi midi, il fallait que tout soit fermé. Tous les points de repères des personnes qui sont dans la rue ont été fermés. Ceux qui sont restés ouverts sont les magasins alimentaires.

Samia : En faisant les maraudes en plein « confinement », vous vous sentiez en sécurité ?

Aicha : Oui. Il y avait beaucoup de policier·ère·s et dès qu'on leur a expliqué notre travail, nous n'avons pas eu de difficultés. C'était même assez surprenant : certains policiers et certaines policières nous signalaient des personnes qui avaient besoin d'aide. On a été assez surpris à ce niveau-là. On leur a même posé la question : est-ce que vous verbalisez les personnes qui sont à la rue ? Et on nous a répondu que non, parce que sinon il leur faudrait verbaliser toutes les heures. Sur toutes nos rencontres, deux personnes se sont faites verbaliser.

Samia : Je pense que les personnes qui vivent dans la rue ont été très marquées par cette loi du « confinement ». Des milliers de personnes en France, et des millions dans le monde, qui se retrouvaient dans la rue étaient privées de leurs espaces et des passant·e·s. Pensez-vous que l'impact psychologique sur ces personnes va être encore plus marquant ?

Aicha : Oui, absolument. Il y a certaines personnes que nous avions l'habitude d'aller voir une fois par semaine, ou une fois toutes les deux semaines, et puis là, cela devenait quotidien. Il fallait les voir une fois par jour ou tous les deux à trois jours parce qu'elles avaient besoin de parler, de rencontrer du monde. Elles avaient totalement perdu leurs repères. Les personnes qui discutaient toute la journée avec les passant·e·s se sont retrouvées sans rien. Donc elles se sont retrouvées encore plus seules que ce qu'elles étaient au départ. Donc l'idée, c'était d'aller leur dire bonjour.

Samia : Et maintenant avec le « déconfinement » qu'est-ce qu'il va se passer pour les personnes qui ont été mises à l'abri ? Est-ce qu'elles vont se retrouver dans la rue ? J'ai l'impression que ça va être encore plus dur.

were much more visible, whereas with everyone there, you can't see anything anymore, there are too many people everywhere, and it is a bit stifling.

Samia: *Everything shut down at once. All in one day, even the restaurants.*

Aicha: *The announcement was made on a Monday and by Tuesday lunchtime everything had to be closed. All the local landmarks for people on the street were shut. The only things that remained open were the food shops.*

Samia: *Did you feel safe when you were doing your patrols in full "lockdown"?*

Aicha: *Yes, there were a lot of police officers, and as soon as we explained our work to them, we didn't have any problems. In fact, it was quite surprising: some police officers pointed out people who needed help to us. We were quite surprised by that. We even asked them if they were issuing fines to people on the street. And we were told that they weren't, because otherwise they would have to be fining people every hour. Out of everyone we met, two people had been fined.*

Samia: *I think people living on the streets have been very much affected by the "lockdown" regulations. Thousands of people in France and millions around the world who found themselves on the street were deprived of their spaces and of passers-by. Do you think that the psychological impact on these people will be even more significant?*

Aicha: *Yes, absolutely. There are some people we used to go to see once a week, or once every two weeks, and then it became daily. We had to see them once a day or every two to three days because they needed to talk, to meet people. They had totally lost their bearings. People who used to talk all day long with passers-by found themselves with nothing. They found themselves even more alone than they were to begin with. So the idea was to go and say hello to them.*

Samia: *And now that "lockdown" has ended, what will happen to the people who have been put into shelters? Are they going to end up on the street? I feel like it's going to be even harder for them.*

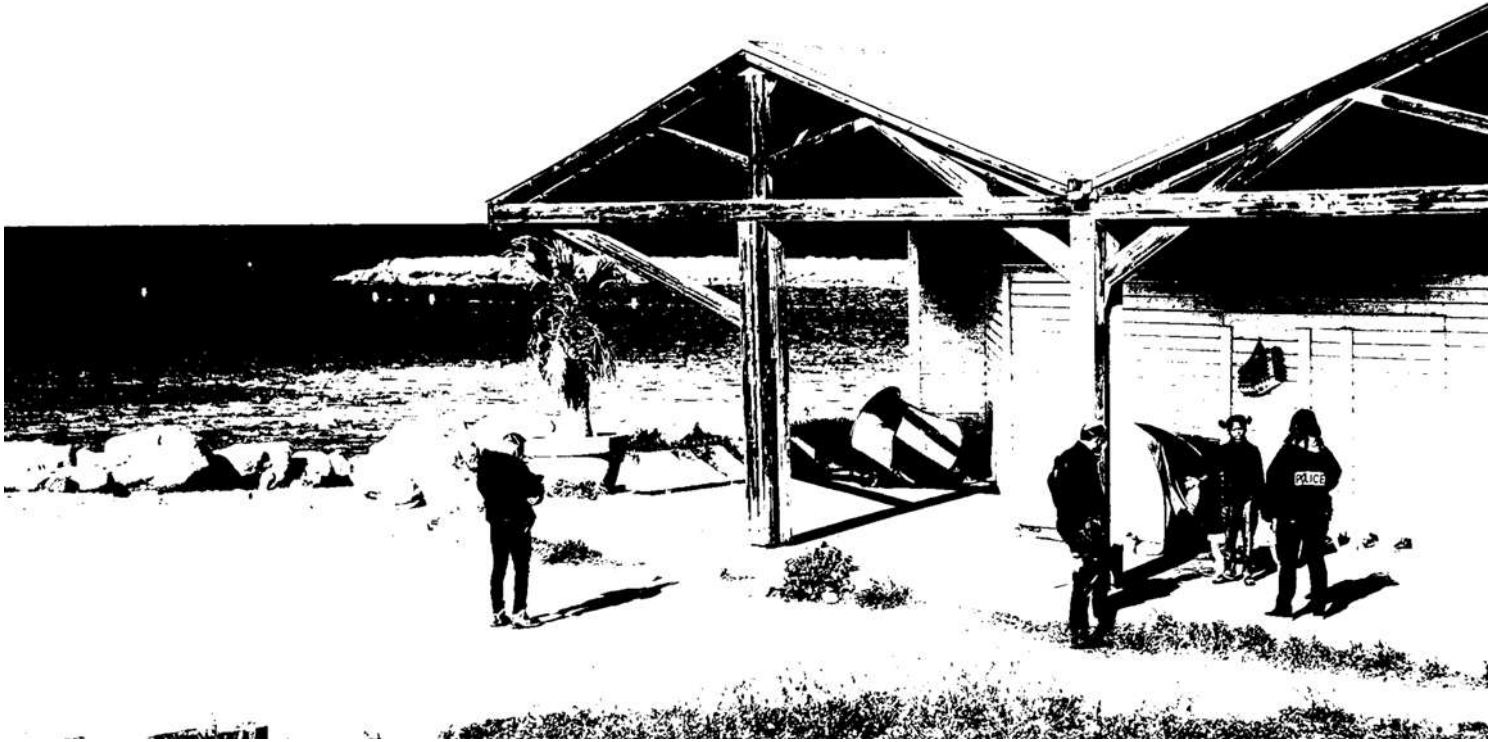
Aicha: *At the moment, people are still in shelters because the sheltering period has been extended. Some hotels have cooperated and there have been agreements with other organizations that have swung into action. At the moment, social workers are operating from two large hotels. It's interesting in*

Aicha : Pour le moment, les personnes sont encore en hébergement parce que la mise à l'abri a été prolongée. Certains hôtels ont joué le jeu et il y a eu des conventions avec d'autres associations qui se sont mobilisées. En ce moment, des travailleurs et travailleuses sociaux·ales interviennent au sein de deux grands hôtels. C'est intéressant dans le sens où il·elle·s peuvent accompagner les personnes dans leurs besoins et nous contacter, nous ou d'autres équipes mobiles, en fonction du besoin. Mais nos inquiétudes – celles de mon équipe et les miennes – c'est d'imaginer comment on va faire après. C'est difficile à imaginer : on a habitué une personne qui était dans la rue à un minimum de confort, et maintenant, on va lui dire « retourne dans la rue ». Ça m'inquiète beaucoup.

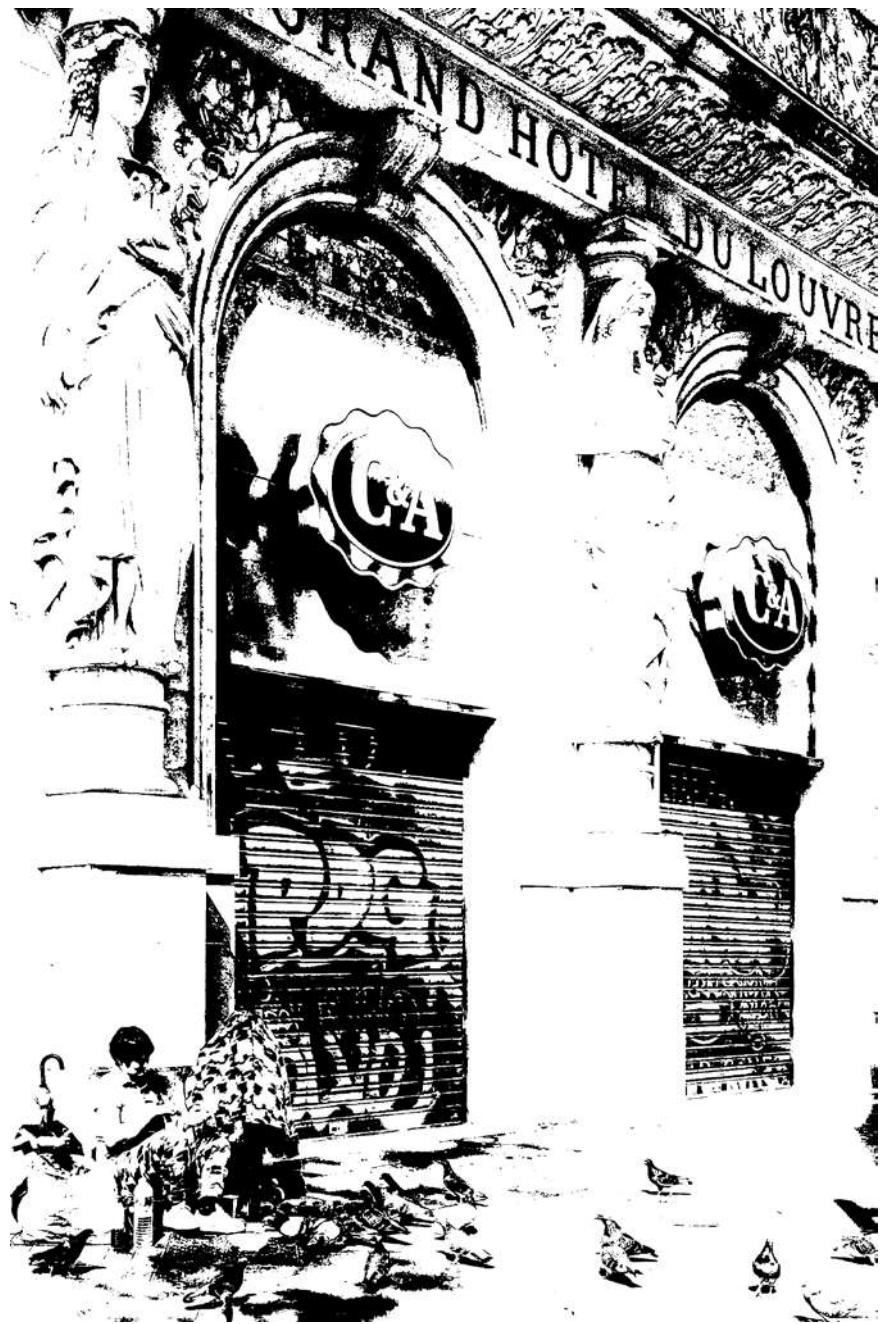
—
Cette conversation a été effectuée le
29 Mai 2020

the sense that they can help people with their needs and contact us or other mobile teams, depending on what is needed. But our concern—my team's and my own—is to work out what we are going to do after this. It's hard to imagine: we've gotten someone who was on the street used to a minimum level of comfort, and now we're going to tell them to go back to the street. That worries me a lot.

—
*This conversation was held on
May 29, 2020*

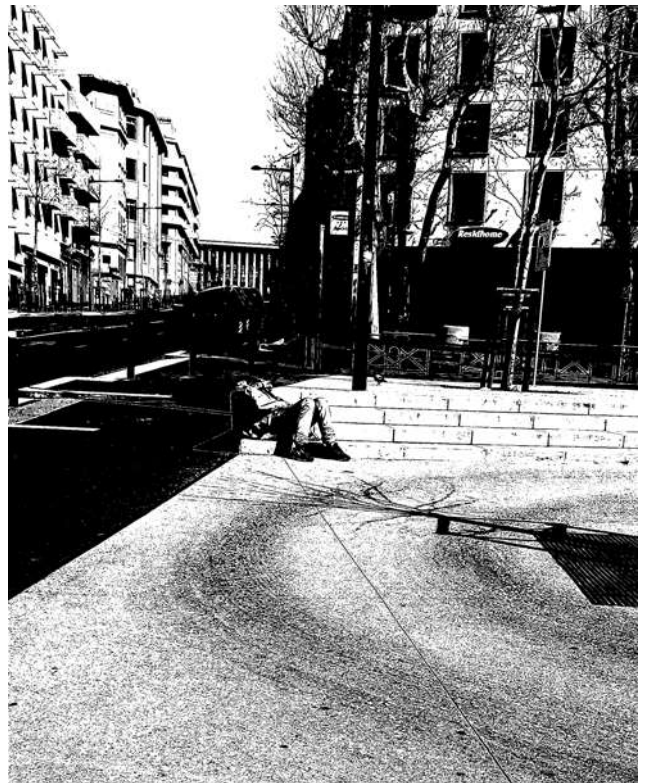
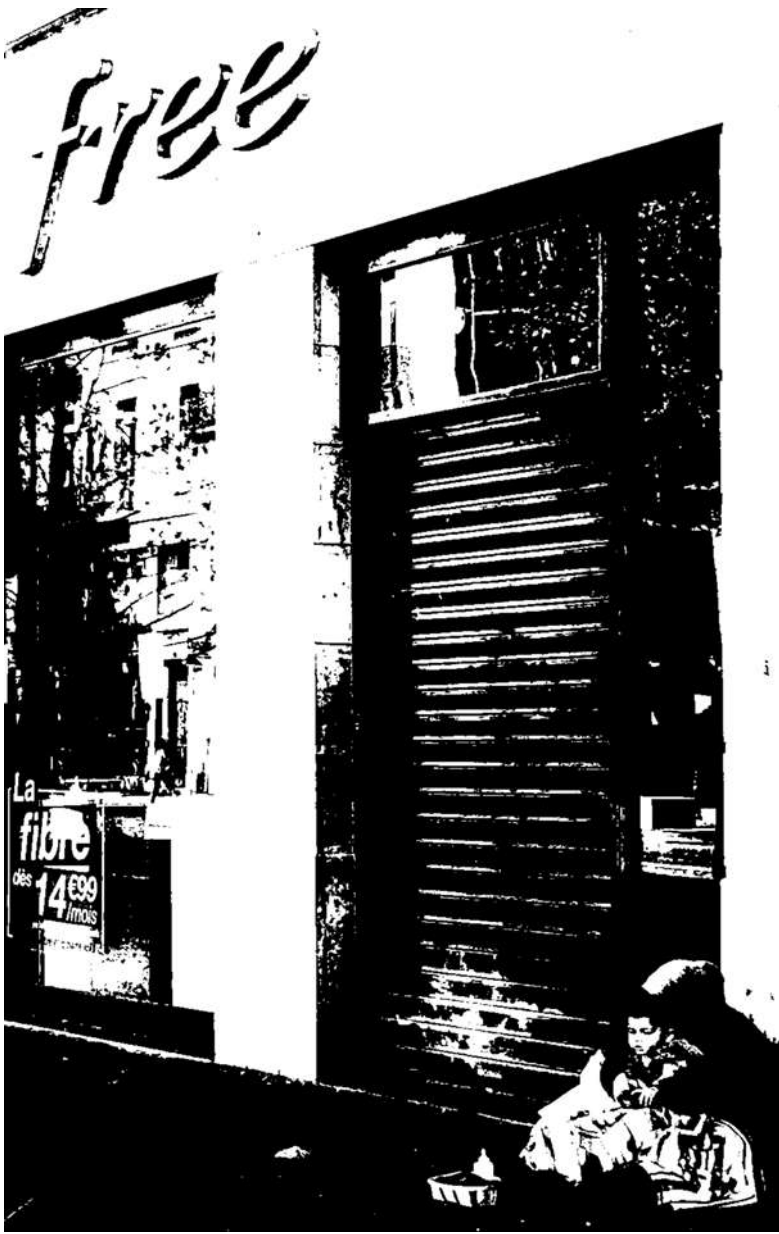












TU VEUX SAVOIR SI T'AS LE CORONA ?
CRACHE SUR UN BOURGEOIS ET
ATTENDS SES RÉSULTATS

AUTOCONTROL

L'INSPECTION TECHNIQUE

9h—9h10

Réassurance, appel au 115, distribution d'attestations de déplacement dérogatoire, prise de rendez-vous médicaux, lien avec tutrice pour gestion budgétaire pendant le confinement. [Pas de place au 115, retéléphoner vers 14h00.]

10h—10h15

Impression des affiches avec les informations de la fermeture de nos locaux et les numéros de téléphone pour nous joindre. Coller sur la porte d'entrée. [En parallèle, appel à une association de distribution de repas pour pouvoir récupérer des sacs à distribuer à notre file active.]

10h15—10h25

Retrait de 25 repas. [Discussion autour de la situation et organisation des retraits de repas pendant les prochains jours. 1^{er} contrôle de police.]

11h—11h30

Nous sommes allés voir une dame que nous connaissons pour lui expliquer la situation mais elle a refusé de nous parler. [Appel du binôme de base arrière pour nous expliquer qu'une place est disponible dans un hôtel.]

11h30—11h35

Accompagnement de la personne à l'hôtel, remise d'attestations, repas pour le midi et le soir.

12h—12h10

Monsieur H. en hôtel, explication du contexte et des contraintes liées au confinement. Remise d'attestation et sac repas.

12h40—12h45

Remise sac repas et attestations.

1

9am—9.10am

Reinsurance, call 115, distribution of exceptional travel certificates, medical appointments, contact tutor for budget management during confinement. [No room at 115, call back around 2pm.]

2

10am—10.15am

Printing posters with information about the closure of our offices and telephone numbers to reach us. Stick on the front door. [In parallel, call a meal distribution association to be able to collect bags to distribute to our active queue.]

3

10.15am—10.25am

Withdrawal of 25 meals. [Discussion about the situation and organization of withdrawal meals for the next few days. 1st police check.]

4

11am—11.30am

We went to see a lady we know to explain the situation to her, but she refused to speak to us. [Call from our rear base to inform us that a place is available in a hotel.]

5

11.30—11.35am

Accompaniment of the person to the hotel, delivery of certificates, meals for lunch and dinner.

6

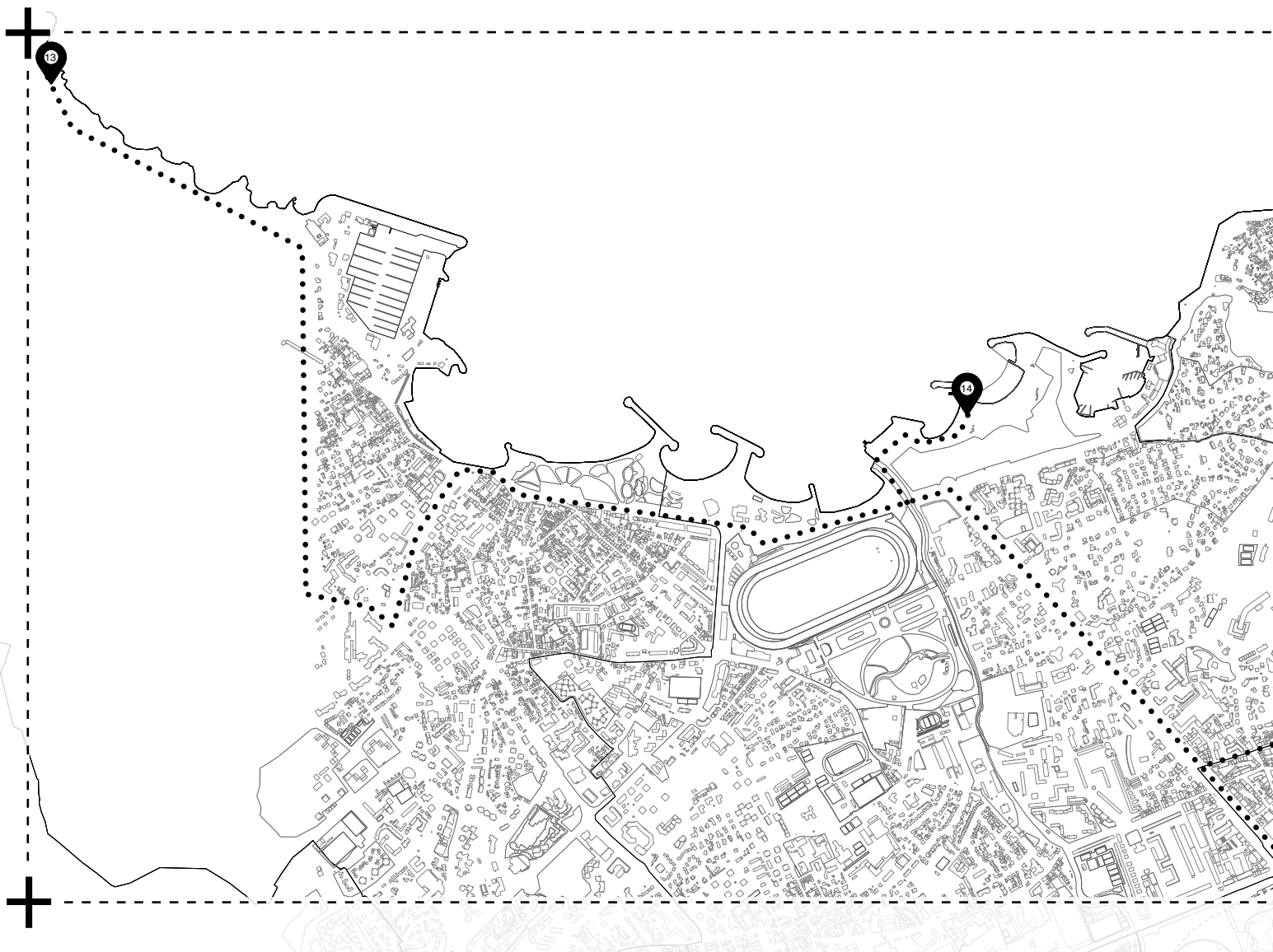
12pm—12.10pm

Mr. H. in a hotel, explanation of the context and the constraints related to confinement. Delivery of certificate and lunch bag.

7

12.40pm—12.45pm

Delivery of lunch bag and certificates.



12h55—13h

Vu Monsieur F. en hôtel, remise de 2 repas et d'attestations, explication de la situation.

13h10—13h20

Remise de repas et attestations.

13h25—13h35

Vu Madame N. qui n'a pas souhaité prendre les repas. Souhait d'être mise à l'abri. Refus des attestations. [Appel au 115, pas de place.]

13h50—13h55

Dame introuvable. [Nous faisons le long de la rue à pied pour la chercher. Introuvable.]

14h25—15h

Personne introuvable. [Nous trouvons la tente vide. On a demandé aux habitant-e-s qui nous ont expliqué que ça fait 1 semaine qu'ils n'ont plus vu Madame. 2 contrôles de police : 1 aller / 1 retour.]

15h25—15h47

Distribution de repas, attestations, explication du contexte. [Contrôle de police.]

16h10—16h38

Distribution de repas, appel à la tutrice, réassurance. [Personne vulnérable en hôtel : nous sommes allés lui faire des courses pour lui éviter de sortir le plus possible.]

17h15—17h25

Retour aux locaux. Impression des attestations, distribution des repas qui restaient aux personnes qui étaient à la rue en bas des locaux.

8

12.55pm—1pm

Visited Mr. F. in a hotel, delivery of 2 meals and certificate, explanation of the situation.

9

1.10pm—1.20pm

Delivery of lunch bag and certificates

10

1.25pm—1.35pm

Visited Mrs. N. who did not wish to take meals. Wished to be sheltered. Refusal of certificates. [Call 115, no room.]

11

1.50pm—1.55pm

Lady not found. [We walked along the street to look for her. Not found.]

12

2.25pm—3pm

Person not found. [We found the tent empty. We asked the inhabitants who said that it has been a week since they last saw Mrs. Two police controls: 1 outward / 1 return.]

13

3.25pm—3.47pm

Distribution of meals, certificates, explanation of the context. [Police control.]

14

4.10pm—4.38pm

Distribution of meals, call the tutor, reinsurance. [Vulnerable person in a hotel: we went shopping for him so that he can avoid going out as much as possible.]

15

5.15pm—5.25pm

Back to the office. Printing of certificates, distribution of the remaining meals to people who were in the street below the office.



VINCENT GIRARD

« À MARSEILLE, NOUS NE NOUS
SOMMES PAS INSPIRÉ·E·S DE LA
PSYCHOTHÉRAPIE INSTITUTIONNELLE
POUR UNE RAISON TRÈS SIMPLE :
LA PSYCHIATRIE INSTITUTIONNELLE
RESTE DE LA PSYCHIATRIE. ALORS
QUE LE RÉTABLISSEMENT, C'EST LA
FIN DE LA PSYCHIATRIE. »

*“IN MARSEILLE, WE WERE NOT
INSPIRED BY INSTITUTIONAL PSYCHO-
THERAPY FOR A VERY SIMPLE
REASON: INSTITUTIONAL PSYCHIATRY
REMAINS PSYCHIATRY. WHILE
RECOVERY IS THE END OF PSYCHIATRY.”*

Vincent Girard est psychiatre et cofondateur du collectif Mouvement et Action pour le Rétablissement Sanitaire et Social (MARSS) à Marseille.

Vincent Girard is a psychiatrist and co-founder of the collective Mouvement et Action pour le Rétablissement Sanitaire et Social (Movement and Action for Social and Medical Recovery; MARSS) in Marseille.

Samia : Vous êtes à l'origine du MARSS : pouvez-vous nous raconter la création de ce mouvement, son histoire et son rôle ?

Samia: You are the man behind MARSS: can you tell us about the creation of this movement, its history, and its role?

Vincent : Son histoire a commencé quand j'ai été invité à l'Université de Yale à New Haven dans une équipe qui s'appelle Yale Program for Recovery and Community Health¹. J'ai découvert une équipe de recherche dans laquelle la moitié des chercheur-e-s étaient des usagers et des usagères de la psychiatrie. En France, on n'a pas l'habitude de considérer qu'avoir un trouble psychiatrique est un avantage ou une chose utile dans la vie professionnelle. On a plutôt tendance à le cacher, à éprouver de la honte et à tâcher de ne pas le montrer. Mais là-bas, j'ai rencontré des gens qui pensaient, au contraire, que c'était une expérience utile à partir d'un certain niveau de rétablissement. Il·elle·s estimaient que les personnes étaient passées à travers une expérience qui les rendait plus capables de comprendre et donc d'aider à faire de la recherche en santé mentale. C'était plein de bon sens et à la fois, c'était très éloigné de ce que l'on m'avait enseigné et de ce que la culture dominante occidentale pense de la folie, qu'elle ne perçoit que comme quelque chose de honteux, du côté du handicap et de la tare. Et là-bas, au contraire, c'était une chose valorisée. Et j'ai trouvé ça à la fois très juste, dans le sens de la justice sociale, mais aussi dans le sens de la justesse.

Vincent: Its story began when I was invited to Yale University in New Haven as part of a team called the Yale Program for Recovery and Community Health. I discovered a research team in which half of the researchers were receiving psychiatric treatment. In France, we are not used to considering that having a psychiatric disorder is an advantage or something useful in professional life. Instead, we tend to hide it, feel ashamed, and try not to show it. But over there, I met people who thought, on the contrary, that it was a useful experience, after a certain level of recovery. They felt that these people had gone through an experience that made them more able to understand and therefore in a better position to help with mental health research. It made a lot of sense, yet at the same time it was very far from what I had been taught and what the dominant western culture thinks about mental disorders, which it only sees as something shameful, similar to a disability or a defect. And over there, on the contrary, it was something that was valued. And I thought that was very just, both in the sense of social justice, but also in the sense of being just right.

Donc j'ai adhéré à un mouvement et créé la première antenne d'équipes d'intervention rattachée à ce mouvement en France. Historiquement, Recovery est un mouvement international qui s'inspire de la psychiatrie citoyenne de Franco Basaglia, née dans l'Italie des années 1950 et 1960, après la Seconde Guerre mondiale. Depuis les années 1970, et 1980, il s'est diffusé aux États-Unis et dans une bonne partie des pays anglo-saxons. Ce mouvement-là doit son existence et sa force aux relations et aux échanges internationaux sur ce qui fonde une expérience commune.

So I joined a movement and created the first intervention team branch attached to this movement in France. Historically, Recovery is an international movement inspired by Franco Basaglia's democratic psychiatry, which was born in Italy in the 1950s and 1960s after the Second World War. Since the 1970s and 1980s, it has spread to the United States and much of the Anglo-Saxon world. This movement owes its existence and its strength to international relations and exchange of ideas, upon which it has built a common experience. This common experience is both that people can recover—even if it is difficult, long and chaotic—and that they can recover within an existential, political,

⁽¹⁾ Littéralement, « Programme de Rétablissement et de Santé Communautaire (de l'université) de Yale »

Cette expérience commune, c'est à la fois que les gens peuvent se rétablir – même si c'est difficile, long et chaotique – et qu'ils se rétablissent au sein d'un paradigme existentiel, politique et social qui n'est pas celui du système biomédical. Ce que propose le modèle biomédical est même parfois un frein au processus de rétablissement, pour des raisons liées au manque de progrès et d'efficacité de la médecine dans le champ de la santé mentale d'une part, et d'autre part – ce qui est beaucoup plus grave – parce que ce système médical s'est mis au service d'un système d'oppression et de contrôle des comportements.

Aujourd'hui, la psychiatrie internationale est une forme de maltraitance structurelle instituée qui oppresse les gens dans le monde entier. Et le mouvement Rétablissement s'est aussi opposé à ça en disant : on ne veut plus être enfermé, on ne veut plus être attaché, on ne veut plus être drogué de force. Donc c'est un mouvement qui revendique aussi le droit des personnes. D'ailleurs, Basaglia ne s'y est pas trompé : son mouvement s'appelle la « psychiatrie démocratique ». Il affirme la nécessité de démocratiser le système psychiatrique, qui est un système totalitaire clos. Donc nous sommes confronté·e·s à un système totalitaire auquel nous adressons ce message : les gens que vous enfermez sous prétexte qu'ils sont malades peuvent se rétablir malgré, en dehors ou dans le système de soin. Il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain : dans le système de soin, il y a des soignant·e·s qui font très bien leur travail et qui sont très respectueux et respectueuses des droits. Mais globalement, l'organisation, les lois et la structuration de la psychiatrie permettent des choses qu'elles ne devraient pas permettre. D'ailleurs, l'ONU s'est opposée de manière très nette à l'enfermement à travers les articles 13 et 14 de la Convention des personnes en situation de handicap, que la France a signée en 2010 mais qu'elle n'applique pas.

Samia : Tout au début, vous avez monté cette équipe avec une personne qui avait déjà l'expérience de vivre dans la rue. Vous pouvez nous raconter comment ça a démarré ?

Vincent : Mes collègues de l'université de Yale m'ont appris qu'en tant que psychiatre et soignant·e, on ne peut pas faire de rétablissement sans impliquer directement les personnes les plus opprimées et les plus victimes du système. Il faut qu'elles aussi participent : elles ont une expérience et une compréhension des mécanismes d'oppression que nous n'avons pas. Le rétablissement, c'est vraiment se baser sur l'expérience des gens pour organiser une réponse adéquate. C'est-à-dire qu'on ne peut pas faire sans les personnes concernées : *nothing about us without us* – on ne peut pas faire sans les gens. Donc moi, en tant que psychiatre, je ne pouvais pas monter un programme de rétablissement avec des psychiatres, des psychologues et des infirmier·ère·s sans inclure de personnes concernées.

and social paradigm that is not the biomedical system. What the biomedical model proposes is sometimes even a hindrance to the recovery process, for reasons related to the lack of progress and effectiveness of medicine in the field of mental health on the one hand, and on the other hand—which is much more serious—because this medical system has put itself at the service of a system of oppression and behavior control.

Today, international psychiatry is an instituted form of structural abuse that oppresses people all over the world. And the Recovery movement has also opposed this by saying: we don't want to be locked up anymore, we don't want to be tied up anymore, we don't want to be forcibly drugged anymore. So it's a movement that also asserts people's rights. Moreover, Basaglia was not mistaken: his movement is called democratic psychiatry. It affirms the need to democratize the psychiatric system, which is a closed totalitarian system. We are thus confronted with this totalitarian system, to which we address this message: the people you lock up under the pretext that they are sick can recover, despite being outside or inside the health care system. Don't throw the baby out with the bathwater: in the health care system there are caregivers who do their job very well and who are very respectful of people's rights. But on the whole, the organization, the laws, and the structure of psychiatry allow things that they should not allow. Moreover, the UN has very clearly opposed the confinement of people with disabilities through articles 13 and 14 of the Convention on the Rights of Persons with Disabilities, which France signed in 2010 but does not enforce.

Samia : At the very beginning, you set up this team with someone who already had experience living on the street. Can you tell us how it all started?

Vincent : My colleagues at Yale University taught me that as a psychiatrist and caregiver, you cannot bring about recovery without directly involving the people who are most oppressed and victimized by the system. They must be involved too: they have an experience and understanding of the mechanisms of oppression that we do not have. Recovery is really about building on people's experience to coordinate an appropriate response. This means that we cannot do anything without the people involved: *nothing about us without us*. So, as a psychiatrist, I could not set up a recovery program with psychiatrists, psychologists, and nurses without including the people involved. This is something that I understood right away, and it touched me a lot during this year of working in the United States with the so-called peer workers.

C'est une chose que j'ai comprise tout de suite et qui m'a beaucoup touché pendant cette année de travail aux États-Unis avec celles et ceux que l'on appelle des travailleur-euse-s pairs.

Quand je suis rentré en France, j'ai demandé à devenir bénévole à Médecins du Monde. La première personne que j'ai rencontrée en faisant ma première tournée de rue à Marseille, c'est un monsieur qui s'appelle Hermann Händlhuber. Je l'ai rencontré à la place Castellane², dans le renforcement d'une banque—tout un symbole. Il vivait là, dans la rue, au ras du sol. On a beaucoup discuté et au bout de quelques mois, je suis arrivé à le convaincre de venir travailler avec moi comme bénévole dans l'équipe de Médecins du Monde. Ça a été une aventure extraordinaire : personne ne croyait que c'était possible, mais moi je savais très bien que c'était possible, parce que j'avais vu ça aux États-Unis. Et Hermann Händlhuber y a cru aussi. Il a commencé comme bénévole et ensuite, on a trouvé de l'argent et il a eu son premier contrat de travail à Médecins du Monde. Ensuite, il a été recruté par l'Assistance Publique des Hôpitaux de Marseille : il a été le premier travailleur pair en santé mentale recruté par un hôpital public. Puis en 2008, on a créé cette équipe de rue, d'abord bénévolement et ensuite avec de l'argent, dans un partenariat entre Médecins du Monde et l'hôpital public de Marseille.

On avait ouvert un squat que l'on appelait le squat thérapeutique : on hébergeait les personnes qui étaient à la rue avec des troubles psychiatriques sévères. Le squat a été très vite connu et, à peine un an après son ouverture, la ministre de la Santé est venue le visiter. Le 30 novembre 2008, Nicolas Sarkozy avait prononcé un discours très stigmatisant sur la psychiatrie et les personnes qui avaient des troubles psychiques et je pense que Roselyne Bachelot avait voulu allumer un contre-feu. En tout cas, elle est venue nous rencontrer à Marseille et nous a demandé ce que l'on voulait faire et combien d'argent il nous fallait. Elle m'a demandé de faire un rapport ministériel sur la santé des personnes sans chez-elles et je suis arrivé à la convaincre de mettre en place un programme new-yorkais, *Housing first*, qui se diffusait aux États-Unis—il y avait également un énorme programme de recherche sur *Housing first* au Canada. Et elle a dit banco. Donc on a mis en place un essai randomisé multi-site sur quatre villes. Moi je savais—parce que j'avais eu cette expérience à Yale—qu'il fallait passer par la recherche pour produire des arguments solides pour pouvoir changer les politiques publiques. Je savais que l'on ne pourrait pas changer la psychiatrie tout de suite, mais je me suis dit qu'on pouvait changer la politique de sans-abrisme. Donc on a introduit le concept de rétablissement par les marges, par la précarité.

When I returned to France, I asked to become a volunteer at Médecins du Monde. The first person I met while doing my first street patrol in Marseille was a gentleman called Hermann Händlhuber. I met him at Place Castellane,¹ in the recess of a bank—rather symbolic. He lived there, on the street, on the ground. We talked a lot and after a few months I managed to convince him to come and work with me as a volunteer on the Médecins du Monde team. It was an extraordinary venture: no one thought it was possible, but I knew it was possible, because I had seen it in the United States. And Hermann Händlhuber believed it was too. He started as a volunteer and then we found the money and he got his first contract at Médecins du Monde. Then he was recruited by the Public Hospitals of Marseille: he was the first mental health peer worker recruited by a public hospital. Then in 2008, this street team was created—first on a voluntary basis and then funded—in a partnership between Médecins du Monde and the Marseille Public Hospital.

We had opened a squat that we called the therapeutic squat: we took in people who were on the street with severe psychiatric disorders. The squat became well known very quickly and, barely a year after it had opened, the Minister of Health came to visit it. On November 30, 2008, Nicolas Sarkozy had made a very stigmatizing speech about psychiatry and people with mental disorders and I think Roselyne Bachelot wanted to light a counter fire. In any case, she came to meet us in Marseille and asked us what we wanted to do and how much money we needed. She asked me to conduct a ministerial report on the health of homeless people, and I managed to convince her to set up a New York-style program, Housing First, which was spreading across the United States—there was also a huge research program on Housing First in Canada. And she said let's do it. So we set up a multi-site randomized trial across four cities. I knew—because I had had this experience at Yale—that you have to do the research to make a strong argument for changing public policy. I knew we couldn't change psychiatry right away, but I knew we could change homelessness policies. So then we introduced the concept of recovery from the margins, from precarious situations. We first put in place a program called "Un chez-soi d'abord" (Housing First) and it worked well. The concept of recovery was really hammered home and now there are thousands of people in France who are familiar with recovery. They don't all necessarily know what it means, but they know the word and understand the paradigm shift. And most importantly, there is now training on recovery for psychiatrists as well as legislation about recovery

⁽²⁾ La place Castellane est située dans le 6^{ème} arrondissement de Marseille, c'est la porte sud du centre-ville.

⁽¹⁾ Place Castellane is situated in the 6th arrondissement of Marseille, and is the southern gateway to the city center.

On a d'abord mis en place le programme « *Un chez-soi d'abord* » et ça a bien marché. Le concept de rétablissement a été martelé et aujourd'hui, il y a des milliers de personnes qui connaissent le rétablissement en France. Elles ne savent pas toutes ce que ça veut dire mais elles connaissent le mot et comprennent le changement de paradigme. Et surtout, maintenant, il y a des formations sur le rétablissement pour les psychiatres et des textes de loi qui parlent du rétablissement – enfin, des circulaires, en tout cas. Le mot « rétablissement » est entré dans le vocabulaire de la psychiatrie en France.

Samia : Comment pourrait-on expliquer le rétablissement à un public non averti ?

Vincent : Le rétablissement, c'est quatre choses : d'abord, l'expérience personnelle de gens qui ont des troubles psychiatriques sévères, à qui on a souvent dit que c'était pour la vie et qui ont trouvé la force de développer des stratégies, des solutions tant personnelles que collectives, d'avoir adapté leur vie et changé le monde autour d'eux afin que leur spécificité puisse être acceptée et qu'ils puissent être heureux et s'épanouir. C'est un processus que l'on voit dans toutes les maladies chroniques. Cela ne veut pas dire que la personne n'aura plus de troubles, mais qu'elle aura une vie pleine et entière malgré ses troubles – ou avec ses troubles – qu'elle aura apprivoisés. Ensuite, c'est un mouvement collectif et politique qui revendique les droits de toutes les personnes en situation de vivre des troubles psychiques, qui doivent être des citoyens et des citoyennes comme les autres. Ça, c'est la dimension des droits civiques. Après, il y a des réalités épidémiologiques et populationnelles : les personnes qui ont des troubles comme la schizophrénie se rétablissent de façon plus importante que l'on ne le croit. Ce sont des découvertes faites dans les années 1970, notamment à travers la première grande étude sur l'évolution de la schizophrénie par l'OMS, *The International Pilot Study of Schizophrenia* menée par William Carpenter et John Strauss. J'ai eu la chance de discuter avec John Strauss à Yale et il m'a expliqué que c'était pour eux-elles une découverte hallucinante : 30% des gens qui ont une schizophrénie se rétablissent dans les cinq ans. Il-elle-s avaient fait une étude prospective sur mille personnes par pays dans dix pays, dont notamment le Nigeria, l'Inde et la Colombie – des pays dits « pauvres ». Et les chiffres étaient les mêmes que dans les pays « riches ». Et ils ont conclu que l'évolution de la schizophrénie n'était pas liée au système de soin. Ça a été un gros coup pour la psychiatrie occidentale, qui pensait qu'elle était utile et efficace alors qu'en fait, on se rendait compte que non, pas du tout. Donc il y a une dimension individuelle, une dimension politique et une dimension scientifique.

Samia : Et la quatrième ?

—well, memorandums, anyway. The word “recovery” has entered the vocabulary of psychiatry in France.

Samia: How could recovery be explained in layman's terms?

Vincent: Recovery is four things: first, the personal experience of people with severe psychiatric disorders, who have often been told that it is for life and who have found the strength to develop strategies as well as personal and collective solutions, the strength to have adapted their lives and changed the world around them so that their uniqueness can be accepted and so that they can be happy and flourish. It is a process that we see in all patients with chronic conditions. It does not mean that the person will no longer have any problems, but that they will have a full and complete life despite—or even with—their problems, which they will have tamed. Second, it is a collective and political movement that asserts the rights of all people living with mental illness, who must be treated as citizens just like everyone else. This is the dimension of civil rights. Then there are epidemiological and populational truths: people with disorders such as schizophrenia recover to a greater extent than we think. These are discoveries made in the 1970s, notably through the first major study on the development of schizophrenia by the WHO, *The International Pilot Study of Schizophrenia* led by William Carpenter and John Strauss. I had the opportunity to talk to John Strauss at Yale and he explained to me that it was a staggering discovery for them: thirty percent of people with schizophrenia recover within five years. They had done a prospective study of one thousand people per country in ten countries, including Nigeria, India, and Colombia—so-called “poor” countries. And the figures were the same as in the “rich” countries. They concluded that the development of schizophrenia was not related to the health care system. This was a big blow to western psychiatry, which believed it was useful and effective when in fact, we realized, it wasn't, not at all. So there is an individual dimension, a political dimension, and a scientific dimension.

Samia: And the fourth dimension?

Vincent: I would say the fourth is the collective dimension in terms of a community experience. That is, there are communities of people today who are recovering or in the process of recovering together and helping and sorting each other out. These are communities struggling together; so there are local, national, and international networks, both online and on the ground. They are collective experiences of recovery: it must be understood that people cannot recover on their own, they must meet with people facing

Vincent : Je dirais que la quatrième est la dimension collective en termes de communauté d'expérience. C'est-à-dire qu'il y a aujourd'hui des communautés de personnes qui se rétablissent ou qui sont en cours de rétablissement et qui s'entraident et s'organisent. Ce sont des communautés de lutte, donc il a des réseaux locaux, nationaux, internationaux, sur internet et inscrits sur les territoires. Ce sont des expériences collectives de rétablissement : il faut bien comprendre que les gens ne peuvent pas se rétablir tout-e seul-e-s dans leur coin, il faut qu'ils aient des rencontres avec des gens confrontés aux mêmes expériences d'oppression et aux mêmes types de violences et de stigmatisations.

Samia : Et en pratique, comment appliquer tout cela dans la rue, auprès des gens qui y vivent et à travers ce travail de mise en contact ?

Vincent : Le fait que des personnes qui étaient à la rue puissent se rétablir a apporté la preuve par l'extrême que le rétablissement fonctionne. En France, il y a l'exemple de Hermann Händlhuber, qui était aussi une personne de la rue. Le fait de se rétablir à la fois d'une maladie psychique grave et d'une exclusion sociale maximum, après dix, quinze ou vingt ans passés dans la rue, démontre de la capacité de résilience et de rétablissement des gens. C'est la démonstration par l'extrême que tout est possible et que les capacités humaines sont importantes en termes de rétablissement.

Samia : Vous avez parlé de Basaglia, de la psychiatrie démocratique : est-ce que vous pouvez nous parler du passage de cette psychiatrie démocratique à la psychiatrie communautaire de rue ?

Vincent : En tant qu'équipe marseillaise, géographiquement, nous sommes assez proches de Trieste et des italien·ne·s : à Marseille, 30% des habitant·e·s sont d'origine italienne et l'histoire de Basaglia et de ce qu'il s'est passé à Trieste nous est très familière. Après, je vous dirais que, comme tous les gens d'Europe, nous sommes très marqués par ce qu'il s'est passé en 1939-1945 et par le programme T4 d'Adolph Hitler. La première chose qu'il a faite, dans sa politique d'extermination, c'est d'éliminer les malades mentaux. Il y a aussi eu 40 000 morts dans les hôpitaux psychiatriques français, sur la décision du gouvernement de Vichy de réduire les rations alimentaires pour qu'elles ne soient pas suffisantes à la survie des gens. Il y a eu une épidémie de faim provoquée par l'État, une famine hospitalière organisée par Vichy. Et on a eu 40 000 morts en surmortalité, parce qu'il y a eu 70 000 morts, dont 30 000 qui correspondaient à la mortalité d'avant-guerre. Et je pense que c'est de ça qu'est née la psychiatrie démocratique de Basaglia : du constat fait par les infirmier·ère·s psychiatriques survivant·e·s des camps de concentration, qui sont revenu·es en Italie

the same experiences of oppression and the same types of violence and stigmatization.

Samia: *And in practice, how can all of this be applied to the street, with the people who live there and through this work of reaching out to people?*

Vincent: *The fact that people who were on the street can recover has proven to the extreme that recovery works. In France, there is the example of Hermann Händlhuber, who was also a street person. Recovering from both serious mental illness and extreme social exclusion, after ten, fifteen, or twenty years on the street demonstrates people's capacity for resilience and recovery. It is an extreme way of demonstrating that anything is possible and that human capabilities are an essential part of recovery.*

Samia: *You talked about Basaglia and democratic psychiatry: can you tell us about the transition from democratic psychiatry to street community psychiatry?*

Vincent: *As a team in Marseille, we are geographically quite close to Trieste and the Italians: in Marseille, thirty percent of residents are of Italian origin and the history of Basaglia and what happened in Trieste is very familiar to us. And I will tell you that, like all the people of Europe, we are still very affected by what happened in 1939–1945 and by Adolf Hitler's T4 program. The first aspect of his extermination policy was to eliminate the mentally ill. There were also 40,000 deaths in French psychiatric hospitals as a result of the Vichy government's decision to reduce food rations so that they would not be sufficient for people to survive. There was a state-sponsored hunger epidemic, a hospital famine organized by the Vichy regime. And there were 40,000 excess deaths, because there were 70,000 deaths and only 30,000 of these corresponded to the pre-war mortality rate. And I think that's what Basaglia's democratic psychiatry was borne out of: the observation made by the psychiatric nurses who survived the concentration camps, who returned to Italy saying that the concentration camps resembled psychiatric asylums. Having survived the camps, we can no longer live like that, we can no longer work in psychiatric asylums as before because we would feel like Nazis. That's where the realization came from. This history is also relevant for us in France and in any case, with my family history, I quickly made the link and the connections. But then again, the street is another way of exterminating people. One of the first things we did when I started working on the streets was a mortality study in which we recorded life expectancies of 38 to 45 years—the same as in Nigeria. And we felt that this was actually another way of exterminating people, but slightly more discreet:*

en disant que les camps de concentration ressemblaient aux asiles psychiatriques : « rescapé·e·s des camps, nous ne pouvons plus vivre ça, nous ne pouvons plus travailler comme avant dans les asiles psychiatriques parce que nous aurions l'impression d'être des nazi·e·s. » Le constat part de là. Cette histoire-là compte pour nous, en France en tout cas, et avec mon histoire familiale, j'ai rapidement fait le lien et les connexions. Mais, après tout, la rue est une autre façon d'exterminer les gens. L'une des premières choses que nous avons faite quand j'ai commencé à travailler dans la rue, c'est une étude de mortalité dans laquelle nous avons relevé des espérances de vie de 38 à 45 ans – on retrouve les mêmes chiffres au Nigeria. Et on s'est dit qu'en fait, c'était une autre manière d'exterminer les gens, un peu plus discrète : on ne met plus les gens dans les camps mais on les laisse mourir dans la rue. Il y a quand même des politiques eugénistes après 1939-1945, avec la stérilisation massive en Suède et aux États-Unis. Et en psychiatrie, on a eu deux prix Nobel : l'un qui a fait des lobotomies et l'autre, qui a inoculé la malaria à des patient·e·s. Aujourd'hui, ce sont deux pratiques considérées comme complètement obsolètes.

Samia : Vu que l'on parle de la Seconde Guerre mondiale, je pensais aussi à François Tosquelles et à son vécu sous le régime de Franco. Il a quitté l'Espagne et il a créé la psychothérapie institutionnelle en France. Je me demandais si cela avait aussi influencé la psychiatrie en général. J'aimerais aussi que vous me parliez de Frantz Fanon et de ce ses pratiques à Saint-Alban.

Vincent : À Marseille, nous ne nous sommes pas inspiré·e·s de la psychothérapie institutionnelle pour une raison très simple : la psychiatrie institutionnelle reste de la psychiatrie. Alors que le rétablissement, c'est la fin de la psychiatrie. Je vais être très clair : moi, je ne veux plus de psychiatres, donc je ne veux pas instituer la psychiatrie. Créer des villages de fous et de folles où les fous et les folles vivent tou·te·s ensemble, protégé·e·s par une institution, c'est l'échec le plus total et ce n'est pas efficace. Cela crée quand même de l'exclusion – de l'exclusion bienveillante, protectrice, mais paternaliste. Moi, ça ne m'a pas inspiré ou alors si, mais dans le sens où j'ai identifié que je ne voulais pas mettre ça en place. Même si j'aime bien écouter les discours de Tosquelles et des autres, ce sont des beaux parleurs, ils disent des choses super sympas et je pense que ce qu'ils ont fait pendant 1939-1945, c'était très bien, ils ont sauvé des vies. Mais en tant que modèle politique et de solutions face à l'oppression, non. D'ailleurs, aujourd'hui, la psychiatrie institutionnelle n'existe que dans la tête des psychiatres, ça n'existe pas dans le réel. Vous ne verrez jamais une manifestation avec des usagers et des usagères de la psychiatrie disant : on veut de la psychiatrie institutionnelle. Au contraire, il·elle·s diront : on veut être comme tout le monde, on ne veut plus être psychiatrisé·e, on veut être libre.

we no longer put people in camps but we let them die on the street. There have still been eugenicist policies after 1939–1945, with mass sterilization in Sweden and the United States. And in psychiatry, we have had two Nobel Prize winners: one who performed lobotomies and the other who inoculated patients with malaria. Today, these are two practices that are considered completely obsolete.

Samia: *Since we are talking about the Second World War, I was also thinking about François Tosquelles and his experiences under Franco's regime. He left Spain and created institutional psychotherapy in France. I was wondering if this also influenced psychiatry in general. I would also like you to tell me about Frantz Fanon and his experiences in Saint-Alban.*

Vincent: *In Marseille, we did not draw inspiration from institutional psychotherapy for one very simple reason: institutional psychiatry remains psychiatry. Whereas recovery is the end of psychiatry. Let me be very clear: I don't want any more psychiatrists, so I don't want to institute psychiatry. Creating villages of people with mental illnesses where they all live together, protected by an institution, is a total failure and it is not effective. It still creates exclusion—benevolent, protective, but paternalistic exclusion. It didn't inspire me, or rather it did, but in the sense that I identified that I didn't want to implement it. Even though I like to listen to lectures by Tosquelles and the others, they're good talkers, they say really nice things, and I think what they did during 1939–1945 was very good, they saved lives. But as a political model and as a model of solutions for oppression, no. Besides, institutional psychiatry only exists today in the minds of psychiatrists, it doesn't exist in reality. You will never see a demonstration with those receiving psychiatric treatment declaring: we want institutional psychiatry. On the contrary, they will say: we want to be like everyone else, we no longer want to be "psychiatrized," we want to be free.*

Samia: *But MARSS is still attached to a public psychiatric hospital, an institution?*

Vincent: *Absolutely: we are attached to the public hospital and a psychiatric ward for financial reasons. That's all. It's because the money is there. But as long as I was in charge of MARSS, not a single euro went to the psychiatric hospital.*

Samia: *Alright. And when you go to meet people who need assistance or care, how do you ensure that they do not end up in a hospital or an asylum?*

Vincent: *There is a reality principle. I first worked on a volunteer psychiatric unit, so we were completely*

Samia : Mais MARSS est encore rattaché à un hôpital public de psychiatrie, à une institution ?

Vincent : Absolument : on est rattaché à l'hôpital public et à un service de psychiatrie pour des raisons financières. C'est tout. C'est parce que l'argent est là. Mais tant que j'étais responsable de MARSS, il n'y avait pas un euro qui allait à l'hôpital psychiatrique.

Samia : D'accord. Et quand vous allez à la rencontre de personnes qui ont besoin d'un accompagnement ou de soins, comment vous faites pour que cette personne ne se retrouve pas dans un hôpital ou dans un asile ?

Vincent : Il y a un principe de réalité. J'ai d'abord travaillé dans une unité de psychiatrie bénévole, donc nous étions tous·es seul·e·s, nous n'avions pas d'équipe vraiment constituée, et nous avons utilisé l'hôpital psychiatrique pour mettre à l'abri des gens qui étaient en train de mourir.

Samia : Mettre à l'abri, pour vous, ça veut dire quoi ?

Vincent : En fait, avant qu'on ouvre le squat, on a utilisé l'hôpital pendant presque un an pour que les gens puissent dormir, se laver, manger, se couper les cheveux, se débarrasser des puces et des poux.

Samia : Vous pensez que si les personnes vivent dans la société et dans un logement, elles vont pouvoir se rétablir plus facilement ? Peut-être pourriez-vous commenter l'importance du *Housing first*, l'importance d'avoir un abri ?

Vincent : Au moment où nous avons ouvert le squat, le logement était déjà un droit opposable en France, sur une décision prise par Jacques Chirac avant l'élection de Nicolas Sarkozy. Le logement est un déterminant social de santé hyper important. Cela ne suffit pas pour que les gens aient une vie pleine et entière, mais le *Housing first* répond à la logique de la pyramide des besoins de Maslow. Cette pyramide établit les besoins humains les plus importants. La base de cette pyramide est constituée des besoins primaires que sont la sécurité, l'alimentation et le sommeil. Donc le logement permet ça, c'est le premier niveau de la pyramide de Maslow. Le deuxième niveau, c'est la sociabilité et le travail. Le dernier niveau est la réalisation de soi, la spiritualité, des choses moins essentielles mais néanmoins importantes.

Samia : Pendant le confinement, on a demandé à tout le monde de rester chez soi et aux travailleur·euse·s essentiel·le·s de continuer à travailler, mais on a pratiquement complètement oublié les personnes qui n'ont pas de chez elles, en France et partout dans le monde.

Vincent : En France, ce qui s'est passé sur la question du sans-abrisme et qui a été assez étonnant, c'est que

on our own, we didn't have a properly formed team, and we used the psychiatric hospital to shelter people who were dying.

Samia: *What does sheltering somebody mean to you?*

Vincent: *Well, actually, before we even opened the squat, we used the hospital for almost a year so that people could sleep, wash, eat, cut their hair, and get rid of fleas and lice.*

Samia: *Do you think that if people live in society and in housing that they will be able to recover more easily? Perhaps you could comment on the importance of Housing First, the importance of having shelter?*

Vincent: *When we opened the squat, housing was already an opposable right in France, as the result of a decision made by Jacques Chirac before the election of Nicolas Sarkozy. Housing is a very important social determinant of health. It's not enough to ensure people have a long, full life, but Housing First responds to the logic of Maslow's hierarchy of needs. This hierarchy establishes the most important human needs. At the base of this hierarchy are the primary needs of safety, nutrition, and sleep. Housing facilitates all of these, and they form the first level of Maslow's hierarchy. The second level is social stability and employment. The final level is self-actualization, spirituality, things that are less essential but still important.*

Samia: *During lockdown, everyone was asked to stay at home and essential workers were asked to continue working, but people without homes, in France and around the world, were almost completely forgotten about.*

Vincent: *What happened in France with regard to the issue of homelessness—which was quite surprising—was that all of a sudden a lot of hotel rooms were made available. The fear of the epidemic created a very significant decrease in the number of people on the streets. We were almost acting on a “Un chez-soi d'abord” (Housing First) policy, but in an inferior way, you might say. However, for people living in large squats and for the Roma population, the lack of care was particularly shocking. And the government did not take into account the fact that when you confine people in lockdown, it is not enough to offer them housing, you must also offer them food and social links. What struck me was how difficult it was for the state to do public health care. In emergency situations, when it is led to want to do things, even if there is a political will to do so, there are jurisdictional problems. I am talking here about the French system, the organizing body that is the National Public Health Agency, which I worked in during this crisis.*

d'un coup, plein de chambres d'hôtel ont été mises à disposition. La peur de l'épidémie a créé une diminution très importante du nombre de personnes à la rue. On était presque sur une politique de « *Un chez-soi d'abord* » mais de manière dégradée, on va dire. Par contre, pour les personnes qui vivent dans les grands squats et pour les Roms, la non-prise en charge a été particulièrement choquante. Et le gouvernement n'a pas pris en compte le fait que, lorsqu'on confine des gens, il ne suffit pas de leur proposer un logement, il faut aussi leur proposer de la nourriture et du lien social. Ce qui m'a marqué, c'était la difficulté qu'avait l'État à faire de la Santé Publique. Dans des situations d'urgence, quand il est amené à vouloir faire des choses, même s'il existe une volonté politique, il y a des problèmes de compétence. Je parle là du système français, de l'organe organisateur qu'est l'Agence nationale de santé dans laquelle j'ai travaillé pendant cette crise. Je l'ai trouvée particulièrement inefficace et inopérante. Principalement parce que nous n'avons pas valorisé l'expérience – la fameuse expérience – que l'on valorise pourtant dans cet établissement. En effet, les gens qui travaillent dans cette Agence nationale de santé ont passé leur vie dans des bureaux et sont très éloignés, pour la majorité d'entre eux, des réalités de terrain. Les acteur·rice·s de santé publique de terrain représentent un métier très minoritaire dans le système de santé français et on les oublie, alors que la santé publique ne peut pas se passer d'une expérience de terrain. Je pense que c'est cela que nous a montré le confinement.

—
Cette conversation a été effectuée le
03 Juillet 2020

I found it particularly ineffective and inoperative. Mainly because it does not value the experience—the famous experience—that is valued in this institution, and because the people working for the National Public Health Agency have spent their lives in offices and are, for the most part, very far removed from the realities on the ground. Public health workers in the field represent a very minority profession in the French health care system and they are forgotten about, even though public health cannot forego experience in the field. I think that this is what lockdown has shown us.

—
*This conversation was held on
July 03, 2020*

Edited and compiled by JEAN KHALFA AND
ROBERT J.C. YOUNG, translated by STEVEN CORCORAN

FRANTZ FANON ALIENATION AND FREEDOM



A high-contrast, black and white close-up portrait of Frantz Fanon. He is looking slightly upwards and to the left, with a serious and contemplative expression. The lighting is dramatic, with deep shadows on the right side of his face and forehead, and highlights on his nose, cheekbones, and lips. The texture of his skin and the intensity of his gaze are prominent features.

frantz fanon
écrits sur l'aliénation
et la liberté

textes réunis, introduits et présentés
par jean khalfa et robert young

éditions la découverte

VENDREDI 13

« MAIS CES PERSONNES RÉPONDAIENT :
“MA MAISON, C’EST LA RUE ET
L’ENDROIT OÙ JE DORS EST FERMÉ LA
JOURNÉE, JE NE PEUX Y RETOURNER
QUE LE SOIR.” »

*“BUT THESE PEOPLE WOULD RESPOND:
MY HOUSE IS THE STREET AND
THE PLACE WHERE I SLEEP IS CLOSED
DURING THE DAY, I CAN ONLY GO
BACK THERE IN THE EVENING.”*

Monique Blanc et Bernard Nos sont cofondateur.rice.s de l'Association Vendredi 13 à Marseille.

Monique Blanc and Bernard Nos are the cofounders of the non-profit organization Vendredi 13 in Marseille.

Samia : Quelle est la mission de Vendredi 13?

Bernard : La principale activité de l'association concerne le public de la rue, que l'on appelle sans domicile fixe ou sans-abri. Nous allons en maraude sur les lieux de vie de ces personnes. Tous les soirs de la semaine, sauf le dimanche, nous sortons avec des bénévoles et des véhicules. Par le biais d'un sac d'urgence qu'on distribue aux personnes, on crée du lien avec elles. Avec les travailleurs sociaux et les travailleuses sociales, Monique assure tout le lien social des personnes qui en ont besoin et que l'on rencontre dans la rue. Nous faisons aussi de l'aide alimentaire directe pour les associations de quartier, à qui nous livrons des palettes de produits de base qu'elles distribuent ensuite aux familles en difficulté. Depuis plusieurs années, nous apportons également une aide alimentaire aux étudiant.e.s de la faculté des sciences de Luminy. Nous faisons aussi ce que l'on appelle de « l'aide au logement » : on récupère des meubles, du mobilier, de la vaisselle et de l'électroménager chez des particuliers qui les proposent et on équipe directement les familles qui s'installent dans de petits logements. Nous avons aussi un accueil de nuit¹ pour sans-abris basés sur Marseille et créé à la demande du Département des Bouches-du-Rhône. On gère ce bâtiment depuis le 22 janvier 2020. Pour vous donner une petite idée, on a dépassé les 7 000 nuitées depuis le 22 janvier. L'accueil de nuit se termine le 14 juin : il n'était prévu de fonctionner que durant la période hivernale, mais on a largement dépassé ce cadre puisque cela a été prolongé jusqu'au mois de juin, notamment à cause de la crise du COVID-19.

Samia : Et c'est financé par le Département ?

Bernard : La particularité de l'association, c'est que nous ne sommes pratiquement que des bénévoles. Avant la pandémie, nous étions déjà deux-cents bénévoles et cent-trente nouvelles personnes bénévoles sont arrivées pendant la crise du COVID-19. Nous n'avons officiellement que trois salarié.e.s, en insertion professionnelle, embauché.e.s via des contrats aidés par l'État, qui prend en charge une grande partie des charges sociales et des salaires. Nous sommes subventionné.e.s pour exercer. Une bonne partie de nos subventions provient du département des

Samia: What is the mission of Vendredi 13?

Bernard: The organization's core activities concern people living on the street, also known as homeless people or those with no fixed abode. We go on patrols around the places where these people live. We go out with volunteers and vehicles every night of the week except Sunday. The emergency bags we distribute help us to establish a connection with people. Monique works with social workers to deal with everything to do with social care for the people we meet on the street that need it. We also do direct food aid for neighborhood associations, we deliver pallets of basic products to them that they then distribute to families in difficulty. For several years now, we have also been providing food aid to students at the Faculty of Science in Luminy. We also do what we call "housing assistance": we collect furniture, furnishings, crockery, and household appliances from individuals who want to donate them and we provide them directly to families who are moving into small housing units. We also have a night shelter¹ for homeless people based in Marseille, which was created at the request of the Bouches-du-Rhône Département. We have been managing this property since January 22, 2020. Just to give you an idea of the situation, we have exceeded 7,000 overnight stays since January 22. The night shelter will close on June 14: it was only supposed to be open during the winter period, but we have gone far beyond this initial plan because it was extended until June, mainly due to the COVID-19 crisis.

Samia: And it's funded by the Département?

Bernard: What is distinctive about our organization is that almost all of us are volunteers. We already had two hundred volunteers before the pandemic and then a hundred and thirty new volunteers arrived during the COVID-19 crisis. Officially, we only have three salaried employees, who work in professional integration and were hired through contracts subsidized by the state, which covers a large part of our social costs and salaries. We run on subsidies. A significant proportion of our funding comes from the Bouches-du-Rhône Département, and another considerable part comes

⁽¹⁾ Les accueils de nuit sont des hébergements d'urgence dont le principe est l'accueil des personnes sans-abri pour une nuitée.

⁽¹⁾ Night shelters are emergency shelters designed to welcome homeless people for the night.

Bouches-du-Rhône et une autre partie, de la préfecture – donc de l'État – qui finance la quasi-totalité de notre fonctionnement. Nous recevons également des dons privés mais, sans les subventions, nous ne pourrions pas exister. Et il faut aussi valoriser le travail des bénévoles, parce qu'on dit souvent que le bénévolat, ça ne coûte rien, mais ce n'est pas vrai. Rien que l'année dernière, dans notre comptabilité pour la période d'activité 2019, nous avons valorisé l'équivalent de 300 000 euros correspondant à 200 000 heures de bénévolat dans notre association. Donc si cette activité existe, c'est aussi grâce aux bénévoles.

Samia : Quelle est la différence entre « l'accueil de jour » et « l'accueil de nuit » ?

Monique : Un accueil de jour reçoit les personnes qui viennent prendre une douche la journée. Nous avons désormais un accueil de nuit pour les personnes sans-abri qui viennent prendre un petit repas et dormir au chaud, en sécurité. La gestion de cet accueil de nuit nous a été proposée par le Département qui souhaitait ouvrir un hébergement d'urgence dans l'un de ses bâtiments. Au début, nous n'étions absolument pas organisé·e·s pour ça mais nous nous sommes débrouillé·e·s. Ça devait démarrer le 22 janvier et se terminer le 31 mars 2020, initialement mais ça a été prolongé jusqu'au 30 avril et finalement, dimanche prochain, le 14 juin, ce sera la dernière nuit.

Bernard : L'accueil de nuit dans fait partie du plan hivernal sur le territoire, qui permet de mettre les gens à l'abri pendant l'hiver. Mais avec COVID-19, on a prolongé cet accueil jusqu'au mois de juin. Notre accueil est inconditionnel, c'est-à-dire que l'on reçoit tout le monde dans le cadre des activités, que ce soit l'aide alimentaire ou la nuitée d'hébergement, sauf dans les cas particuliers de personnes ingérables – par exemple, des personnes qui auraient des problèmes d'addiction. C'est quand même un lieu de repos pour la nuit. Les personnes sont dirigées vers notre accueil de nuit par le SAMU social² de Marseille qui assure le transport des personnes et de ses équipes mobiles de travailleurs sociaux et de travailleuses sociales. En fait, nous sommes une passerelle entre ces professionnel·le·s et l'hébergement de nuit. Notre hébergement avait une durée illimitée.

Samia : Ce public de la rue était jeune, âgé, masculin, féminin... ou mixte ?

Bernard : Nous avons reçu toutes sortes de publics, des hommes en majorité mais aussi des femmes, des couples et des familles pendant un certain temps. La particularité

from the prefecture — so from the state — which finances almost all of our operations. We also receive private donations, but without the subsidies we could not exist. And we also mustn't underestimate the value added by the work of our volunteers; it is often said that volunteering costs nothing, but that is not true. Last year alone, in our accounts for the 2019 period, we valued 200,000 hours of volunteer work in our organization at the equivalent of 300,000 euros. So the fact that we are able to do our work is also thanks to our volunteers.

Samia: What's the difference between a "day center" and a "night shelter"?

Monique: A day center welcomes people who come to take a shower during the day. We now have a night shelter for homeless people who can come and have a light meal and sleep in a warm and safe place. We were asked to manage this night shelter by the Département, who wanted to provide emergency accommodation in one of their buildings. In the beginning, we weren't organized to do this at all, but we managed. It was initially supposed to start on January 22 and end on March 31, 2020, but it was extended until April 30, and now next Sunday, June 14, will be the last night.

Bernard: The night shelter is part of the region's winter plan, which enables people to have access to shelter during the winter. Because of COVID-19, however, we have kept the shelter open until June. Our shelter is unconditional, meaning that our work is open to everyone, whether it's food aid or overnight shelter, except for exceptional cases of unmanageable people—for example, people with addiction problems. Anyway, it's a place to rest for the night. People are referred to our night shelter by the SAMU Social² in Marseille, which provides transportation for people and its mobile teams of social workers. In fact, we are a kind of bridge between these professionals and overnight accommodation. Our accommodation had an unlimited duration.

Samia: Were these people living on the street young, old, male, female, or a mixture?

Bernard: We hosted all kinds of people, mostly men but also women, couples, and families for a while. What is unique about our night shelter is that we also welcomed pets, so if a person arrived with a dog or two, they could keep them in their room. We were the only ones to do that. You've got to understand that these people do not want to be separated from their pets

² Le SAMU (Service d'Aide Médicale Urgente) social est un ensemble d'associations non gouvernementales venant en aide aux personnes démunies selon une méthode consistant à aller à la rencontre des grand·e·s exclus et des personnes très désocialisées lors de « maraudes ».

² The SAMU (Service d'Aide Médicale Urgente; Urgent Medical Aid Service) Social is a group of non-governmental associations that help the impoverished following a method that consists of going to meet the most excluded and marginalized people during "marauds" (ambulatory patrols).

de notre accueil de nuit, c'est que nous recevions aussi l'animal de compagnie, c'est-à-dire que si la personne arrivait avec un ou deux chien·ne·s, elle pouvait les garder dans sa chambre. Nous étions les seul·e·s à faire ça. Il faut savoir que ces personnes ne veulent pas se séparer de leurs animaux et qu'elles préfèrent rester dans la rue plutôt que de rester sans leurs chien·ne·s.

Monique : Le fait d'accepter les animaux à l'accueil de nuit, c'est un énorme soulagement pour les personnes qui vivent avec leur chien·ne·s toute la journée et qui ne le·a laisseront jamais pour se mettre à l'abri, ni même pour se faire soigner. D'ailleurs, nous avons un partenariat avec la Société Protectrice des Animaux³ [SPA] sur Marseille. Les chien·ne·s sont suivi·e·s, soigné·e·s, équipé·e·s de puces électroniques et opéré·e·s par la SPA, sur l'orientation de Vendredi 13.

Samia : Pour comprendre un peu mieux l'utilisation des rues et la composition des quartiers de Marseille, est-ce que vous pouvez nous dire où ces personnes aiment le plus être ?

Monique : Marseille fait deux cent quarante kilomètres carrés. Il y a des quartiers où la quasi-totalité des associations est absente, parce qu'il n'y a qu'une ou deux personnes à la rue. Dans d'autres quartiers, au contraire, il y a beaucoup de monde. Nous ne sommes pas là pour faire du chiffre mais pour aider les personnes. Dans la semaine, nous parcourons toute la superficie de la ville de Marseille. Il y a du travail de mise en relation de ces personnes à faire. Si ces personnes ont disparu ou qu'elles sont malades, il faut se mettre en relation avec le ou la travailleur·se sociale qui, justement, pourra intervenir.

Samia : Oui mais, comme dans toutes les villes du monde, les quartiers sont le reflet des classes sociales et les personnes qui vivent dans la rue préfèrent certainement rester là où elles se sentent le mieux accueillies. Il y a peut-être ce genre de quartiers à Marseille ?

Bernard : C'est vrai qu'il y a une forte concentration de notre public dans le centre-ville de Marseille : au Vieux Port, sur la Canebière⁴ et dans les rues limitrophes de ce secteur-là. Il y a ce qu'on appelle les quartiers sud, aussi, où se trouvent la Corniche et les plages : là-bas aussi il y a du monde, parce que c'est un peu plus sympathique, certainement, d'aller passer la nuit au bord de la mer ou dans les bosquets aux abords des plages. Comme le dit Monique, c'est vrai qu'il y a des quartiers, comme les quartiers nord, où la situation est inversée : on y trouve

and that they would rather stay on the street than stay without their dogs.

Monique: *The fact that we accept animals at the night shelter is a huge relief for people who live with their dog all day long and would never leave them to seek shelter or even treatment. In fact, we have a partnership with the Société Protectrice des Animaux (SPA)³ in Marseille. The dogs are monitored, cared for, receive electronic chips, and are operated on by the SPA under the guidance of Vendredi 13.*

Samia: *To help us better understand how the districts of Marseille are composed and what different streets are used for, can you tell us where these people like to be the most?*

Monique: *Marseille covers two hundred and forty square kilometers. There are neighborhoods where almost no charities operate because there are only one or two people on the street. In other neighborhoods, on the contrary, there are a lot of people. We're not here to put a figure on the number of homeless people but to help them. During the week, we travel all over the city of Marseille. There is work to be done to connect with these people. If they have disappeared or are ill, you have to get in touch with their social worker who will be able to intervene appropriately.*

Samia: *Yes, but—as in every city in the world—neighborhoods are a reflection of different social classes, and surely people living on the streets prefer to stay where they feel most welcome. Perhaps this kind of neighborhood exists in Marseille?*

Bernard: *It is true that there is a high concentration of our target group in the city center of Marseille: in the Vieux-Port, on La Canebière,⁴ and in the streets surrounding this area. There are also what we call the southern districts, where you can find the Corniche and the beaches: you can find people there too, because it's obviously a little more pleasant to spend the night by the sea or in the groves near the beaches. As Monique says, it's true that there are neighborhoods, like the northern districts, where the situation is reversed: there are people there who have obvious needs, but nobody goes to meet them. Our goal is to meet people who are not being monitored.*

Samia: *At first, when the lockdown was announced, people living on the streets were forgotten. But thanks to*

⁽³⁾ La Société Protectrice des Animaux de Marseille-Provence est une association reconnue d'utilité publique, choisie par la Ville de Marseille pour être prestataire du marché de la fourrière animale.

⁽⁴⁾ Le Vieux Port est situé au centre de la ville et la Canebière est un grand boulevard qui le prolonge. Les quartiers nord et les quartiers sud sont situés de part et d'autre de la Canebière.

⁽⁵⁾ La Société Protectrice des Animaux de Marseille-Provence is a recognized public-interest organization chosen by the City of Marseille to run its animal shelters.

⁽⁴⁾ The Vieux-Port is located in the center of the city and La Canebière is a major boulevard extending from it. The northern and southern districts are located on either side of La Canebière.

pourtant des personnes dont on détecte les besoins mais personne ne va à leur rencontre. Notre but, c'est de rencontrer des personnes qui n'ont pas été suivies.

Samia : Au début, quand le confinement a été annoncé, les personnes qui vivaient dans les rues ont été oubliées. Mais grâce aux demandes des travailleurs et travailleuses sociaux·ales, la mairie a accepté de prendre en charge l'hébergement des personnes les plus démunies.

Bernard : J'ai une anecdote à ce sujet. Au début, la police contrôlait les personnes qui étaient dehors, il fallait produire une attestation avec une raison officielle pour sortir de chez soi. Nous avons beaucoup de personnes hébergées à notre accueil de nuit. Évidemment, quand l'accueil de nuit fermait en début de matinée, ils retournaient dans leur maison, donc dans la rue, et la police leur demandait une attestation dérogatoire. Mais ces personnes répondaient : «ma maison, c'est la rue et l'endroit où je dors est fermé la journée, je ne peux y retourner que le soir.» Beaucoup de personnes ont été confrontées à cette situation au début, et puis ça s'est calmé peu à peu.

Monique : Ce public est tout en bas de l'échelle sociale, il passe malheureusement toujours en dernier et n'intéresse personne. On ne fait pas assez de publicité à ces personnes alors qu'elles vivent de véritables drames humains. Mais elles n'intéressent pas l'Économie puisqu'elles ne rapportent rien. Ce sont des équipes de travailleurs et de travailleuses sociaux·ales et des bénévoles qui s'occupent de ces gens-là. C'est un public qui n'enrichit personne donc ce n'est pas la priorité du système. En France, c'est aberrant qu'il y ait autant de sans-domiciles.

Samia : Vous avez parlé de l'aide au logement. Comment se passe cette aide ?

Monique : Les bâtiments voués au logement ne peuvent pas être proposés pour les activités. Ce sont des bâtiments gérés soit par des réseaux, soit par des structures comme Adoma⁵, qui construit des résidences sociales. Nous avons aussi beaucoup de petit·e·s bailleur·se·s qui possèdent de tout petits appartements et qui se font connaître auprès des structures, justement pour donner l'accès à un appartement à des personnes qui n'ont rien. Mais nous travaillons toujours avec les travailleurs et les travailleuses sociales. Ils trouvent des appartements que nous, nous aidons à aménager. Et qui dit «aménager» dit d'abord «déménager» des appartements pour en réaménager d'autres.

Bernard : Cet hébergement provisoire en accueil de jour était situé dans un bâtiment de 1 500 mètres carrés,

the demands of social workers, the city council agreed to take charge of housing the poorest people.

Bernard: I have a story about this. In the beginning, the police were carrying out checks on people who were outside, you had to produce a form with an official reason for leaving the house. We had a lot of people staying at our night shelter. Of course, when the night shelter closed early in the morning, they would go back to their house—the street—and the police would ask them for this special form. But these people would respond: "my house is the street and the place where I sleep is closed during the day, I can only go back there in the evening." A lot of people faced this situation in the beginning, and then it calmed down gradually.

Monique: These people are at the very bottom of the social ladder; unfortunately, they always come last and nobody is interested in them. We don't pay enough attention to these people and they are living real human dramas. But they are not of interest to the economy because they don't earn anything. Teams of social workers and volunteers are the ones taking care of these people. This is a group of people that doesn't make anyone wealthy, so they are not a priority to the system. It is ridiculous that there are so many homeless people in France.

Samia: You mentioned housing assistance. How does this work?

Monique: Buildings allocated to housing cannot be used for business activities. These are buildings managed either by networks or by organizations such as Adoma,⁵ which builds social housing. We also have a lot of independent landlords who have very small apartments and who make themselves known to organizations so that people who have nothing can access an apartment. But we always work with social workers. They find apartments that we help to furnish. And when we say "furnish," we mean first of all emptying some apartments to then fill others.

Bernard: This temporary accommodation at the day shelter was located in a 1,500-square-meter building, while the night shelter that was offered to us had rooms of eight square meters, because they were former office buildings and not initially suitable to live in. Naturally, there are safety regulations and temporary security arrangements, and it is, of course, for a limited period of time. There are many institutional buildings available, whether they belong to the prefecture, the Département,

¹⁵ Adoma (ex-Société nationale de construction de logements pour les travailleurs algériens (SONACOTRAL) et puis Société nationale de construction de logements pour les travailleurs (SONACOTRAI), est une société d'économie mixte française dont le capital est détenu par des acteurs publics. Elle est chargée de construire et gérer un grand nombre d'habitats à vocation sociale. Elle gère plus de 71 000 places de logement en France.

¹⁵ Adoma (formerly the Société nationale de construction de logements pour les travailleurs algériens (SONACOTRAL) and then the Société nationale de construction de logements pour les travailleurs (SONACOTRAI) is a French semi-public company whose capital is publicly held and is responsible for building and managing a large amount of social housing. It manages more than 71,000 housing units in France.

tandis que l'accueil de nuit que l'on nous a proposé avait des chambres de huit mètres carrés de surface, parce qu'il s'agissait d'anciens bâtiments de bureaux, non adaptés au logement à la base. Il y a bien des consignes de sécurité et des mises en sécurité provisoires et c'est, évidemment, pour une durée limitée. Il y a beaucoup de bâtiments institutionnels disponibles, qu'ils appartiennent à la préfecture, au Département ou à la Région. Les salarié·e·s ont déménagé dans d'autres locaux et le bâtiment reste vacant. On pourrait tout à fait, avec des financements adéquats, aménager ces bâtiments pour en faire des résidences sociales pour les personnes dans le besoin. Cela demande des financements pour les mettre aux normes.

Monique : Là, ça bouge un petit peu parce que cette histoire de COVID-19 a permis une prise de conscience : il faut se préoccuper de ce public.

Samia : Vous avez donc aussi créé des liens avec ces personnes qui sont restées avec vous depuis le début ?

Monique : Au début, nous sommes passé·e·s par la plateforme du 115⁶ et c'était très dur de créer des liens dans ce cadre. Ensuite, nous sommes passé·e·s par de petites équipes mobiles qui travaillent dans la rue et qui créent du lien avec des personnes qu'elles rencontrent et qui sont en demande. Donc c'était beaucoup plus facile, ensuite, de mettre les personnes en relation avec leur travailleur ou travailleuse social·e de référence pour réaliser un suivi, parce que nous, notre action était provisoire. Mais il y a beaucoup de personnes qui n'ont aucun suivi, aucun travailleur ni travailleuse social·e. Elles n'ont rien du tout et sont complètement isolées. Donc de manière plus aboutie, le but de notre projet, ce serait justement d'éviter que des personnes soient totalement isolées au niveau social. Parce que ça n'est pas une situation tenable : elles perdent leurs droits. Quand on est dans cette situation, on baisse les bras et on n'a plus envie. Il y a aussi une population âgée en très grande précarité.

Samia : Ces personnes âgées en très grande précarité, où est-ce qu'elles vivaient avant de se retrouver dans la rue ? Vous pensez que ce sont des travailleurs du bâtiment qui vivaient par exemple dans des hôtels meublés ou des logements Adoma (autrefois SONACOTRAL⁷ et puis SONACOTRA) ?

Bernard : Pas forcément. Souvent, ce sont des personnes qui ont de très petites retraites ou de petits revenus et une fois qu'elles ont payé leur loyer, il ne leur reste plus rien ou pas grand-chose pour vivre. Il faut compter que le loyer coûte entre 500 et 600 euros par mois, c'est presque la même somme que leur revenu.

or the Region. Employees have moved to other premises and the building remains vacant. With adequate funding, it would be entirely possible to convert these buildings into social housing for people in need. Funding is required to bring them up to standard.

Monique: Things are starting to happen on this front, because this COVID-19 situation has raised awareness: we need to care about these people.

Samia: And so you've established relationships with these people who've been with you since the beginning?

Monique: In the beginning, we would go through the 115⁶ platform and it was really hard to connect with people through this system. Then we went through small mobile teams working on the street that connect with people they meet who are in need. So it was much easier to put people in touch with their reference social worker for a follow-up, because our intervention was temporary. But there are a lot of people who have no one to monitor them, no social worker. They have nothing at all and are completely isolated. So, ideally, our project would prevent people from becoming completely socially isolated. Because this is not a tenable situation: these people are losing their rights. When you're in that situation, you give up and you don't want to go on any more. We also have an elderly population in a very precarious situation here.

Samia: These elderly people in very precarious situations, where did they live before they found themselves on the street? Do you think they were construction workers who lived in rooming houses or in Adoma housing (formerly SONACOTRAL and then SONACOTRA),⁷ for example?

Bernard: Not necessarily. Often these are people with very small pensions or small incomes and once they have paid their rent, they have little or nothing left to live on. You've got to take into account that rent costs between 500 and 600 euros per month, which is almost the same amount as their income.

Monique: These people will never go and pick up a food parcel. We have a lot of elderly women, widows, whose husbands worked as laborers and who are living on their husbands' half pension. They keep all their problems to themselves, because they do not know who to turn to, and then it ends up being

⁶ En France, le 115 est un numéro vert national d'assistance et d'orientation pour les personnes sans-abri.

⁷ Fondée dans le contexte de la guerre d'Algérie, la mission de la SONACOTRAL était de construire des foyers pour les travailleurs algériens et de les encadrer. Voir note numéro 5.

⁶ In France, 115 is a national freephone number for assistance and guidance for homeless people.

⁷ Created in the context of the Algerian War, the SONACOTRAL's mission was to build shelters for Algerian workers and oversee them. See footnote number 5.

Monique : Ces personnes n'iront jamais chercher un colis alimentaire. On a beaucoup de dames âgées, veuves, dont le mari a travaillé comme ouvrier et qui vivent avec la demie retraite de leur époux. Elles gardent tous leurs problèmes pour elles, parce qu'elles ne savent pas à qui s'adresser et puis c'est la catastrophe. C'est pour ça que le Département a ouvert des Maisons du bel âge⁸. Il y en a dans tous les quartiers de Marseille et on y trouve cette population-là aussi. À travers les Maisons du bel âge, on va pouvoir repérer des personnes dans le besoin et aller leur porter des colis alimentaires.

Samia : Les ouvrier·e·s et les travailleur·se·s, surtout Algérien·ne·s, qui ont été amené·es, dans les années 1950, 1960, 1970, à construire la France après les destructions de la Seconde Guerre Mondiale – il·elle·s ont participé aux Trente Glorieuses – n'étaient pas tous·tes déclaré·e·s. Beaucoup d'entre eux·elles ont eu des problèmes financiers accrus bien qu'ils·elles aient travaillé toute leur vie. Et puis maintenant, ils·elles se retrouvent très âgé·e·s, sans argent et surtout humilié·es vu qu'il·elle·s ne peuvent pas entrer dans leur pays d'origine sans argent après toutes ces années.

Bernard : C'est ceux qu'on appelle les « Chibanis » chez nous. À Marseille, il y en a beaucoup.

Monique : Oui, forcément, ça reste une population historiquement liée à la France. Les ancien·ne·s ont des liens très forts avec la France et la France a des devoirs aussi envers eux·elles, évidemment. Mais il y en a vraiment très peu dans la rue. Il·elle·s sont logé·e·s chez Adoma, où on trouve aussi d'autres personnes avec des petits moyens ou une pension d'invalidité.

Bernard : À l'époque, les foyers Adoma étaient insalubres, c'était des petites chambres où les personnes dormaient à plusieurs et les toilettes étaient communes. Aujourd'hui ce n'est plus comme cela.

Samia : J'ai visité une résidence Adoma à Belsunce⁹. Les petites chambres font toujours huit mètres carrés et les toilettes sont communes.

Ce qui est aussi important dans ce que vous dites, c'est le travail des bénévoles. Vous avez dit que, pendant le confinement, vu que les gens étaient obligés de rester chez eux, des personnes se sont présentées comme bénévoles. Vous avez fait des appels ?

Bernard : Pas du tout. Ces personnes sont venues d'elles-mêmes.

a disaster. That's why the Département has opened the Maisons du bel âge.⁸ They are found in every district of Marseille, and you can find this group there, too. The Maisons du bel âge, help us to identify people in need and to bring them food parcels.

Samia: Not all of the workers and laborers, especially Algerians, who were brought to reconstruct France after the destruction of the Second World War in the 1950s, 1960s and 1970s—they took part in the Les Trentes Glorieuses—were declared. Many of them had accumulated financial problems even though they had worked all their lives. And now they find themselves very old, without money, and above all humiliated, since they cannot return to their home countries without money after all these years.

Bernard: Those are the ones we call “Chibanis” here. In Marseille, there are a lot of them.

Monique: Yes, of course, this is a community that is historically linked to France. The elders have very strong ties with France and France has duties toward them too, obviously. But there are really very few of them in the streets. They live in Adoma housing, where there are also other people with small means or who have a disability pension.

Bernard: Adoma residences used to be unsanitary with several people sleeping in each small room and communal toilets. It's no longer like that nowadays.

Samia: I visited an Adoma residence in Belsunce.⁹ The small rooms are always eight square meters and the toilets are communal.

What is also important about what you are saying is the work of volunteers. You said that during lockdown, when people were forced to stay at home, they came forward as volunteers. Did you make any appeals?

Bernard: Not at all. These people came of their own accord.

Monique: After this, we started to be quite well-known around Marseille and communicate a lot on social networks. A journalist put my phone number on one of these networks and in less than a week, we had on hundred and thirty volunteers, it was crazy. After lockdown ended, about thirty of those one hundred and thirty volunteers stayed.

⁸ La proposition des Maisons du bel âge consiste à créer un guichet unique pour les personnes âgées et les aidant·e·s.

⁹ Belsunce est un quartier très populaire du centre-ville (1^{er} arrondissement) de Marseille, situé entre le Vieux Port, la Canebière et la gare Saint-Charles.

⁸ The idea behind the Maisons du bel âge is that they are a sort of “one-stop shop” for the elderly and their carers.

⁹ Belsunce is a very working-class district in the city center (1st arrondissement) of Marseille, located between the Vieux-Port, La Canebière and the Saint-Charles train station.

Monique : Après, on commence à être connu sur Marseille et on communique beaucoup sur les réseaux sociaux. Une journaliste a mis mon numéro de téléphone sur l'un de ces réseaux et en moins d'une semaine, on a récupéré cent-trente bénévoles, c'était de la folie. Après le déconfinement, une trentaine de ces cent-trent bénévoles est restée.

Samia : Comment avez-vous réagi et travaillé pendant le confinement, par rapport à la protection sanitaire ?

Bernard : La première chose, c'est que la préfecture nous a fourni toutes les notes de services de l'État par rapport aux gestes barrières : on a été bien informé de tout. La préfecture nous a aussi fourni les masques, les gants, le gel et même le savon. Les après-midis, lors des maraudes avec les véhicules, tout le monde était équipé. Je pense que les gens, même les plus jeunes, étaient conscients qu'il fallait se protéger soi-même et protéger les autres. D'ailleurs, nous avons changé notre mode de travail lors des distributions alimentaires de l'après-midi : on se contentait d'approcher la personne pour lui donner le sac avec la distance nécessaire et on n'avait pas trop la possibilité de discuter avec elle, car il fallait se tenir un peu loin les uns des autres. Tout le monde s'est impliqué et la preuve, c'est qu'il n'y a pas eu de cas chez nous.

Monique : Moi, je suis restée confinée mais j'ai travaillé de chez moi. J'ai fait du bénévolat en télétravail, jusqu'à douze heures par jour de travail pour gérer tous les bénévoles et répartir les activités, pour tou-te-s les appels téléphoniques que je recevais (cent cinquante appels par jour), les demandes et les besoins, etc. Si je n'avais pas été confinée, je n'aurais peut-être pas pu gérer tout ça.

Samia : Et quel est le moment qui vous a vraiment le plus marqué, pendant cette période ?

Monique : Ce qui m'a le plus marqué, c'est le début du confinement. Les temps d'après, c'était une grande logistique mais ça tournait, alors qu'au début, on ne savait même pas comment faire. Il fallait prendre des décisions chaque minute : il faudrait faire ça, on va faire comme ça... On se téléphonait beaucoup. On a lancé les maraudes de jour dans l'urgence parce qu'on s'est dit qu'il fallait faire vite. Nous avons vécu une période d'urgence alimentaire et alors franchement, je vais avoir soixante-treize ans et jamais je n'aurais imaginé connaître ça. On était en urgence alimentaire. Ce n'est pas comme en temps de guerre, parce qu'en temps de guerre, il n'y a plus rien. Alors que, même durant cette période, des denrées étaient jetées. Donc, je pense qu'il faut un peu revoir notre façon de vivre.

Bernard : Moi, ce qui m'a beaucoup marqué, c'est la réactivité qu'on a eue. On se voyait au local, on se

Samia: What was it like working during the lockdown in terms of protective equipment?

Bernard: The first thing is that the prefecture provided us with all the government memos regarding protective measures: we were well informed of everything. The prefecture also provided us with masks, gloves, hand gel, and even soap. In the afternoons, during our vehicle patrols, everyone was equipped. I think that people, even the youngest, were aware that they had to protect themselves and others. We also changed our way of working during the afternoon food distributions: we made do with simply approaching the person to give them their bag while keeping the necessary distance. We didn't really have the opportunity to talk with them because we had to stay away from each other. Everybody played their part and the proof of this is that we didn't have any cases of COVID-19.

Monique: I stayed at home during lockdown but I worked from there. I volunteered remotely for up to twelve hours a day to manage all the volunteers and to delegate activities, and to answer all the phone calls I was receiving (one hundred and fifty calls a day), requests, and requirements, etc. If I had not been at home, I might not have been able to manage all of this.

Samia: And what was your most memorable moment during this period?

Monique: What struck me the most was the beginning of lockdown. Afterwards, it was still a huge logistical challenge, but it was going well, whereas at the beginning, we didn't even know what to do. We had to make decisions every single minute: we ought to do this, we're going to do that... We talked on the phone a lot. We started daytime patrols in a hurry because we thought we had to act quickly. We went through a period where there was a real food emergency and frankly, I'm about to turn seventy-three and I never imagined I'd experience that. We were in a food emergency. It wasn't like in wartime, because in wartime there's nothing at all left, whereas during this period, food was still being thrown away. So I think we have to reassess our way of life a little bit.

Bernard: What really struck me was the responsiveness we had. We met on our premises, we talked on the phone, we made decisions, it was all very quick. And also the commitment of the people who helped us. There was a phenomenal commitment, thirty to forty people in the warehouse at the same time, it was a beehive. Everyone was eating together; everyone was motivated, there was a great atmosphere despite the crisis and the difficulties. Within a week, everything was organized and running like clockwork. And that's not always easy to do.

parlait au téléphone, on prenait des décisions, ça allait très vite. Et aussi, l'engagement des personnes qui nous ont aidé·e·s. Il y a eu un engagement phénoménal, trente à quarante personnes dans l'entrepôt en même temps, c'était une ruche. Tout le monde mangeait ensemble, tout le monde était motivé, il y avait une super ambiance malgré la crise et les difficultés. En une semaine, l'organisation était pliée et ça tournait comme une horloge. Et ça, ce n'est pas évident à assurer.

Monique : Il y a trop de monde dans le besoin. En temps normal, c'est planifié, il y a un roulement. Mais là, d'un seul coup, il y a eu beaucoup de personnes en même temps et c'était compliqué.

Monique: *There are too many people in need. Usually, it's planned, there's a kind of turnover. But with this there were suddenly a lot of people at the same time and it was complicated.*

—
*This conversation was held on
June 11, 2020*

—
Cette conversation a été effectuée le
11 Juin 2020













POLICER

POLICE OFFICER

« DANS UNE CITÉ, VOUS AVEZ TOUJOURS
UN BUSINESS. PAS SEULEMENT
À MARSEILLE MAIS DANS TOUTE LA
FRANCE. UNE CITÉ ABRITE ESSENTIEL-
LEMENT UN TRAFIC DE STUPÉFIANTS.
C'EST COMME UNE ENTREPRISE. »

*“IN THE HOUSING ESTATES, YOU
ALWAYS HAVE A BUSINESS. NOT JUST
IN MARSEILLE, BUT ALL OVER FRANCE.
A HOUSING ESTATE ESSENTIALLY
PROVIDES A HOME FOR DRUG TRAF-
FICKING. IT'S LIKE A COMPANY.”*

Policier en civil à Marseille.

Plainclothes police officer in Marseille.

Samia : En quoi consiste votre travail quotidien ?

Policier : Je travaille en civil et je fais des contrôles en matière de délinquance, c'est-à-dire tout ce qui est lié à la violence, au trafic de stupéfiants, au vol et ses dérivés, aux infractions routières et aux grandes manifestations.

Samia : Vous avez une arme, j'imagine ?

Policier : J'ai une arme, des menottes, un pistolet mitrailleur, un pistolet à impulsion électrique que l'on appelle « taser », une matraque télescopique, des bombes aérosol lacrymogènes et des grenades lacrymogènes. Et bien sûr, un véhicule et une radio.

Samia : Vous tournez en équipe ?

Policier : Nous tournons au minimum à trois et au maximum à cinq, en voiture ou à pied.

Samia : Et comment se passe une journée type ?

Policier : On arrive dans notre commissariat, on s'équipe, on prend le matériel, le véhicule et on part en patrouille dans les quartiers nord, les quartiers sud ou le centre-ville.

Samia : Et chaque officier et officière patrouille dans une zone précise ou ça change de temps à autre ?

Policier : Non, on ne change plus. Avant, ça changeait mais maintenant, on a tou-te-s été sectorisé-e-s.

Samia : Mais si vous avez des secteurs fixes, cela veut dire que les habitant-e-s et les gens savent qui vous êtes, n'est-ce pas ?

Policier : À force, oui. Il nous arrive de contrôler les mêmes personnes ou de retrouver toujours les mêmes individus sur des interventions. Les véhicules aussi sont reconnaissables. À Marseille, les jeunes connaissent parfaitement nos véhicules, notamment dans les réseaux de trafic de stupéfiants : ils apprennent les plaques d'immatriculation par cœur et le type du véhicule pour se prévenir entre eux de l'arrivée de la police. On est moins reconnaissable lorsque l'on est à pied. Mais généralement, 80% de nos patrouilles se font en voiture.

Samia : Et en ce moment, quel le secteur où vous tournez ?

Samia: What does your daily work consist of?

Police officer: I work in plainclothes and I investigate crime, namely anything to do with violence, drug trafficking, theft and similar offenses, traffic offenses, and major demonstrations.

Samia: You have a gun, I assume?

Police officer: I have a gun, handcuffs, a machine pistol that we call "taser", an expandable baton, tear gas canisters, and tear gas grenades. And, of course, a vehicle and a radio.

Samia: Do you work in teams?

Police officer: We work in groups of three as a minimum and five as a maximum, whether in the car or on foot.

Samia: And what is a typical day like?

Police officer: We arrive at our police station, we get ready, we take our kit and the vehicle and we go on patrol in the northern or southern districts, or in the city center.

Samia: And does every officer patrol a specific area or does it change every so often?

Police officer: No, we don't change any more. We used to, but now we've all been assigned to different areas.

Samia: But if you have fixed areas, that means that residents and other people will know who you are, right?

Police officer: In the end, yes. Sometimes we carry out checks on the same people or always find the same individuals during our operations. The vehicles are also recognizable. In Marseille, young people know our vehicles perfectly well, especially in drug trafficking rings: they learn the number plates by heart and the type of vehicle so that they can warn each other if the police arrive. You are less recognizable when you are on foot. But generally speaking, eighty percent of our patrols are done by car.

Samia: And what area are you patrolling in at the moment?

Policier : Ça dépend. En fait, on patrouille en fonction du niveau de délinquance, c'est-à-dire que celui du 7^{ème} arrondissement n'est pas le même que celui du 3^{ème} ni du 15^{ème} arrondissement. Dans le secteur nord – 3^{ème}, 14^{ème}, le 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements – il y a 80% de cités. Dans le secteur sud – 8^{ème}, 9^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème} et 12^{ème} arrondissements – il y a 50% de cités. Et au centre-ville, il y en a une ou deux, pas plus.

Samia : Ce sont les cités qui sont les plus patrouillées ou le centre-ville ?

Policier : Tous les secteurs ont besoin d'une patrouille parce qu'il y a de la délinquance dans tous les secteurs. Après, elle est différente de secteur en secteur. Dans les secteurs où il n'y a que des cités, il y a énormément de trafics de stupéfiants. Au centre-ville, il y a beaucoup plus de vols que dans les quartiers nord, par exemple.

Samia : J'imagine que votre travail a complètement changé quand on a demandé à la population de rester chez elle. Quelles étaient vos directives durant le « confinement » ?

Policier : Au début, ils nous ont dit de faire attention à nous, d'éviter de se faire la bise, d'éviter les risques de transmission. Donc d'abord, on nous a préparé et ensuite, on nous a donné des masques, du gel hydroalcoolique et des gants en plastique. On nous a également donné des masques à fournir aux personnes interpellées. Quand on a basculé dans le confinement, je ne reconnaissais plus Marseille. Marseille était devenue une ville morte, je dirais, parce que normalement, c'est une ville qui bouge énormément, nuit et jour, entre tous les commerces au centre-ville, toutes les personnes qui vivent dans les cités, etc. Les premiers jours, quand j'ai vu tous les commerces du centre-ville fermés du jour au lendemain, ça m'a presque fait l'effet d'une ville fantôme. Ensuite, quand on est rentré vraiment dans le vif du COVID-19, on a eu beaucoup de mal à faire respecter le confinement à domicile. Par exemple dans les cités, beaucoup de client·e·s venaient acheter du cannabis pour leur confinement, et au centre-ville, comment vouliez-vous dire une personne sans domicile fixe de rentrer chez elle alors qu'elle n'a pas de domicile ? C'était compliqué.

Samia : Donc vous avez eu des directives sur comment vous comporter avec celles et ceux qui n'avaient pas de chez soi ?

Policier : Oui, bien sûr. On vérifiait les attestations et les motifs d'être à l'extérieur. Les gens qui avaient un logement trouvaient généralement des motifs un peu farfelus. Il·elle·s avaient tous quelque chose à faire : il y avait ceux·elles qui allaient chez le médecin,

Police officer: It depends. Our patrols actually depend on the level of crime, that is to say that the level of crime in the 7th arrondissement is not the same as in the 3rd or the 15th arrondissement. Eighty percent of the northern districts—the 3rd, 14th, 15th, and 16th arrondissements—is made up of housing estates. In the southern districts—the 8th, 9th, 10th, 11th, and 12th arrondissements—it is fifty percent. And in the city center there are one or two, no more.

Samia: Are the housing estates the most patrolled areas, or is it the city center?

Police officer: Every area needs to be patrolled because there is crime in every area. But it varies from area to area. In areas where there are only housing estates, there is a lot of drug trafficking. But there is a lot more theft in the city center than in the northern districts, for example.

Samia: I imagine that your job changed completely when people were asked to stay at home. What directives were you given during “lockdown”?

Police officer: In the beginning, they told us to be careful, to avoid kissing each other on the cheek, to avoid any risk of transmission. So first of all they prepared us, and then they gave us masks, hand sanitizer, and plastic gloves. We were also given masks to give to those who were arrested. When we suddenly entered lockdown, I no longer recognized Marseille. Marseille had become a ghost town, I would say, because normally it's a city that is really busy, night and day, between all the shops in the city center; all the people who live in the housing estates, and so on. The first few days, when I saw all the shops in the city center that had closed overnight, it almost made me feel like it was a ghost town. Then, when we were really in the throes of COVID-19, it was very difficult to enforce lockdown at home. For example, in the housing estates, a lot of customers were coming to buy cannabis for lockdown, and in the city center, how do you tell a homeless person to go home when they don't have one? It was complicated.

Samia: So you had guidelines on how to deal with people who didn't have a home?

Police officer: Yes, of course. We were checking people's authorization forms and their reasons for being outside. The people who had a place to live usually came up with some kind of far-fetched reason. They all had something to do: there were those who were going to the doctor, those who had broken down and were going to get gas, those who were going to work,

ceux-elles qui étaient en panne et qui allaient mettre de l'essence, ceux-elles qui allaient travailler et ceux-elles qui allaient faire leurs courses. Tout le monde s'est précipité dans les commerces de première nécessité afin de faire le stock de pâtes, de fruits et légumes, comme si la terre allait s'arrêter de tourner et que nous allions mourir de faim, alors que c'était le contraire qu'il fallait faire. Il y avait des files d'attente énormes devant certains commerces, que ce soit les médecins, les alimentations ou les boucheries. Donc oui, c'était difficile de faire respecter le confinement. Ensuite, bien sûr, lors des contrôles, on gardait nos distances avec les personnes. En cas d'infraction, on demandait une pièce d'identité et on procédait à la verbalisation. Généralement, les gens qui n'ont pas de domicile fixe vivent dans des squats. Certain.e.s restaient chez eux-elles et d'autres se promenaient avec des attestations bidons ou alors il-elle-s disaient qu'il-elle-s se rendaient à l'hôpital pour se faire dépister. Certain.e-s petit.e-s malin.e-s, que j'appelle les récalcitrant.e-s, s'amusait à nous dire qu'il-elle-s avaient COVID-19 et on verbalisait pour outrage. Des fois, on se faisait cracher dessus et la personne disait qu'elle avait COVID-19, donc il fallait l'interpeller et l'emmener au commissariat.

Samia : Donc celles et ceux qui habitent dans la rue à Marseille avaient des attestations ?

Policier : Oui, les gens avaient des attestations ou alors, ils quittaient les lieux quand ils voyaient arriver la police.

Samia : Cette loi les a privés de leur lieu d'habitation et de leur travail.

Policier : Il-elle.s sont habitué.e-s à faire leur petit commerce illicite à l'extérieur : vendre de la drogue, voler, vendre des cigarettes... Il-elle-s restaient dehors et ne comprenaient pas qu'il fallait rentrer chez eux-elles.

Samia : Mais s'ils n'avaient pas d'hébergement, où devaient-il-elle-s aller ?

Policier : Il-elle.s marchaient dans la rue. En fait, dès que la police arrivait, il-elle.s partaient. Dès que la police repartait, il-elle.s revenaient. Il-elle.s restent à des endroits bien précis, il-elle.s se regroupent toujours aux mêmes endroits.

Samia : La police savait donc où il-elle-s étaient.

Policier : Oui, bien sûr, mais au fur et à mesure des jours, ça ne servait plus à rien de passer, la présence policière faisait partie des meubles. Il-elle-s n'avaient plus peur, il-elle-s restaient là.

and those who were going shopping. Everyone rushed to their local stores to stock up on pasta, fruit, and vegetables, as if the earth was going to stop turning and we were going to starve, when that was the opposite of what you needed to do. There were huge queues in front of some businesses, whether they were doctors' offices, grocery stores, or butchers. So, yes, it was difficult to enforce lockdown. Then, of course, during our checks, we kept our distance from people. In the event of a violation, we asked for identification and then issued a fine. Usually, people with no fixed abode live in squats. Some would stay at home and others would walk around with fake forms or they would say they were going to the hospital to get tested. There were some wise guys—I call them the difficult ones—who would have fun telling us they had COVID-19 and they would be fined for contempt. Sometimes we would get spit on and the person would say that they had COVID-19, so we had to arrest them and take them to the police station.

Samia: *So the people who live on the street in Marseille had the right authorization forms?*

Police officer: *Yes, people had the right paperwork, or they would leave when they saw the police arrive.*

Samia: *This law has deprived them of their dwelling places and jobs.*

Police officer: *They're used to doing their little illicit dealings outside: selling drugs, stealing, selling cigarettes... They stayed outside and didn't understand that they had to go home.*

Samia: *But if they didn't have anywhere to stay, where were they supposed to go?*

Police officer: *They would walk around the streets. In fact, as soon as the police arrived, they would leave. As soon as the police left, they would come back. They stay in very specific places, they always gather in the same places.*

Samia: *So the police knew where they were.*

Police officer: *Yes, of course, but as the days went by, there was no point in going past them, the police presence had become part of the furniture. They weren't afraid any more, they just stayed there.*

Samia: *So, during "lockdown", people who lived outside no longer had the right to stay outside?*

Police officer: *According to the legislation, they were no longer supposed to be outside. But we didn't say anything*

Samia : Donc, pendant le « confinement » les personnes qui vivaient dehors n'avaient plus le droit de rester dehors ?

Policier : Dans les textes, il-elle-s n'avaient plus à être dehors. Sauf qu'on ne leur disait rien, on ne les verbalisait pas, parce qu'on savait qu'il-elle-s vivaient dehors. Pourquoi les verbaliser ? Ça ne servait à rien.

Samia : Où est-ce qu'il-elle-s vont aller ?

Policier : Il-elle-s n'ont pas d'endroit où aller. Une personne sans papiers, même si on la verbalise, elle peut nous donner l'identité qu'elle veut. Elle n'a pas de papiers, donc elle peut mentir et on n'a aucun moyen de vérifier son identité. Et le fléau est énorme, il y a énormément de sans-papiers à Marseille, les centres de rétention sont déjà pleins. D'ailleurs, il-elle-s les ont vidés pendant le confinement, il-elle-s ont remis tout le monde dehors par mesure de prévention du COVID-19. Ça coûte cher de renvoyer quelqu'un dans son pays d'origine.

Samia : Votre travail a complètement changé avec ce « confinement » ? En quoi consistait ce changement ?

Policier : Mon travail a complètement changé. Il y a eu une grosse baisse de la délinquance. Tout le monde étant confiné à son domicile donc il y a eu une grosse baisse des cambriolages. Et il y avait moins de personnes à l'extérieur, donc moins de personnes à voler. On peut dire que la seule infraction qui « marchait bien » était la vente de stupéfiants. Avec le confinement, certaines cités n'étaient plus approvisionnées en drogue et il y a eu des pénuries, donc les prix ont augmenté et il était devenu très difficile pour certain.e.s de s'approvisionner en produits stupéfiants.

Samia : Et ça, c'était plus dans les cités ou au centre-ville ?

Policier : Plus les grandes cités.

Samia : Quels genres de drogue ?

Policier : Résine et herbe de cannabis et cocaïne, essentiellement. Dans certaines cités, on peut trouver de la MDMA et de l'héroïne.

Samia : Et c'est importé d'où ?

Policier : Le cannabis est importé de son pays d'origine, le Maroc. Il transite par l'Espagne avant d'arriver en France. La cocaïne transite par l'Espagne, l'Angleterre, la Hollande ou la Belgique.

Samia : Donc avec la fermeture des frontières, tout cela était coupé ?

to them, we didn't fine them, because we knew they were living outside. Why fine them? There was no point.

Samia: *Where are they going to go?*

Police officer: *They don't have anywhere to go. An undocumented person, even if they're fined, can give us any identity they want. They don't have any papers, so they can lie and we have no way to verify their identity. And this problem is huge, there are a lot of undocumented migrants in Marseille, the immigration detention centers are already full. Speaking of which, they emptied them during lockdown, they threw everybody out as a preventive measure against COVID-19. It is expensive to send someone back to their country of origin.*

Samia: *So did your job change completely with "lockdown"? What actually changed?*

Police officer: *My job changed completely. There was a big drop in crime. Everybody was housebound, so there was a big decrease in burglaries. And there were fewer people outside, so there were fewer people to rob. You could say that the only crime that was "going well" was the sale of drugs. Because of lockdown, some housing estates no longer had access to drugs and there were shortages, so the prices went up and it became very difficult for some people to get their hands on drugs.*

Samia: *And was that more in the housing estates or in the city center?*

Police officer: *In the bigger housing estates.*

Samia: *What kind of drugs?*

Police officer: *Cannabis—both the resin and marijuana—and cocaine, mostly. You can find MDMA and heroin in some of the housing estates.*

Samia: *And where is it imported from?*

Police officer: *The cannabis is imported from its country of origin, Morocco. It passes through Spain before arriving in France. Cocaine passes through Spain, England, Holland, or Belgium.*

Samia: *So when the borders closed, all that was cut off?*

Police officer: *The borders were closed, so stocks decreased.*

Samia: *Do you think that this shortage has had an influence on domestic violence? That people who couldn't get supplies became violent?*

Policier : Les frontières étaient fermées donc les stocks ont baissé.

Samia : Est-ce que vous pensez que ce manque a eu une influence sur la violence domestique ? Que des personnes qui ne pouvaient pas s'approvisionner devenaient violentes ?

Policier : Non. Certains réseaux ont fermé ou ont vidé leurs stocks mais la violence domestique a toujours existé à Marseille.

Samia : Vous pensez que ça a augmenté parce que les gens restaient chez eux.elles ?

Policier : Oui, les chiffres des violences conjugales ont explosé. Que ce soit monsieur qui frappe madame ou madame qui frappe monsieur. Normalement, les parents vont travailler et les enfants vont à l'école toute la journée alors que pendant le confinement, la famille était réunie. Certaines personnes n'ont pas supporté de voir leurs enfants, leur femme ou leur mari toute la journée, en plus de ça pendant deux mois, vous imaginez ?

Samia : Vous êtes intervenu dans le 3^{ème} arrondissement, ou dans d'autres aussi ?

Policier : J'ai aussi travaillé dans les 14^{ème}, 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements, au centre-ville et dans le secteur sud. On changeait exceptionnellement de secteur parce qu'il n'y avait vraiment rien à faire dans certains arrondissements, donc on allait voir ailleurs.

Samia : Est-ce que l'architecture influence le comportement des individus ? Est-ce que la forme des espaces d'une cité joue un rôle dans votre travail, dans votre manière d'observer et d'être observé ?

Policier : Les cités, c'est la banlieue et pour moi, c'est un problème qui date. Quand les ouvriers sont venus travailler en France, toute cette main-d'œuvre étrangère a été parquée dans des logements sociaux. Un monsieur qui touchait 1 000 euros par mois ne pouvait pas payer un loyer à 900 euros et vivre avec 100 euros, donc on le parquait dans un appartement HLM [Habitat à Loyer Modéré] d'une cité où le loyer est à 200 ou 300 euros, et ainsi de suite. Généralement, c'était des familles pauvres. Et dans ces familles, certains parents ne savaient ni lire, ni écrire et avaient du mal à éduquer leurs enfants. Attention, je ne dénigre personne, mais certains enfants qui voulaient se faire de l'argent facile ont arrêté l'école pour monter un business dans leur cité et à partir de là, ils n'avaient plus aucune éducation ni aucune vie scolaire. En tout cas, il est plus facile d'intervenir au centre-ville que dans une cité.

Samia : Pourquoi ?

Police officer: No. Some drug rings closed down or sold all their stock, but domestic violence has always existed in Marseille.

Samia: Do you think it increased because people were staying at home?

Police officer: Yes, the figures for domestic violence numbers have exploded. Whether it's against women or men. Normally, the parents go to work and the children go to school all day, whereas during lockdown, the family was together. Some people couldn't stand seeing their children, their wife, or their husband all day long, and for two whole months on top of that. Can you imagine that?

Samia: And you were working in the 3rd arrondissement, or were you in others, too?

Police officer: I have also worked in the 14th, 15th, and 16th arrondissements, in the city center, and in the southern districts. In exceptional cases, we would change areas because there was really nothing to do in certain arrondissements so we would go elsewhere.

Samia: Does architecture influence the behavior of individuals? Does the form of the spaces in a housing estate play a role in your work, in the way you observe and are observed?

Police officer: These housing estates, they are sink estates, and for me, it's a long-standing problem. When the workers came to work in France, the entirety of this foreign workforce was confined to social housing. A man who was earning 1,000 euros a month couldn't pay 900 euros in rent and live on 100 euros, so he was put in a HLM [Habitat à Loyer Modéré; low-rent housing] apartment in a housing estate where the rent is 200 or 300 euros, and so on. In general, they were poor families. And in these families, some parents could neither read nor write and had difficulty educating their children. Now, I'm not disparaging anyone, but some children who wanted to make easy money stopped going to school in order to set up a business in their housing estate and from then on, they had no education or schooling. In any case, it is easier to intervene in the city center than in the housing estates.

Samia: Why is that?

Police officer: In the housing estates, you always have a business. Not just in Marseille, but all over France. A housing estate essentially provides a home for drug trafficking. It's like a company: the boss instructs his associates and henchmen to recruit individuals

Policier : Dans une cité, vous avez toujours un business. Pas seulement à Marseille mais dans toute la France. Une cité abrite essentiellement un trafic de stupéfiants. C'est comme une entreprise : le patron charge ses associé.e.s et hommes de main de recruter des individus pour surveiller la police, d'autres encore pour conditionner la drogue et d'autres pour la vendre, des personnes pour ravitailler, des personnes pour aller chercher à manger pour les vendeur-se-s et les guetteur-se-s... C'est une petite entreprise. Dans chaque cité, il y a une petite entreprise. On désigne les différentes personnes par leur ordre hiérarchique : il y a un-e patron-e, un-e adjoint-e et des employé-e-s chargé-e-s de recruter plusieurs petites mains qui elles, vont s'occuper de plusieurs choses.

Samia : Et donc, c'est plus difficile de capturer ces réseaux dans les cités ?

Policier : C'est beaucoup plus difficile parce qu'il-elle-s protègent leur réseau vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Il-elle-s amassent des milliers d'euros. Certains réseaux tournent à 100 000 euros de vente de produits stupéfiants par jour, soit parce qu'ils vendent de la drogue de qualité, soit parce qu'ils sont très bien structurés. La police y va en se protégeant, parce qu'elle est accueillie avec de gros pavés, des boules de pétanque ou des canettes de bière. C'est très difficile d'interpeller le-la vendeur-se, on a plusieurs étapes à franchir avant d'arriver jusqu'à lui-elle. Par exemple, si vous entrez dans le hall d'un immeuble et que le vendeur se trouve au premier étage, le seul moyen d'y monter, c'est de prendre l'ascenseur, parce que les escaliers sont bloqués par des caddies et des barricades. Au niveau, vous êtes contrôlé par les guetteur-se-s qui vous palpent et qui regardent si vous n'avez pas de menottes ou d'armes, pour s'assurer que vous n'êtes pas Policier-ère.

Samia : Et dans le centre-ville, c'est beaucoup plus fragmenté ?

Policier : Ce sont de petits vols. Il y a des pickpockets, des petit-e-s trafiquant-e-s de stupés, des vols de cartes bleues. C'est de la petite délinquance, on va dire.

Samia : Est-ce qu'il y a eu des violences policières à Marseille, des abus de pouvoir, des conflits entre des Policier-ère-s et des civils pendant le confinement ?

Policier : Non, parce que Marseille, c'est unique : les réseaux de stupés sont tellement puissants qu'ils achètent leur tranquillité, c'est-à-dire qu'ils ne vont pas sortir les moto-cross ni faire n'importe quoi pour ne pas attirer la police. Moins la police se déplace dans la cité et mieux ils se portent et peuvent gérer leur business. Après, on m'a signalé des conflits mais je n'étais pas sur place, je ne sais pas comment ça s'est passé. C'est vrai qu'il y a eu un mort ou deux, je pense, sur des refus d'obtempérer avec des

to keep an eye on the police, others to package the drugs and others to sell them, people to top up the supplies, people to fetch food for the dealers and the lookouts. It's a small business. In every housing estate there is a small business. The different people are designated by their hierarchical order: there is a boss, a deputy, and employees in charge of recruiting several dogsbodies who will have to take care of several things.

Samia: *So it's harder to catch these drug rings in the housing estates?*

Police officer: *It's much more difficult, because they protect their network twenty-four hours a day. They accumulate thousands of euros. Some drug rings have a daily sales turnover of 100,000 euros, either because they are selling quality drugs or because they are very well organized. The police go in there protecting themselves, because they are greeted with big paving stones, pétanque balls, or beer cans. It's very difficult to arrest the dealer, there are several steps to go through before you get to him. For example, if you enter the lobby of a building and the dealer is on the first floor, the only way to get up is to take the elevator because the stairs are blocked by shopping carts and barricades. Once you're on the right floor, you are inspected by lookouts who pat you down and check you don't have any handcuffs or weapons, to make sure that you are not a police officer.*

Samia: *And is it much less organized in the city center?*

Police officer: *It's more about minor theft there. There are pickpockets, small-time drug dealers, card thefts. It's petty crime, let's say.*

Samia: *Has there been any police violence in Marseille, abuses of power, conflicts between police officers and civilians during lockdown?*

Police officer: *No, because Marseille is unique: the drug rings are so powerful that they buy their peace, that is to say they won't bring out motocross bikes or do anything that might attract the police. The less the police move around the housing estates, the better off they are and the more they are able to manage their business. OK, I was notified of some conflicts but I was not there, I don't know how they happened. It's true that there has been a death or two, I think, from refusals to comply with the motorbikes, people who didn't want to stop and then had an accident. And in those cases, the police are blamed.*

Samia: *What was the most striking part of lockdown in Marseille for you?*

motos, des gens qui ne voulaient pas s'arrêter et qui ont eu un accident. Et dans ces cas-là, on accuse la police.

Samia : Qu'est-ce qui vous a marqué pendant le confinement à Marseille ?

Policier : Le je-m'en-foutisme des gens. Certain·e·s vivaient comme si le virus n'existait pas et n'avait jamais existé.

Samia : Vous pensez que c'est par rapport aux informations qu'il·elle·s recevaient ?

Policier : Non, c'est l'humain. Marseille est la ville du je-m'en-foutisme. À Marseille, tout le monde fait ce qu'il·elle a envie de faire.

Police officer: People's "I don't care" attitude. Some people were acting as if the virus didn't exist and had never existed.

Samia: Do you think this is related to the information they were receiving?

Police officer: No, it's just human. Marseille is the city of the "I don't care" attitude. In Marseille, everyone does whatever they want to do.

—
*This conversation was held on
June 2, 2020*

—
Cette conversation a été effectuée le
2 Juin 2020

HABIB

«QUAND ON ENTEND PARLER DES
QUARTIERS NORD À LA TÉLÉ, ON NOUS
TRANSMET UNE MAUVAISE IMAGE
DES GENS ALORS QUE CE SONT DES
ÊTRES HUMAINS, COMME NOUS.»

*“WHEN WE HEAR ABOUT THE
NORTHERN DISTRICTS ON TV, THEY
ALWAYS CONVEY A NEGATIVE
IMAGE OF PEOPLE, EVEN THOUGH
THEY ARE HUMAN BEINGS LIKE US.”*

Habib est conducteur de bus urbain pour la Régie des Transports Métropolitains [RTM] de la ville de Marseille.

Habib, is an urban bus driver for the Régie des Transports Métropolitains (RTM; Metropolitan Transport Authority) of the city of Marseille.

Samia : Vous faites partie des « travailleurs essentiels » et vous avez travaillé pendant le « confinement » à Marseille. Pouvez-vous nous parler de votre travail quotidien avant la pandémie ?

Habib : Ma mission est de transporter des passagers et des passagères d'un point A à un point B. Je commence ma journée en prenant mon service et en établissant mon itinéraire du jour. À Marseille, il y a 111 quartiers et 99 lignes de bus urbains, sans compter les trois lignes de tramway et les deux lignes de métro.

Samia : C'est vous qui choisissez les lignes ?

Habib : Il y a quatre dépôts de bus à Marseille et moi, je suis affecté au dépôt nord qui s'appelle Arenc¹. On a 9 lignes de bus de longueur standard et quatre lignes de bus BHNS [Bus à Haut Niveau de Service] de 18 mètres de long. Au début, quand j'ai commencé, j'étais « volant », c'est-à-dire que je faisais toutes les lignes de ce dépôt. Après, j'ai choisi de ne faire qu'une seule ligne, puisqu'on a le droit d'avoir une ligne attribuée. J'ai choisi la ligne 38 qui va du nouveau terminus Gèze² à la station de métro Malpassé³ en passant par de nombreux quartiers du nord de Marseille. Je fais cette ligne depuis le 1er mars 2020.

Samia : C'est 16 jours avant le début du « confinement ». Quelles sont les mesures qui ont été prises ?

Habib : On nous a demandé d'arrêter la vente de tickets et la montée se faisait par l'arrière afin d'éviter tout contact entre le chauffeur et les passagers et les passagères. Avant le confinement, je transportais trente à quarante personnes dans mon bus. Au début du confinement, les gens étaient un peu stressés et il y avait beaucoup moins de charges que d'habitude : je me suis retrouvé avec un maximum

Samia: You are an "essential worker" and you worked during the "lockdown" in Marseille. Can you tell us about your daily work before the pandemic?

Habib: My job is to transport passengers from point A to point B. I start my day by beginning my shift and drawing up my itinerary for the day. In Marseille, there are 111 districts and 99 urban bus lines, not counting the three tram lines and two metro lines.

Samia: Do you choose which lines you work on?

Habib: There are four bus depots in Marseille and I am assigned to the north depot, which is called Arenc¹. We have nine lines with standard-length buses and four BRT [Bus Rapid Transit] lines where the buses are eighteen meters long. When I first started, I was mobile, that is, I worked on all the lines in this depot. Afterwards, I chose to only work on one line, since you are allowed to have a designated line. I chose line 38, which goes from the new Gèze² terminus to the Malpassé³ metro station, and passes through many districts in the north of Marseille. I have been working on this line since March 1, 2020.

Samia: It's sixteen days before the start of "lockdown". What measures have been taken?

Habib: We were asked to stop selling tickets and boarding was done from the rear of the bus to avoid any contact between the driver and the passengers. Before lockdown, I would transport thirty to forty people on my bus. At the beginning of lockdown, people were a bit stressed and there were much fewer passengers than usual: I ended up with a maximum of fifteen people per trip. There were a lot fewer people

⁽¹⁾ Arenc est un quartier portuaire du 2^{ème} arrondissement de Marseille où se trouvent le Port Autonome et les Docks. Il est au cœur du projet urbain Euroméditerranée, qui transforme cet ancien quartier industriel en un grand pôle tertiaire.

⁽²⁾ La station Gèze est le nouveau terminus de la ligne 2 du métro vers le nord de la ville, inaugurée le 16 décembre 2019 dans le 15^{ème} arrondissement. Cette toute petite extension (900 mètres sur une ligne de 8,8 km) vers le nord aura suscité nombreuses polémiques et railleries de la part des Marseillais.es qui ont fini par douter de l'ouverture de cette station promise depuis plus de 5 ans et dont les travaux se sont éternisés.

⁽³⁾ La station de métro Malpassé est située dans le quartier homonyme du 13^{ème} arrondissement.

⁽¹⁾ Arenc is a port district in the 2nd arrondissement of Marseille where the autonomous port and the docks are located. It is at the heart of the Euroméditerranée urban renewal project, which is transforming this former industrial district into a major tertiary center.

⁽²⁾ Gèze station is the new terminus of metro line 2 in the north of the city, which opened in the 15th arrondissement on December 16, 2019. This very small extension (900 meters on a line of 8.8 km) to the north caused much controversy and ridicule among the people of Marseille, who had come to doubt the opening of this station that had been promised for over five years and whose works dragged on.

⁽³⁾ Malpassé metro station is located in the district of the same name in the 13th arrondissement.

de quinze personnes par voyage. Il y avait beaucoup moins de personnes parce que, du jour au lendemain, on leur a dit : il ne faut pas sortir et si vous sortez, il faut une autorisation justificative. Mais les gens n'étaient pas préparés à ça.

Samia : Est-ce qu'on pourrait dire que, grâce à votre travail, vous avez appris à connaître ces quartiers ?

Habib : J'ai appris à connaître ces quartiers. Ce sont des quartiers qui sont mal desservis par les transports. Il y a beaucoup de gens qui vivent dans les quartiers nord et qui sont pauvres. Il y a beaucoup de gens qui touchent le RSA⁴ [Revenu de Solidarité Active] et le chômage. À part les gens qui travaillent et qui ont des abonnements⁵, les autres n'ont pas les moyens d'acheter un ticket à deux euros⁶. Si une personne fait un aller-retour, ça lui coûte quatre euros, c'est trop cher – après, ça dépend des trajets, parce que le ticket est valable une heure. Mais si cette personne a des enfants à nourrir, elle peut acheter quatre baguettes et des fruits avec quatre euros.

Samia : Et donc pendant le « confinement », à part les mesures que vous avez citées, est-ce qu'on vous a donné des masques, vu que vous êtes un « travailleur essentiel » ?

Habib : Je vais être honnête avec vous : les conducteurs et conductrices de bus ont été un peu délaissé·e·s. On nous a fourni le gel pour nous désinfecter les mains et des lingettes pour désinfecter le volant et les touches du tableau de bord, mais nous n'avons eu ni masques, ni gants. Par contre, dans le service de lutte contre la fraude – c'est-à-dire le service des contrôleurs et des contrôleuses – il y en avait.

Samia : En étant un « travailleur essentiel », on vous a demandé si vous vouliez travailler ou on vous y a obligé ?

Habib : Ils ne nous ont pas obligés à travailler, nous avions le droit de nous mettre au chômage partiel. Ceux qui ont des enfants pouvaient se mettre en arrêt pour garder leurs enfants. Moi, j'avais la possibilité de me mettre en arrêt maladie mais je ne l'ai pas fait. Humainement, je ne l'ai pas fait, parce que je me suis dit : si tous·tes mes collègues s'arrêtent, que vont devenir les personnes qui vivent dans les quartiers nord ? Ils n'ont pas d'autres moyens de transport, pas de voiture personnelle. Leur seul moyen de transport, c'est le bus. Comment vont-elles aller travailler si tous les bus s'arrêtent ? Elles seront obligées de prendre un Uber qui va leur coûter

because they were told overnight that they mustn't go out, and if they did go out, then they would need written permission. But people were not really prepared for that happening.

Samia: *Would it be fair to say that you've got to know these districts through your work?*

Habib: *I've got to know these districts. These are neighborhoods that are poorly served by transportation. There are a lot of people living in the northern districts who are poor. There are many people who receive RSA⁴ [Revenu de Solidarité Active; Active Solidarity Income] and unemployment benefits. Apart from those who work and have season tickets,⁵ the rest cannot afford to buy a ticket costing two euros⁶. If a person makes a round trip, it costs four euros, which is too expensive – well, it depends on the journey, because the ticket is valid for one hour. But if that person has children to feed, they can buy four baguettes and fruit for four euros.*

Samia: *So during "lockdown", apart from the measures you mentioned, were you given masks, given that you are an "essential worker"?*

Habib: *I'll be honest with you: the bus drivers have been a bit neglected. We were provided with hand sanitizer and wipes to disinfect the steering wheel and dashboard buttons, but we were not provided with masks or gloves. However, in the anti-fraud department—that is, the ticket inspectors—there were some.*

Samia: *As an essential worker, were you asked if you wanted to work or were you obliged to?*

Habib: *They didn't force us to work, we had the right to go down to short-time work. Those with children could take time off to look after their children. I had the possibility of taking medical leave, but I didn't. I didn't do it from a human perspective, because I said to myself: If all my colleagues stop working, what will happen to the people living in the northern districts? They have no other means of transportation, they don't have their own cars. Their only means of transport is the bus. How are they going to get to work if all the buses stop? They will have to take an Uber, which will cost them twenty euros each way. In other words, they will spend the whole day working just to pay Uber. That is what made me decide, from a human perspective,*

⁴ Le Revenu de Solidarité Active assure aux personnes sans ressources un niveau minimum de revenu.

⁵ Une grande partie des travailleur·e·s salarié·e·s bénéficient de 50% de prise en charge par l'employeur sur les abonnements de transport urbain.

⁶ À bord, le ticket est à 2€ et il n'y a pas de borne pour les acheter moins cher sur les arrêts de bus. À Marseille les transports de la région municipale ne sont pas gratuits pour les bénéficiaires des minimas sociaux, mais ils peuvent l'être pour les chômeurs indemnisés non-imposables qui le demandent.

⁴ The Active Solidarity Income ensures a minimum level of income for people without a revenue.

⁵ A significant number of salaried employees benefit from a 50% employer contribution toward season tickets for public transport.

⁶ On board, a ticket costs €2 and there are no terminals at the bus stops to buy them cheaper. In Marseille, public transport provided by the RTM is not free for those on low-income benefits, but it can be free for those receiving non-taxable unemployment benefits who request it.

vingt euros aller et vingt euros retour. C'est-à-dire qu'elles vont passer leur journée à travailler pour payer Uber. C'est ce qui a fait que j'ai pris la décision, humainement, de continuer à travailler pour ces personnes-là. D'ailleurs, à chaque fois qu'elles montaient dans le bus, elles me remerciaient. Elles remerciaient tous les chauffeurs qui ont continué à travailler.

Samia : En travaillant sur la même ligne, est-ce que vous avez établi des contacts avec les personnes qui habitent dans ces quartiers ?

Habib : Ce sont souvent les mêmes personnes. Il y a celles qui vont travailler dans les quartiers Nord, dans le nettoyage, et celles qui vont travailler en ville. Vous savez, quand on fait toujours la même ligne, des liens se créent parce qu'on se voit tous les jours. La plupart des clients viennent nous voir pour nous dire : merci, vous êtes courageux. Il y en a aussi qui nous racontent leur vie. Indirectement, on fait un travail social. C'est un métier que j'aime beaucoup.

Samia : Et donc les gens venaient vous raconter comment se passait leur vie durant ce « confinement » ?

Habib : Il y avait celles et ceux qui allaient travailler et d'autres qui sortaient faire les courses. Tous les jours, je voyais défiler des client·e·s avec des sacs qui portaient faire les courses. Il y avait aussi des client·e·s avec des sacs mais qui n'allaient pas faire les courses. Le sac, c'était pour justifier leur sortie. Ce qui m'a touché pendant le confinement, c'est les personnes âgées de soixante à quatre-vingt-dix ans qui allaient faire leurs courses parce qu'elles n'avaient pas le choix. Je leur posais la question : « mais pourquoi vous prenez des risques inutiles ? » Elles me répondaient : « on n'a pas le choix, on n'a pas d'enfants. » L'un de ces client·e·s âgé·e·s m'a dit aussi que des habitant·e·s des quartiers nord s'étaient mis d'accord pour recenser toutes les personnes âgées qui vivaient seules et aller leur demander ce qui leur manquait. Des associations se sont créées dans les quartiers nord pendant le confinement. Elles ont fait appel aux dons pour acheter des produits alimentaires et les fournir aux gens dans le besoin. Franchement, ils ont été solidaires.

Samia : Et comment c'était, de conduire dans les rues de Marseille durant le « confinement » ?

Habib : Dans les quartiers nord, les gens vivaient presque comme avant le confinement. Ils sortaient avec leurs enfants, ils allaient faire les courses au magasin. Après l'heure de fermeture des magasins, il y avait moins de monde dehors mais pendant la journée, ça vivait normalement. On aurait dit qu'il ne se passait rien.

to continue working for these people. Besides, every time they got on the bus, they thanked me. They thanked all the drivers who continued to work.

Samia: *By always working on the same line, have you gotten to know the people who live in these districts?*

Habib: *They're often the same people. There are those who go to work in the northern districts, in cleaning, and those who go to work in the city. You know, when you're always on the same line, you start to form bonds with people because you see each other every day. Most of the passengers come to see us and say thank you for being so brave. Some people tell us about their lives, too. Indirectly, we do social work. It's a job that I like very much.*

Samia: *And so people would come and tell you how their lives were going during "lockdown"?*

Habib: *There were some people who went to work and others who went out to buy groceries. Every day I would see a stream of passengers with bags going out to buy groceries. There were also passengers with bags who weren't going shopping. The bag was there to justify their going out. What really affected me during lockdown were the people aged between sixty and ninety who were going shopping because they had no other choice. I would ask them, "Why are you taking unnecessary risks?" They would respond, "We have no choice, we have no children." One of these elderly passengers also told me that some people living in the northern districts had agreed to make a list of all the elderly people who lived alone and go and ask them what they needed. Neighborhood associations were created in the northern districts during lockdown. They asked for donations so that they could buy food and give it to people in need. Quite frankly, they showed real solidarity.*

Samia: *And what was it like to drive through the streets of Marseille during "lockdown"?*

Habib: *In the northern districts, people were living almost as they did before lockdown. They went out with their children, they went shopping. Once the shops had closed in the evening, there were fewer people outside, but during the day it was as normal. You wouldn't have thought that anything strange was happening.*

Samia: *Perhaps it is also because the apartments here are very small, so there is not enough room for everyone during the day.*

Habib: *Exactly. We can't ask families to stay cooped up in a small apartment. Imagine, for a family with four*

Samia : C'est peut-être aussi parce que les appartements sont très petits, il n'y a pas assez de place pour tout le monde pendant la journée.

Habib : Exactement. On ne peut pas demander à des familles d'être enfermées dans un petit appartement. Imaginez, pour une famille avec quatre ou cinq enfants, ce n'est pas évident. Certes, ils devaient rester chez eux-elles pour leur bien. La décision du confinement a été prise pour minimiser la propagation du virus. Mais les gens n'étaient pas préparés à ce que, du jour au lendemain, on leur demande de ne plus sortir. Il faut du temps pour apprendre à jouer le jeu. Au fur et à mesure, je voyais moins de gens dehors, à part pour faire leurs courses. Ils sortaient surtout quand il faisait beau. Mais comme Marseille est une ville côtière, il fait beau tous les jours.

Samia : Et au centre-ville ?

Habib : Il y avait beaucoup moins de monde dehors. Il faut rappeler que les gens qui habitent les quartiers sud de Marseille sont des gens aisés. S'il-elle-s veulent faire des courses, il-elle-s vont sur Internet, il-elle-s payent la livraison, il-elle-s ont les moyens. S'il-elle-s jouent le jeu, c'est parce qu'il-elle-s ont des grandes maisons et un jardin, il-elle-s ont tout le confort. On ne peut pas comparer quelqu'un-e qui vit dans une maison avec 200 mètres carrés de jardin et une personne qui vit en famille dans un appartement de 80 mètres carrés.

Samia : Donc, encore une fois, les règles sont faites pour les personnes privilégiées.

Habib : On parle beaucoup des quartiers nord comme de quartiers chauds, comme par exemple les quartiers de la Busserine, des Flamants, des Lauriers ou des Cèdres⁷. Les jeunes des quartiers ne sont pas méchants, ils ont été délaissés. Ce sont de bons jeunes qu'on a ignoré. S'ils avaient été bien encadrés, ils ne seraient pas au chômage. Quand on entend parler des quartiers nord à la télé, on nous transmet une mauvaise image des gens alors que ce sont des êtres humains, comme nous.

Samia : Alors pourquoi vous les appelez les quartiers chauds ?

Habib : À cause de la criminalité et de la délinquance. Si on regarde en arrière, l'erreur qui a été commise à l'époque où ils ont construit ces cités, c'est d'avoir rassemblé tous les étrangers ensemble. Ils ont construit des écoles et des terrains de sport à côté des logements, donc les jeunes ne sortaient pas des cités. Il y avait des algérien·ne·s, des tunisien·ne·s, des turcs et des comorien·ne·s et on leur a bien fait comprendre qu'il-elle-s

or five children, it's not easy. Of course, they should have stayed home for their own good. The decision to enter lockdown was made to minimize the spread of the virus. But people were not prepared to be asked to stay indoors overnight. It takes time to learn to play by the rules. As time went on, I saw fewer people outside, except for when they were doing their shopping. They went out when the weather was nice in particular. But as Marseille is a coastal city, the weather is nice every day.

Samia: What about the city center?

Habib: There were a lot fewer people outside. You've got to remember that the people who live in the southern districts of Marseille are well off. If they want to buy groceries, they go online, they pay for delivery, they have the money to do that. If they are playing by the rules, it is because they have big houses and a garden, they have all the comforts they need. You can't compare someone who lives in a house with 200 square meters of garden and someone who lives with their family in an 80-square-meter apartment.

Samia: So once again, the rules are made for privileged people.

Habib: There is a lot of talk about the northern districts as "rough" neighborhoods, such as the districts of La Busserine, Les Flamants, Les Lauriers, or Les Cèdres.⁷ The young people in these neighborhoods are not bad, they have just been neglected. They are good young people who have been ignored. If they had been well looked after, they wouldn't be unemployed. When we hear about the northern districts on TV, they always convey a negative image of people, even though they are human beings like us.

Samia: Then why do you call them the rough districts?

Habib: Because of crime and delinquency. If we look back, the mistake that was made when they built these housing estates was to put all the foreigners together in one place. They built schools and sports fields next to the housing, so young people did not leave their housing estates. There were Algerians, Tunisians, Turks, and Comorians, and they were made to understand that they should stay in their own housing estate. They made sure that they did not mix with society. When young people grow up in this way, they are forced to find their own bearings in these estates. They are French, they were born in France, but when they go looking for work and give their name—Mohammed or Mamadou—

⁷ La Busserine et les Flamants sont des quartiers situés dans le 14^{ème} arrondissement et les Lauriers et les Cèdres, dans le 13^{ème} arrondissement de Marseille, au nord de la ville.

⁷ La Busserine and Les Flamants are districts located in the 14th arrondissement and Les Lauriers and Les Cèdres are in the 13th arrondissement of Marseille, in the north of the city.

devaient rester dans leur cité. On a fait en sorte qu'il-elle-s ne se mélangent pas à la société. Quand des jeunes grandissent de cette façon, il-elle-s sont obligé-e-s de créer leurs repères dans ces cités. Ce sont des français-e-s, il-elle-s sont né-e-s en France, mais quand il-elle-s vont chercher du travail et qu'il-elle-s donnent leur nom – Mohammed ou Mamadou – ou leur adresse, ils n'obtiennent pas le poste. Il y a quelques exceptions, comme Samia Ghali⁸, qui a grandi dans les quartiers nord. Elle s'est battue pour réussir et regardez, elle est candidate à la mairie de Marseille. En tant que conducteur de bus, je parle beaucoup avec les jeunes des quartiers nord. Un jeune homme me racontait dans un très beau français et avec des termes académiques qu'il avait fait des études en mathématiques statistiques. Et bien, ce jeune ne trouve pas de boulot avec un bac+5 en mathématiques statistiques et il est encore obligé de vivre chez ses parents. Ce n'est pas normal, tout ça. Quand on fait tout ce parcours et puis qu'à la fin, il n'y a rien, alors on se tourne vers la délinquance. Je sais que ce n'est pas une excuse, mais si le système les avait considéré-e-s, on n'en serait pas là. D'ailleurs en ce moment, il-elle-s commencent à détruire des quartiers comme la Castellane, le quartier où Zinedine Zidane a grandi. Zidane a grandi à la Castellane, qui est l'un des quartiers les plus chauds de Marseille et pourtant, il a représenté la France partout dans le monde. Ça prouve qu'il y a de bons jeunes dans les cités. Il faut juste les écouter et leur donner leur chance.

Samia : En plus des personnes qui allaient travailler ou faire leurs courses, est-ce que vous avez croisé d'autres personnes ?

Habib : J'ai croisé beaucoup de sans-abris. Vu qu'il-elle-s ne pouvaient pas rester dehors à cause du confinement, certain-e-s faisaient des aller-retours avec moi dans le bus, il-elle-s n'avaient pas le choix. Ça m'a énormément touché. Ces personnes auraient dû être assistées et hébergées dans des foyers, elles étaient dans une situation à risque. Quand je voyais une personne faire des aller-retours en bus, je lui demandais si elle était perdue mais elle répondait : « non, je suis SDF [Sans Domicile Fixe], je n'ai nulle part où aller, au moins dans votre bus, je suis en sécurité. » On a appris beaucoup de choses pendant le confinement : on a vu la misère, des gens perdus, dans le besoin et très peu de personnes se sont occupées d'eux. On les a ignorés.

Samia : Avez-vous parlé avec ces personnes ?

Habib : Je me souviens d'un homme qui avait la cinquantaine. Quand on arrive au terminus, on a un peu de temps d'attente, entre dix à quinze minutes, avant de relancer le départ. Cet homme avait fait deux aller-retours

or their address, they don't get the job. There are a few exceptions, such as Samia Ghali⁸, who grew up in the northern districts. She had to fight to succeed and look, she is now a candidate in the running to be mayor of Marseille. As a bus driver, I talk a lot with young people from the northern districts. One young man told me in beautiful French and in academic terms that he had studied statistical mathematics. Well, this young man can't find a job even with a master's degree in statistical mathematics and he still has to live with his parents. That's not normal. When you go through all that and then there's nothing at the end, then you turn to delinquency. I know that is no excuse, but if the system had taken them into consideration, we would not be in this situation. Incidentally, they are currently starting to destroy neighborhoods like La Castellane, the neighborhood where Zinedine Zidane grew up. Zidane grew up in La Castellane, which is one of the roughest neighborhoods in Marseille, and yet he represented France all over the world. It proves that there are good young people in these housing estates. You just have to listen to them and give them a chance.

Samia: *Apart from people going to work or to do shopping, did you come across any other people?*

Habib: *I've come across a lot of homeless people. Since they couldn't stay outside because of lockdown, some of them were going back and forth with me on the bus, they had no other choice. It really moved me. These people should have been helped and housed in shelters, they were at risk. Whenever I saw someone going back and forth on the bus, I would ask them if they were lost but they would say: "No, I am homeless, I don't have anywhere to go, at least on your bus I am safe." We learned a lot during lockdown: we saw poverty, people lost, in need, and very few people were taking care of them. They have been ignored.*

Samia: *Did you speak to these people?*

Habib: *I remember a man in his fifties. When you get to the end of the line, you have a little bit of waiting time, ten to fifteen minutes, before heading off again. This man had made two return trips with me. I asked him how come. He told me: I have nowhere to go. I asked, "What about the shelters?" He told me that the shelters were full. I asked him, "Don't you have any family?" And he told me, "I've lost everything in my life." This gentleman was a business owner and he had to close his business overnight and all his assets were seized. He even lost his wife. He was someone like you and me, with a job, status, a home, and overnight his life*

⁸ Samia Ghali est une femme politique Marseillaise, elle a été maire du 8^{ème} secteur de la ville, membre du Conseil municipal depuis 2001 et désormais à la tête de «Marseille avant tout» après avoir quitté le PS en 2018. Elle se présente aux élections municipales en 2020.

⁸ Samia Ghali is a politician from Marseille who was mayor of the eighth sector of the city. She has been a member of the City Council since 2001, and is now the head of "Marseille avant tout" after leaving the PS (Socialist Party) in 2018. She is running in the municipal elections in 2020.

avec moi. Je lui ai demandé comment ça se faisait. Il m'a répondu : « je n'ai nulle part où aller. » J'ai demandé : « et les foyers ? » Il m'a dit que les foyers étaient complets. Je lui ai demandé : « vous n'avez pas de famille ? » Il m'a répondu qu'il avait tout perdu dans sa vie. Ce monsieur était entrepreneur et, du jour au lendemain, il a dû fermer sa boîte et tous ses biens ont été saisis. Il a même perdu sa femme. C'était une personne comme vous et moi, avec un travail, une situation, un logement et du jour au lendemain, sa vie a basculé. D'ailleurs, après mon congé, je me suis dit que j'allais le recroiser mais non, on ne s'est pas recroisé. J'espère qu'on lui a trouvé quelque chose, une place dans un foyer ou un travail.

Samia : Qu'est-ce qui vous a vraiment marqué pendant cette période ?

Habib : Ce qui m'a marqué pendant le confinement dans les quartiers Nord, c'est la solidarité des gens. Par exemple, lorsqu'une personne âgée et chargée descendait à l'arrêt, quelqu'un allait systématiquement l'aider. Avant la pandémie, quand je voyais une personne âgée chargée, je demandais à un jeune de l'aider. Et là, pendant le confinement, ça se faisait automatiquement. Et ça m'a touché, ça m'a marqué. Je remerciais même les jeunes et ils me disaient : « mais non, chauffeur, c'est normal. » Je pense que ce confinement nous a donné une leçon.

had turned upside down. In fact, after my time off, I told myself that I was going to run into him again, but no, we didn't run into each other again. I hope they found him something, a place in a shelter or a job.

Samia: *What was most memorable about this period for you?*

Habib: *What struck me during lockdown was the solidarity between people in the northern districts. For example, when an elderly person got off at the bus stop with a lot of bags, someone would routinely go and help them. Before the pandemic, when I saw an elderly person carrying a lot, I would ask a young person to help them. And then, during lockdown, it happened automatically. And it really touched me, it struck me. I would even thank the young people and they would say, "Not at all, driver, it's normal." I think this lockdown has taught us a lesson.*

—
*This conversation was held on
June 4, 2020*

—
Cette conversation a été effectuée le
4 Juin 2020

Trajet de la ligne de bus 38

Cité La Busserine

Cité Les Flamants

Route of bus 38

La Busserine housing estate

Les Flamants housing estate



Cité Les Cèdres

4

Les Cèdres housing estate

Cité Les Lauriers

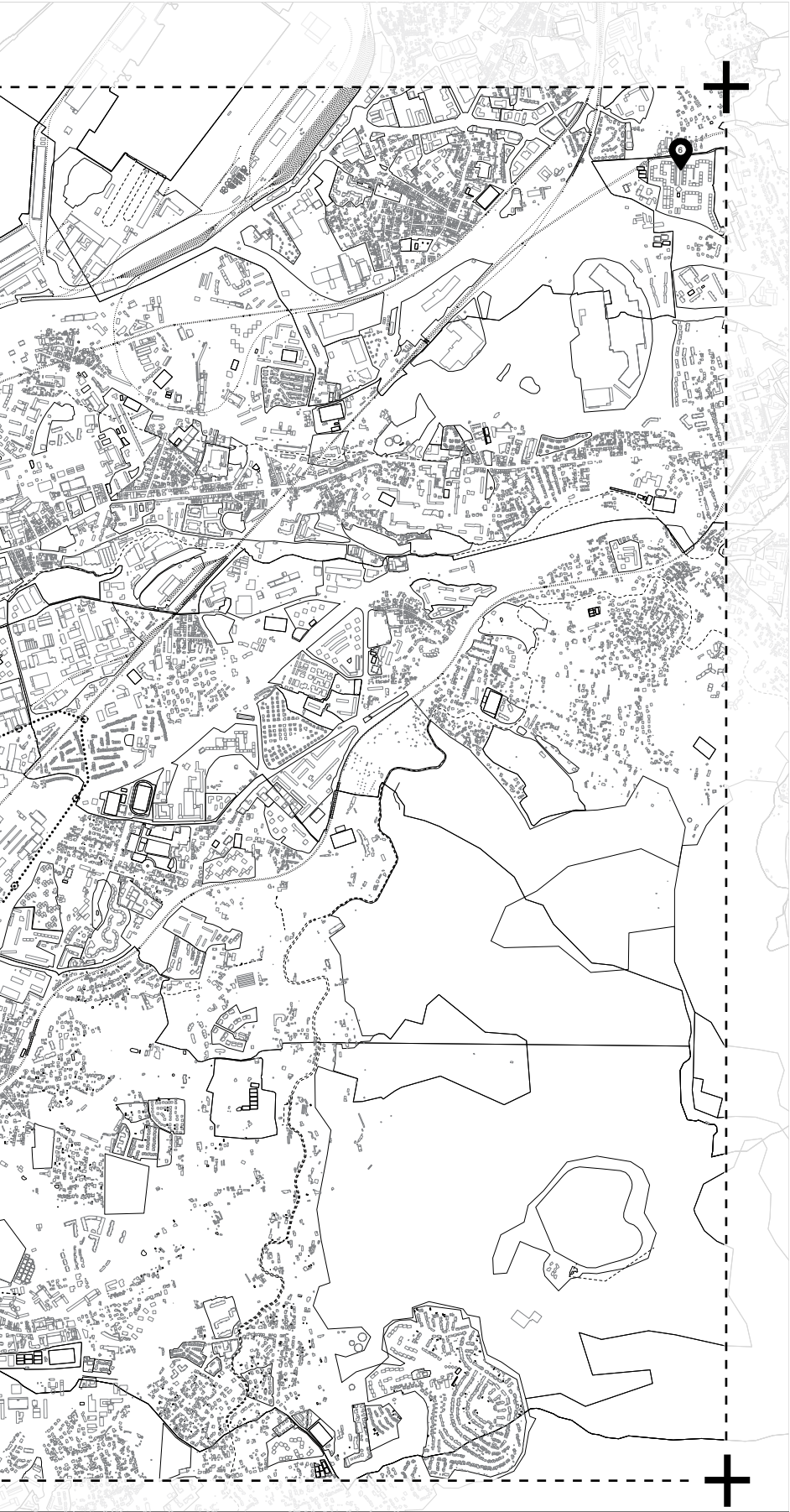
5

Les Lauriers housing estate

Cité La Castellane

6

La Castellane housing estate



Les cités dans les quartiers nord que Habib a cité.

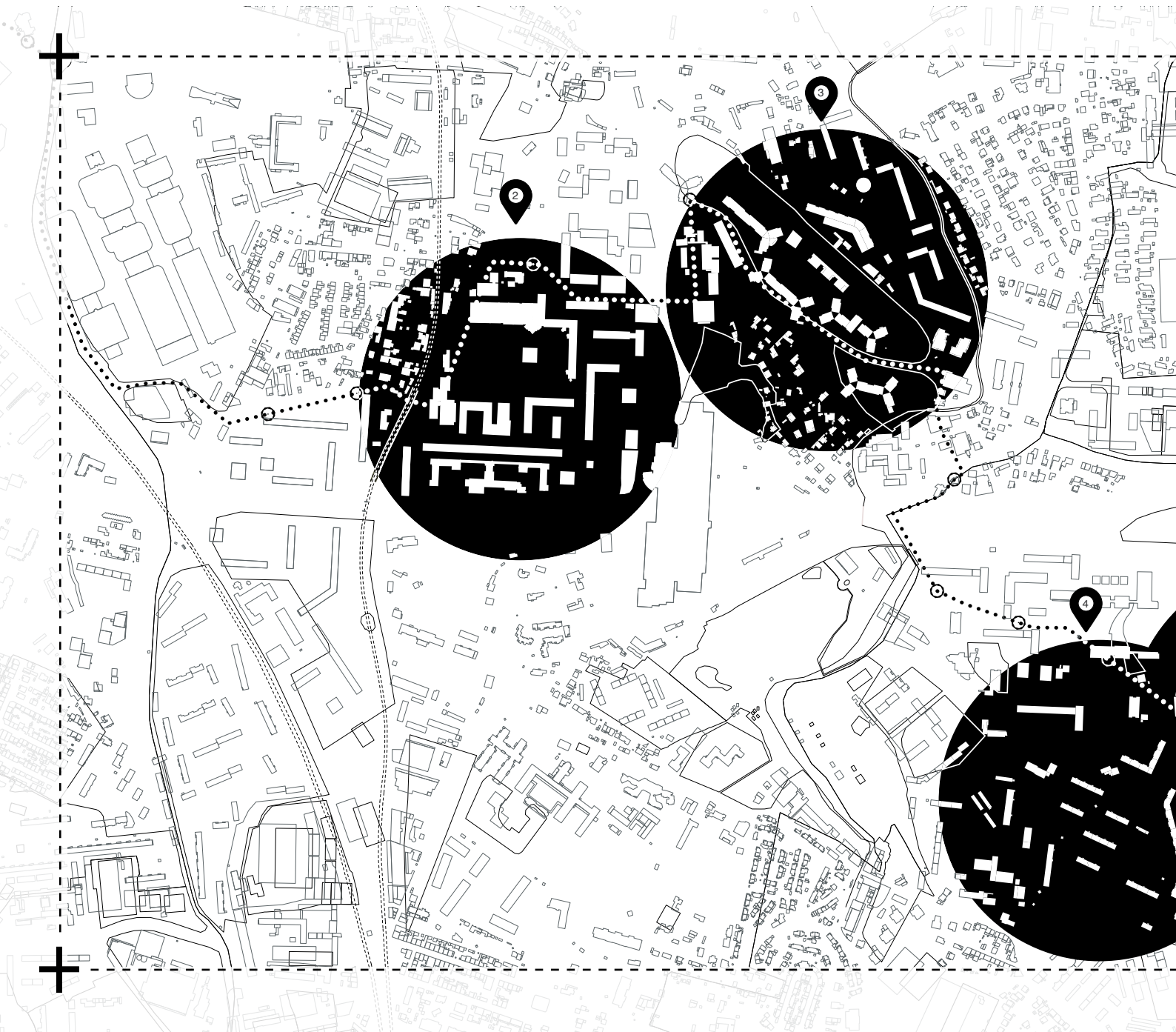
Cité La Busserine

Cité Les Flamants

Housing estates in the northern districts that Habib mentioned.

La Busserine housing estate

Les Flamants housing estate



Cité Les Cèdres

Cité Les Lauriers

Cité La Castellane

4

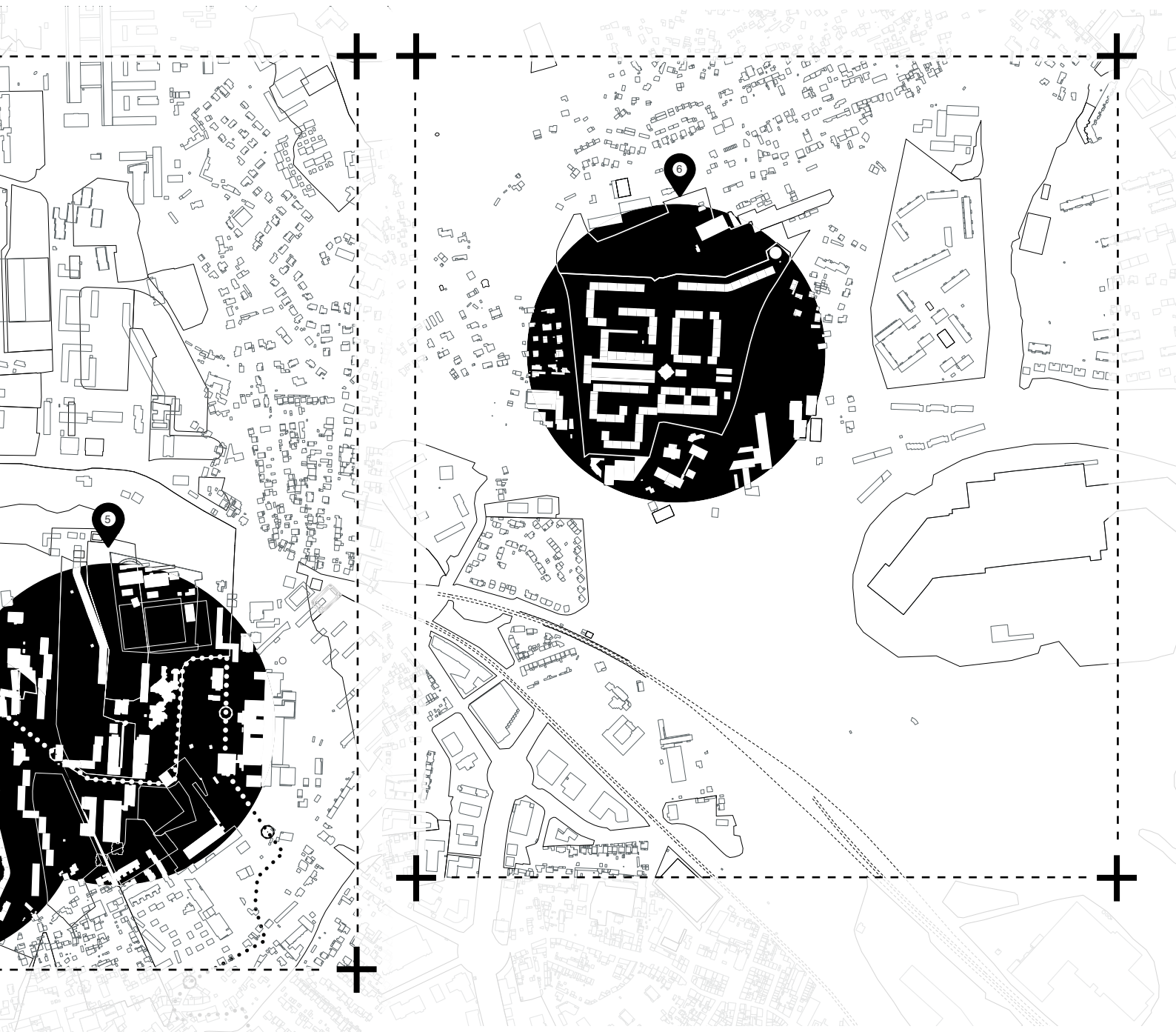
Les Cèdres housing estate

5

Les Lauriers housing estate

6

La Castellane housing estate



LAURA SPICA

« “NI OUBLI, NI PARDON”.

JE LE TROUVE À LA FOIS DESCRIPTIF
ET PROGRAMMATIQUE. IL DIT DEUX
CHOSSES PARALLÈLES : LE DEVOIR DE
MÉMOIRE ET L'OUBLI IMPOSSIBLE
D'UN CÔTÉ, LA QUÊTE DE JUSTICE
ET DE RÉPARATION DE L'AUTRE. »

*“NEITHER FORGET NOR FORGIVE.”
I FIND IT BOTH DESCRIPTIVE AND
PRESCRIPTIVE. IT TALKS ABOUT
TWO THINGS IN PARALLEL: THE DUTY TO
REMEMBER AND THE IMPOSSIBILITY
OF FORGETTING ON THE ONE HAND,
AND THE QUEST FOR JUSTICE AND
REPARATION ON THE OTHER.”*

Laura Spica est anthropologue et membre du Collectif du 5 Novembre et de Noailles Debout à Marseille.

Laura Spica is an anthropologist and member of the Collectif du 5 Novembre and Noailles Debout in Marseille.

Samia : J'aimerais vous demander de nous parler du quartier où vous habitez.

Samia: I'd like to ask you to tell us about the neighborhood you live in.

Laura : J'habite à Noailles¹, un quartier du centre-ville de Marseille. La particularité de Marseille, c'est que le cœur de la ville est composé d'une population populaire. C'est un mot qu'on utilise pour ne pas dire pauvre, mais en vrai, ça veut dire pauvre. Donc à Marseille, il y a des pauvres au centre-ville, c'est une donnée importante à savoir quand on ne connaît pas la ville. Les pauvres ne sont pas encore tous relégué·e·s à la périphérie et ça pose pas mal de questions dans l'agencement de la ville. J'habite à trente mètres d'immeubles qui se sont effondrés sur huit habitant·e·s le 5 novembre 2018². Beaucoup de choses se sont effondrées et fissurées à ce moment-là, politiquement et intimement. Avec d'autres voisin·e·s, je me suis engagée contre cette politique d'abandon du logement à Marseille et pour le droit à la ville. L'engagement, c'est les responsabilités que chacun peut et doit prendre plutôt qu'attendre, souvent en vain, que les choses se fassent.

Laura: I live in Noailles,¹ a central neighborhood in Marseille. What is unique about Marseille is that the heart of the city is made up of a working-class population. It's a word we use to avoid saying poor, but in reality, it means poor. So in Marseille, there are poor people in the city center, which is important to know if you aren't familiar with the city. The poor people haven't all been relegated to the outskirts yet, and that raises a lot of questions about the layout of the city. I live thirty meters away from the buildings that collapsed on November 5, 2018.² A lot of things collapsed and cracked at that time, both politically and privately. Together with other neighbors, I made a commitment to fight against this policy of housing abandonment in Marseille and for our right to the city. This is a responsibility that everyone can and must take, rather than waiting—often in vain—for things to be done.

Samia : C'est quoi l'abandon du logement à Marseille ?

Samia: What is housing abandonment in Marseille?

Laura : Quand les immeubles se sont effondrés, ça a été un électrochoc pour la population. Les pouvoirs publics ont aussi tremblé, parce que des responsabilités institutionnelles et personnelles sont engagées et qu'une enquête judiciaire doit désigner des coupables. L'un des immeubles effondrés, le numéro 63, appartient à la Ville et l'un des propriétaires de l'autre immeuble, le numéro 65, est un élu de la majorité. La peur était partagée, d'un côté par les habitant·e·s de voir leur toit s'effondrer sur leur tête, de l'autre côté par les élu·e·s d'en être tenu·e·s responsables et jugé·e·s coupables. Il y a donc eu un emballement au niveau des signalements et des arrêtés de péril. Le standard de la Ville a explosé pendant un temps : ils sont passés de cinq appels par jour en moyenne à plus de deux-cent signalements quotidiens, m'a raconté un ingénieur. Et forcément, il y a eu beaucoup plus d'évacuations.

Laura: When the buildings collapsed, it was like an electric shock to the community. The authorities were trembling, too, because they were institutionally and personally liable and there would need to be an inquest to identify who was responsible. One of the collapsed buildings, No. 63, is owned by the city and one of the owners of the other building, No. 65, is an elected member of the majority. The fear was shared, on the one hand by the residents who were scared of seeing their roofs collapse on their heads, and on the other hand by the elected officials who were scared of being held responsible and found guilty. There was a surge in the number of reports and dangerous building notices. For a while the city's switchboard was going wild: they went from an average of five calls a day to more than two hundred daily reports, an engineer told me. And, inevitably, there were many more evacuations.

⁽¹⁾ Noailles est un petit quartier populaire du centre-ville de Marseille situé dans le 1^{er} arrondissement et construit au XVII^e siècle. Il est connu comme le "Ventre de Marseille" pour ses marchés quotidiens et son éventail de commerces alimentaires peu chers.

⁽²⁾ Les numéros 63 et 65 de la rue d'Aubagne se sont écroulés le 5 novembre à 9h du matin. Le numéro 67 est tombé à 14h.

⁽¹⁾ Developed in the seventeenth century, Noailles is a small working-class district in the city center of Marseille located in the 1st arrondissement. It is known as the "Belly of Marseille" because of its daily markets and its range of inexpensive food retailers.

⁽²⁾ Nos. 63 and 65 in rue d'Aubagne collapsed on November 5 at 9:00 a.m. No. 67 collapsed at 2:00 p.m.

Samia : Qu'est-ce que vous pourriez nous dire à propos du terme souvent utilisé à Marseille, « le délogement » ?

Laura : On parle de délogement mais on pourrait aussi parler d'évacuation et même d'expulsion. En fait, un mot ne suffit pas à recouvrir l'expérience des gens qu'on arrache à leur maison dans l'urgence, sans promesse de retour et parfois sans retour possible. Ce n'est probablement pas dicible. Mais disons qu'administrativement, il faut nommer des catégories dans lesquelles classer les situations et les personnes pour déterminer les procédures légales qui correspondent. On a donc travaillé avec les autres associations et les pouvoirs publics à l'établissement d'une Charte du relogement³. Je pense que le terme de délogement a l'avantage d'être transparent : on entend bien qu'une personne vivait dans un logement et qu'elle en a été délogée. Mais je le trouve trop neutre et trop pauvre pour traduire cette situation violente et aberrante. Cela commence d'abord par le signalement d'un immeuble qui présente des risques sanitaires ou physiques pour les occupant·e·s, que ce soit des fuites d'eau, un taux d'humidité ou des fissures importantes, des affaissements de planchers, etc. Donc des pompiers ou des ingénieur·e·s de la Ville passent constater visuellement l'état de l'immeuble et selon la gravité estimée des désordres, ils demandent aux personnes de quitter instamment les lieux, avant même d'avoir publié un rapport ou un arrêté officiel. Et cela se passe systématiquement dans l'urgence : les personnes doivent évacuer en quelques minutes, ou en quelques heures dans le meilleur des cas, alors qu'elles vivent là depuis des années. Les évacuations se font sous pression, à la minute près, et ensuite les immeubles restent fermés pendant des mois ou des années sans que rien ne s'y passe. On pourrait tout à fait planifier des déménagements temporaires et des travaux d'office dans la foulée pour que les gens puissent réintégrer rapidement des immeubles confortés. Malheureusement, ça ne se passe pas du tout comme ça. Donc les habitant·e·s doivent quitter leur appartement de toute urgence avec de tout petits bagages, parce qu'à l'hôtel, il n'y a pas la place pour beaucoup d'affaires.

L'autre cas de figure, c'est lorsqu'un immeuble en péril menace d'autres immeubles en bon état et qu'il faut évacuer un périmètre de sécurité autour du péril. En 18 mois, ces phénomènes se sont accentués et amplifiés : depuis le 5 novembre, près de six-cent immeubles ont été évacués. c'est énorme. Quand on déloge un immeuble, on le condamne avec des chaînes et un cadenas pour la sécurité des personnes. Mais en vérité, c'est autant de panneaux indicateurs qui désignent les immeubles vides et ça facilite énormément le travail des cambrieurs.

Samia: What can you tell us about the term “délogement”, meaning dislodgement or displacement, which is often used in Marseille?

Laura: We talk about displacement, but we could also talk about evacuation and even eviction. In fact, one word is not enough to cover the experience of people being dragged from their homes in an emergency, with no promise of return and sometimes with no possible return. It probably cannot be described in words. But let's say that administratively, we need to name categories so that we can classify situations and people in order to determine the corresponding legal procedures. That is why we worked with other organizations and the authorities to draw up a Rehousing Charter.³ I think that the term “délogement” has the advantage of being transparent: it is clearly understood that a person was living in housing, or a “logement,” and that he or she was then “dis-lodged” from it. But I find it too neutral and too lacking to reflect this violent and abnormal situation. It starts initially by reporting a building that presents health or physical risks to the occupants, whether there are water leaks, high humidity, or significant cracks, subsiding floors, etc. So city firefighters or engineers come to visually inspect the building and, depending on the estimated severity of the problem, they ask people to leave the premises urgently before they have even published an official report or issued a danger notice. And this always happens in an emergency: people have to evacuate within minutes or hours at best, even though they have been living there for years. These evacuations take place under pressure, within minutes, and then the buildings remain closed for months or years without anything happening. It would be perfectly possible to plan temporary moves as well as systematic and timely works so that people could quickly return to comfortable buildings. Unfortunately, this is not happening at all, so residents have to leave their apartments urgently with very little luggage because there isn't room for a lot of things in the hotel.

The other scenario is when a building at risk is threatening other buildings in good condition and a security perimeter must be evacuated around the condemned building. In eighteen months, these instances have become more numerous and more noticeable: since November 5, nearly six hundred buildings have been evacuated, which is enormous. When everyone is forced to evacuate a building, it is condemned with chains and a padlock for people's safety. But the truth is that this is like marking empty buildings with signposts

³ La Charte du relogement a été co-construite et signée le 9 juillet 2019 par l'État, la Ville de Marseille, le «Collectif du 5 Novembre - Noailles en colère», le «Conseil citoyen 1/6», un «Centre-Ville pour Tous», l'Association «Marseille en Colère», Emmaüs Pointe-Rouge, l'Assemblée des délogés, la Fondation Abbé Pierre, les Compagnons Bâtisseurs Provence, l'Ampil, Destination Famille et la Ligue des Droits de l'Homme Marseille.

³ The Rehousing Charter was co-established and signed on July 9, 2019 by the State, the City of Marseille, the “Collectif du 5 Novembre - Noailles en colère”, the “Conseil citoyen 1/6”, the associations “un Centre-Ville pour Tous” and “Marseille en Colère”, Emmaüs Pointe-Rouge, the “Assemblée des délogés”, Abbé Pierre Foundation, the “Compagnons Bâtisseurs Provence”, the “Ampil”, “Destination Famille” and the Marseille Human Rights League.

Très souvent, dès que les maisons sont vidées et les personnes délogées, les maisons sont immédiatement cambriolées ou squattées. Les habitant·e·s sont parties en laissant les pantoufles au milieu, les couverts sur la table et les poubelles pleines. Les maisons sont abandonnées dans la précipitation et tout se dégrade, pourrit ou moisit. Ou alors, elles sont cambriolées et squattées par d'autres personnes qui s'installent. C'est traumatisant pour les personnes délogées et déracinées dans l'urgence, qui perdent toute leur vie en plus de leur maison.

Samia : Cela fait une année et demie que ces personnes ont été évacuées de leurs maisons. Est-ce que, depuis, elles sont revenues chez elles ou sont-elles toujours dans des hôtels ?

Laura : Les personnes qui ont été délogées depuis dix-huit mois sont très nombreuses. Les chiffres ne sont pas exacts parce que la mairie s'est perdue dans les comptes, mais on parle d'environ 5 000 personnes. L'équivalent de la population du quartier Noailles. Ce qui est révoltant, c'est que cette crise dure depuis vingt mois et que les carences et manquements caractérisés de la puissance publique ont persisté et se sont amplifiés. Presque deux ans après l'effondrement, quinze immeubles par mois en moyenne sont mis en péril et évacués. Il n'y a eu aucune réquisition de logements vacants alors que c'était la solution de raison, y compris économique : les factures d'hôtel sont tellement plus chères que les loyers que tout le monde aurait été gagnant. Il y a presque 40 000 logements vides à Marseille, dont 10 000 sont immédiatement mobilisables, a minima pour reloger les habitant·e·s des 600 immeubles évacués. Au lieu de ça, la mairie a dépensé des sommes folles en nuitées d'hôtel pour justifier des économies de bouts de chandelle sur tel ticket de transport ou tel panier repas. Elle a fait passer les personnes délogées pour des profiteurs et des profiteuses, insatisfaites ou exigeantes et coûteuses en deniers publics alors qu'elles étaient lésées de A à Z dans cette histoire. La mairie a tenté de se disculper en s'en lavant les mains et sans humanité, c'est scandaleux. Les jours et les semaines qui ont suivi les effondrements, plus de 400 habitant·es du quartier ont dû faire leurs valises dans la précipitation et sortir de chez eux sous la pluie, souvent de nuit. C'est presque 10% de la population du quartier. Ma rue se vidait d'un jour à l'autre, énormément de voisin·e·s étaient évacué·e·s ou déménageaient. Il y avait un grand périmètre de sécurité qui transformait toutes les rues alentour en impasses et il fallait faire de longs détours, c'était un casse-tête.

Samia : Pourriez-vous nous parler du rapport entre le délogement et le traumatisme ?

Laura : Le traumatisme collectif, c'est un sujet qui m'intéresse de manière empirique et que j'aimerais bien aborder de manière scientifique et politique. J'ai d'abord

and this makes it so much easier for burglars. Very often, as soon as the houses have been emptied and the people displaced, the houses are immediately burgled or squatted. The residents left with their slippers still in the middle of the floor, cutlery on the table, and full trash cans. The houses are abandoned in a hurry and everything decays, rots, and molds, or they are burgled and squatted by other people who move in. It is traumatic for the people who have been displaced and uprooted in an emergency, losing their entire lives in addition to their homes.

Samia: *It has been a year and a half since these people were evacuated from their homes. Have they since returned home or are they still in hotels?*

Laura: *There are a lot of people who have been displaced in the last eighteen months. The figures are not accurate because the city council went wrong somewhere in their calculations, but we are talking about 5,000 people. The equivalent of the population of the Noailles neighborhood. What is shocking is that this crisis has been going on for twenty months and that the blatant deficiencies and shortcomings of the public authorities have persisted and increased. Almost two years after the collapse, an average of fifteen buildings per month are condemned and evacuated. There has been no requisition of vacant housing when this would have been the sensible, and even economical, solution: hotel bills are so much more expensive than rent so everyone would have been a winner. There are almost 40,000 empty homes in Marseille, 10,000 of which could be used immediately, at the very least to rehouse the inhabitants of the 600 evacuated buildings. Instead, the city council has spent crazy amounts of money on hotel stays to justify pinching pennies over tickets for public transport or packed lunches. It has tried to make the displaced people look like profiteers, dissatisfied, demanding, and a costly use of public funds, while they have been wronged in this story from start to finish. The city council tried to exonerate itself by washing its hands of it without any humanity, it is scandalous. In the days and weeks following the collapses, more than 400 neighborhood residents had to pack their bags in a hurry and leave their homes in the rain, often at night. That's almost ten percent of the neighborhood's population. My street was getting emptier from one day to the next, a lot of neighbors were being evacuated or were moving house. There was a large security perimeter that turned all the surrounding streets into dead ends and you had to take long detours, it was a real headache.*

Samia: *Could you talk about the relationship between displacement and trauma?*

remarqué cette année-là [2018-2019] que ma mémoire déraillait : les mêmes cauchemars revenaient ou j'oubliais des choses importantes et ne me souvenais que de détails. En discutant avec mes voisin·e·s, je remarquais qu'il se passait la même chose pour elles et pour eux. En faisant des recherches, je suis tombée sur des conférences et des lectures qui parlent de mémoire traumatique. Elles disent qu'à l'inverse de la mémoire saine, qui est évolutive et qui oublie, la mémoire traumatique est déchirée, elle saute comme un disque rayé et ressasse en boucle en trébuchant sur une plaie qui reste ouverte. Ça tourne à l'obsession. À la fois, le fait de raconter son histoire de nombreuses fois permet de s'en distancier et de reconstruire une narration cohérente dans laquelle raccommoder la déchirure.

Dans le monde militant, la grammaire des slogans me plait beaucoup. Ils sont souvent rimés et répétés comme des refrains. Ils agissent comme des cris de ralliement, grâce auxquels les familles et les clans se reconnaissent. Le slogan qui m'a accroché et m'a fait l'effet d'une respiration, c'est celui qui dit : « ni oubli, ni pardon ». Je le trouve à la fois descriptif et programmatique. Il dit deux choses parallèles : le devoir de mémoire et l'oubli impossible d'un côté, la quête de justice et de réparation de l'autre. Quand on subit ou qu'on est témoin d'une violence, qu'il y a une blessure, la mémoire l'imprime et se déforme, elle se déchire à cet endroit et elle ne peut plus oublier et passer à autre chose. La voie de la résilience, donc celle de l'oubli, passe par le pardon. Pas le pardon chrétien charitable mais le pardon qui répare et permet d'être en paix. Pour pardonner, il faut bien que les dommages aient été réparés quand c'est possible et qu'on ait la garantie que ça ne se reproduira pas. Ce slogan souligne le besoin de réparation dans tous les sens possibles. On en a besoin humainement. Sans réparation, il n'y a pas de pardon ni de paix, donc pas d'oubli. Il s'agit de passer à autre chose et de pardonner, aussi dans le sens où la posture de victime n'est pas du tout bonne à entretenir. Elle enferme les personnes et permet leur instrumentalisation sous la forme d'un « victim business » et d'une course à la légitimité politique. Je trouve qu'on flirte avec ce danger en employant le terme de « délogé·e·s », par exemple. À force d'appeler ces personnes « les délogé·e·s » on les réduit à leur délogement et à ce statut de victime qui a tendance à réduire également les solutions à apporter aux personnes sur le registre de l'avoir : on réclame pour elles des réparations matérielles et des avantages compensatoires, certes évidemment nécessaires.

Samia : Pourriez-vous nous parler du « Musée de la rue » ? Est-ce qu'il s'inscrit dans le travail de réparation de la mémoire traumatique ?

Laura : Le 21 septembre est la Journée Européenne du Patrimoine. Christine Breton et Marie Batoux avaient

Laura: Collective trauma is a subject that interests me empirically and that I would like to address in a scientific and political way. I first noticed during that year [2018–2019] that my memory wasn't working properly: I was having recurring nightmares as well as forgetting important things and only remembering certain details. By talking to my neighbors, I noticed that the same thing was happening to them. While doing some research, I came across lectures and readings that talked about traumatic memory. They say that unlike a healthy memory, which is adaptive and forgets things, traumatic memory is torn, it jumps like a broken record and gets stuck in a loop by stumbling over a wound that remains open. It turns into an obsession. At the same time, the act of telling your story several times allows you to distance yourself from it and to reconstruct a coherent narrative in which this tear can be mended.

I really like the language of the slogans in the activism world. They often rhyme and are repeated like refrains. They act as rallying cries, allowing families and groups to recognize each other. The slogan that caught my attention and was like a deep breath for me is the one that says "neither forget nor forgive." I find it both descriptive and prescriptive. It talks about two things in parallel: the duty to remember and the impossibility of forgetting on the one hand, and the quest for justice and reparation on the other. When we suffer or witness violence, where there is a trauma, our memory imprints it and distorts it, it tears at that point and can no longer forget and move on to something else. The path of resilience, and therefore of forgetting, is through forgiveness. Not charitable Christian forgiveness, but forgiveness that restores us and allows us to be at peace. In order to forgive, the damage must have been repaired where possible and there must be a guarantee that it will not happen again. This slogan emphasizes the need for reparation in every possible sense of the word. We need it as humans. Without reparation, there is neither forgiveness nor peace, and therefore no forgetting. It is about moving on and forgiving, also because it is not good for people to remain victims. It imprisons people and allows them to be used as instruments in the "victim business," and in the race for political legitimacy. I think that we flirt with this danger by using the term "displaced," for example. By dint of calling these people "the displaced," they are reduced to their displacement and to the status of victims, which also tends to reduce the solutions offered to people regarding their assets: we are demanding material reparations and compensatory benefits on their behalf, which are of course obviously necessary.

Samia: Can you tell us about the Musée de la rue, the Street Museum? Is it part of this act of repairing traumatic memory?

rencontré le directeur du Musée d'Histoire de Marseille durant l'été 2019, avec l'idée et la proposition d'une forme muséale, d'une exposition ou d'un objet choisi par les habitant.e.s du quartier pour l'offrir au Musée à cette date symbolique. J'avais passé la fin de l'été dans ces réflexions sur la mémoire traumatique et, quand elles ont fait cette proposition patrimoniale, je m'en suis saisie comme d'un support et d'un outil pour lier ensemble ces enjeux de mémoires : d'un côté, celui de l'écriture de l'Histoire, de l'autre, celui du traumatisme des habitant.e.s. Je me suis dit que l'une des manières de retisser collectivement nos mémoires déchirées ensemble, par le même vécu traumatique, c'était d'en déposer les fragments douloureux pour chacun.e dans un pot commun. D'une part, le fait d'en parler régulièrement et de les répéter, ça permet de prendre du recul et cette distance-là, elle protège. D'autre part, nos déchirures propres trouvent un écho familier dans celles des autres, on se comprend et on se sent compris, et donc moins seul.e, ce qui est une consolation très importante. On parvient ainsi à inscrire sa mémoire à soi dans une histoire partagée qui pèse nécessairement moins lourd si on la porte à plusieurs, et qui redonne une cohérence et une sorte d'objectivité à ce que l'on a vécu. Parce que la violence sidère encore à distance.

Donc avec un copain motivé par le projet, nous avons recueilli ces mémoires auprès d'une vingtaine de voisin.e.s. Nous avons dû faire ça très vite faute de temps, entre une expulsion illégale de la part de la mairie à laquelle nous nous sommes collectivement opposé.e.s, la garde à vue de l'un de nos camarades du Collectif du 5 novembre et nos auditions par la police. On a recueilli et réécrit vingt-cinq histoires pour coller au format, imprimé et plastifié les récits sur des panneaux et monté une exposition de rue en moins de trois jours. À Noailles, nous n'avons pas de musée mais nous avons une rue du Musée qui y mène. Nous avons donc intitulé le projet « Rue du Musée » et avons installé l'exposition le samedi 21 septembre dans la rue du Musée. Ce jour-là, nous avons lu chacune notre tour les mémoires des autres à voix haute et ça a été un moment très émouvant, il y a eu des larmes et des embrassades, de longs silences et des paroles fortes. C'était également une manière d'aborder le sujet sur la place publique devant tou.te.s et de ne pas faire de ces traumatismes et de ces souvenirs douloureux des objets de honte ou de gêne. Il ne doit pas y avoir de malaise, au contraire : c'est courageux de nommer ce qui ne va pas, de dire ce qui fait mal. Parfois, dans les choses douloureuses, il y a des choses qui sont drôles et très belles et du coup, il y a beaucoup d'émotions contradictoires qui se mêlent et ça fait du bien de pouvoir assumer et accepter cette complexité ensemble.

Samia : Qu'est-ce que vous entendez par l'écriture de l'Histoire ?

Laura: September 21 is the European Heritage Day. Christine Breton and Marie Batoux met with the director of the Marseille History Museum during the summer of 2019, with an idea and proposal for something for the museum, an exhibition or an object chosen by the residents of the neighborhood to present to the museum on this symbolic date. I had spent the end of the summer thinking about traumatic memory and, when they made this proposal regarding our heritage, I seized on it as a medium and a tool to link together the issues surrounding memory: the writing of history on the one hand, and the trauma of the residents on the other. I thought that one of the ways to collectively repair our memories torn by the same traumatic experience was to deposit the fragments that were painful for each of us into a common pot. Firstly, talking about them regularly and repeating them allows us to take a step back from them, and this distance protects us. Secondly, the tears in our own memory find a familiar echo in those of others, we understand each other and we feel understood, and therefore less alone, which is a great comfort. In this way, we succeed in inscribing our own memory in a shared history that inevitably weighs less if it is carried by several people, and which restores a coherence and a kind of objectivity to what we have lived through. Because the violence is still staggering from a distance.

So, with a friend who was inspired by the project, we collected these memories from about twenty neighbors. We had to do this very quickly because we didn't have much time between an illegal eviction by the city council that we were opposing collectively, the detention of one of our members of the Collectif du 5 novembre, and our police hearings. We collected and rewrote twenty-five stories so that they were in a similar format, printed and laminated the stories on panels, and created a street exhibition in less than three days. In Noailles, we don't have a museum but we do have a street called rue du Musée [Museum Street] that leads up to it. So we called the project Rue du Musée and we set up the exhibition on Saturday, September 21 in the rue du Musée. On that day, we each took turns reading other people's memories aloud and it was a very moving moment, there were tears and embraces, long silences and strong words. It was also a way of approaching the subject in a public space in front of everyone without turning these traumas and painful memories into objects of shame or embarrassment. There should be no uneasiness, on the contrary: it is courageous to name what is wrong, to say what hurts. Sometimes, in painful things, there are things that are funny or very beautiful, and as a result, there are a lot of contradictory emotions that mingle with each other and it feels good to be able to accept and allow space for this complexity together.

Laura : Pendant la préparation de ce projet, nous sommes montés au troisième étage de l'Alcazar⁴ avec quelques voisins.e.s. Nous avons ouvert plein de livres anciens à la recherche des histoires du nom des rues. Pourquoi et comment, par le passé, les autorités avaient choisi de valoriser la mémoire de telle personne ou de tel événement? L'idée était de faire lire ces histoires sous les plaques des rues par les crieurs publics du quartier. En faisant ces recherches, on a découvert que cent-cinquante ans plus tôt, le 5 juillet 1867, le pont qui enjambe le cours Lieutaud, juste au-dessus des immeubles effondrés, s'était lui-même écroulé. Ce tronçon du cours Lieutaud a été creusé en 1864 dans la colline contre laquelle nos immeubles, encore debout aujourd'hui, s'adossaient. Les premières années, la population traversait le cours sur une simple passerelle de bois. Mais rapidement, elle a réclamé un pont en dur et les autorités en ont fait construire un en béton armé, nouvelle technologie à l'époque. Et donc, on découvre dans un livre d'Histoire imprimé au XIV^e siècle que les ingénieurs avaient décidé de décoffrer le pont un peu trop tôt et qu'il s'est écroulé sans crier gare sur les cinq ouvriers qui déjeunaient en dessous. Un sculpteur qui habitait la rue Fongate voisine, témoin de l'écroulement du pont, est également mort d'un arrêt cardiaque. Donc cet effondrement a fait six victimes. On a pu lire dans ce livre de quelle manière la Ville a pris en charge les obsèques municipales, combien de personnes composaient le cortège et d'autres choses encore.

Aujourd'hui, ce pont est une passerelle métallique que j'emprunte trois fois par jour depuis une dizaine d'années. Je ne savais pas que les ouvriers qui avaient construit la première version de ce pont étaient morts écrasés par l'édifice. Par contre, je sais que le cours s'appelle Lieutaud, parce que c'est le nom de la riche famille qui possédait ces terres. Les noms des rues inscrivent dans l'Histoire la mémoire des architectes, des propriétaires terriens et des notables, quand bien même ils auraient amené la peste à Marseille, mais les artisans.e.s de la ville, déjà invisibles de leur vivant, ne laissent aucune trace dans l'Histoire alors qu'on leur doit à peu près tout ce qui nous est utile et agréable. Il.elle.s ont l'espérance de vie la plus faible parmi les travailleurs et les travailleuses, sont invisibilisé.e.s de leur vivant et oublié.e.s quand ils meurent. Le fait d'apprendre cette tragédie de l'époque m'a mortifié. Sur le coup, je me suis rendu compte que c'était possible qu'un ou une Marseillaise ouvre au hasard un livre au troisième étage de l'Alcazar dans cent cinquante ans et apprenne que deux immeubles se sont effondrés rue d'Aubagne et ont tué huit habitant.e.s en 2018. Et point final, sans même le paragraphe sur les obsèques municipales qui n'ont pas eu lieu. Je me suis rendue compte que, si nous n'inscrivions pas nous-mêmes cette histoire-là dans le fonds du Musée d'Histoire, ce n'était pas la mairie qui allait le faire.

Samia: *What do you mean by writing history?*

Laura: *While we were preparing this project, we went up to the third floor of the Alcázar⁴ with some neighbors. We opened a lot of old books looking for the stories behind the street names. Why and how, in the past, had the authorities chosen to value the memory of such and such a person or event? The idea was to have these stories read under the street signs by the neighborhood town criers. By doing this research, we discovered that one hundred and fifty years earlier, on July 5, 1867, the bridge over the Cours Lieutaud, just above the collapsed buildings, had itself fallen down. In 1864, this section of the Cours Lieutaud was dug into the hill that our buildings—still standing today—lean against. In the early years, people would walk over a simple wooden footbridge to cross the road. But soon a solidly built bridge was required and the authorities had one built in reinforced concrete, a new technology at the time. And then we discovered, in a history book printed in the nineteenth century, that the engineers had decided to remove the mold from the bridge a little too early and so it collapsed without warning onto the five workers who were having lunch underneath. A sculptor who lived in the nearby rue Fongate, who witnessed the collapse of the bridge, also died of cardiac arrest. This collapse thus claimed six victims. In this book we were also able to read about how the city bore the costs of the municipal funerals and how many people were in the procession, as well other details.*

Today, this bridge is a metal footbridge that I've been using three times a day for about ten years. I didn't know that the workers who built the first version of this bridge had been crushed to death by the structure. On the other hand, I know that the road is called Lieutaud, because it is the name of the rich family that owned the land. The names of the streets inscribe the memory of architects, landowners, and notable figures into history, even though they brought the plague to Marseille, but the city's craftsmen, already invisible during their lifetime, leave no trace in history, whereas we owe them just about everything that is useful and pleasant to us. They have the lowest life expectancy among workers, are invisible while they are alive, and forgotten when they die. I was mortified to learn of this tragedy of the past. In that moment, I realized that it was possible that someone from Marseille could randomly open a book on the third floor of the Alcazar one hundred and fifty years from now and learn that two buildings collapsed on rue d'Aubagne and killed eight people in 2018. End of story: not even a paragraph about the municipal funerals, which didn't take place. I realized that if we did not include this story in the History Museum's collection

⁽⁴⁾ L'Alcazar est une ancienne salle de spectacle, aujourd'hui bibliothèque municipale à vocation régionale, située sur le cours Belsunce, près de la Canebière, à Marseille.

⁽⁴⁾ The Alcazar is a former performance venue that is now a municipal library with a regional focus situated in Marseille on the Cours Belsunce, near La Canebière.

L'Histoire est écrite par les dominant.e.s, par les gens qui ont le pouvoir. C'est le conseil municipal qui décide de ce qui rentre au Musée d'Histoire de la ville et de ce qui n'y rentre pas. Cette histoire-là, la majorité a plutôt envie de la passer sous silence, puisqu'elle l'accable. Il ne faut pas que ça se passe comme ça, on a la responsabilité de l'écrire nous-même. Elle doit entrer au Musée d'Histoire municipal, comme il se doit. Écrire l'Histoire, c'est prendre le pouvoir y compris sur le présent. C'est la moindre des réparations possibles.

Samia : La « Rue du Musée » fait partie de ce processus ?

Laura : Les personnes qui ont visité l'exposition ont voté pour l'objet qu'elles souhaitent que l'on aille offrir au directeur du musée et à son équipe qui nous attendaient le jour-même [le 21 septembre 2019]. Ce sont les chaînes qui ont remporté le suffrage. On les avait coupées à la disqueuse la veille au soir sur la porte du voisin d'en face. Quand un immeuble est évacué, la porte est cadenassée avec des chaînes pour que personne n'y rentre. Ce sont de lourdes chaînes avec des maillons énormes, soudés sur des taquets en fonte, eux-mêmes soudés sur le mur et rivetés sur la porte. Après la mainlevée des périls⁵, quand les habitant.e.s sont réintégré.e.s, le cadenas est enlevé mais les deux pans de chaînes restent fixés. Personne ne vient les enlever et ce n'est pas une mince affaire de les retirer. Elles continuent de raviver le souvenir du délogement, de faire planer la menace d'un risque futur, elles entravent l'accès à la serrure et font résonner le bruit lugubre de chaînes qui s'entrechoquent dès que quelqu'un entre ou sort de l'immeuble.

C'est l'objet que nous avons remis dans les mains des conservateur-ice.s du Musée d'Histoire de la ville. L'objet est très symbolique. Ces chaînes évoquent des choses lugubres et belles à la fois. En s'écroulant, ces immeubles ont détricoté beaucoup de liens dans notre quartier. Mais ils nous ont également permis d'en renouer de nouveaux de manière beaucoup plus solide que si l'on n'avait pas été confronté.e.s à cette catastrophe. Aujourd'hui, les liens qui nous unissent sont aussi forts et lourds que les maillons de ces chaînes. C'était important de pouvoir amener ces chaînes au musée parce qu'elles contenaient en même temps ce paradoxe de la fermeture et de l'ouverture, de l'éloignement et du rapprochement, de la fragilité de notre vie, mais aussi de la solidité de nos liens. Je sais aussi que le directeur s'est mouillé en voulant bien recevoir ces chaînes de notre part. Je le remercie d'avoir pris ce risque et de s'être exposé à la remontrance de gens qui, tout-puissants soient-ils, ont en fait très peur des symboles et des récits qui racontent une autre version de l'Histoire que la leur.

ourselves, the city council would not do it. History is written by the dominant, by the people in power. It's the city council that decides what goes into the History Museum and what doesn't. The majority of people want to keep this story quiet, since it overwhelms them. It shouldn't be like this; we have a responsibility to write it ourselves. It must enter the municipal History Museum in the proper way. To write history is to assume power, even over the present. It's the least that can be done.

Samia: Is the "Rue du Musée" part of this process?

Laura: Visitors to the exhibition voted for the object they wanted us to present to the museum director and his team who were waiting for us on the day [September 21, 2019]. It was the chains that gained the most votes. They had been cut with a grinder the night before from a neighbor's door across the street. When a building is evacuated, the door is padlocked with chains so that no one can enter. These are heavy chains with huge links welded to cast-iron cleats, which are welded to the wall and riveted to the door. After the dangerous building notice has been withdrawn,⁵ when the inhabitants have returned, the padlock is removed, but the two parts of the chain remain fixed. No one comes to take them away and it is no easy task to remove them either. They continue to revive the memory of the displacement, they allow the threat of a future danger to linger, hinder access to the lock, and make the gloomy sound of chains rattling resound as soon as someone enters or leaves the building.

This is the object that we have placed in the hands of the curators of the municipal History Museum. The object is very symbolic. These chains evoke things that are both gloomy and beautiful at the same time. The collapse of these buildings unraveled many connections in our neighborhood. But it also allowed us to create new ones in a much stronger way than if we hadn't been confronted with this catastrophe. Today, the ties that unite us are as strong and heavy as the links in those chains. It was important to be able to bring these chains to the museum because they contained this simultaneous paradox of closure and opening, of distance and closeness, of the fragility of our lives, but also of the strength of our ties. I also know that the director went out on a limb in wanting to receive these chains from us. I thank him for taking that risk and exposing himself to reprimand from people who, however powerful they may be, are in fact very afraid of symbols and stories that tell a different version of history than their own.

⁵ Un péril est levé après que les travaux ordonnés aient été réalisés. Une main levée est alors publiée dans le recueil des actes administratifs et les habitant.e.s sont réintégré.e.s dans leurs logements.

⁵ A dangerous building notice is lifted after the works ordered have been completed. A withdrawal of the dangerous building notice is then published in the record of administrative acts and the inhabitants are returned to their dwellings.

Samia : Est-ce que c'était la première fois que le Musée d'Histoire de Marseille recevait des objets de la part d'habitant-e-s de Marseille? Est-ce que vous pensez que c'est une pratique qu'il faudrait continuer?

Laura : On est sur le point de changer de municipalité à Marseille. Ce n'est pas fait non plus mais, dans tous les cas, les cartes vont être rebattues, quoi qu'il arrive. Du fait de la campagne électorale, on a traversé un long moment d'immobilisme. Nous avons discuté avec le directeur du musée à l'issue de la rencontre, et il était très intéressé de voir le reste de la collection. On a discuté plus avant de la possibilité de monter un dossier pour lui faire une place au musée. C'est tout un processus de validation par trois commissions différentes et *in fine*, puisque c'est un musée municipal, c'est le conseil municipal qui vote l'acquisition des objets et des collections qui composeront le fonds permanent du musée. Ce que je trouve complètement dingue. Je ne savais pas du tout que c'était de la compétence des conseiller.ère.s municipaux.ales. Je me répète mais, là, concrètement, on se rend bien compte que l'écriture de l'Histoire est une affaire politique. Ce ne sont pas des historien-e-s, des curateur.rice.s ou des conservateur.rice.s mais le personnel politique qui décide de ce qui s'inscrit dans le fonds du Musée d'Histoire. Alors ça, ça m'a sciée. Si j'étais maire, je changerais ça. Ce n'est pas au personnel politique de décider de la façon de raconter l'Histoire de la ville. Cela doit être un processus plus directement démocratique et populaire.

Et puis la mairie s'est un peu réveillée en fin de confinement. Elle a appelé quelques personnes délogées, pas toutes, pour distribuer finalement peu d'aides. Il y a surtout eu beaucoup de communication. Et pendant ce temps-là, la crise alimentaire était globalement gérée par les collectifs et les associations.

Samia: Was it the first time that the Marseille History Museum had received objects from the residents of Marseille? Do you think this is a practice that should be continued?

Laura: We're about to have a different city council in Marseille. It hasn't happened yet, but in any case, the cards are going to be reshuffled no matter what happens. Because of the election campaign, we've gone through a long period of stagnation. We spoke with the director of the museum after the meeting, and he was very interested in seeing the rest of the collection. We discussed further the possibility of putting together a file and making a space for it in the museum. There is a whole process of validation by three different commissions and, ultimately, since it is a municipal museum, it is the municipal council that votes on the acquisition of the objects and collections that will make up the museum's permanent collection. I find this completely crazy. I had no idea that this was within the jurisdiction of the municipal councilors. I'm repeating myself, but here, in concrete terms, we can really see that writing history is a political matter. It is not historians or curators, but political personnel who decide what goes into the collections of the History Museum. That astounded me. If I were mayor, I'd change that. It's not up to political personnel to decide how to tell the history of the city. It needs to be a more directly democratic and mainstream process.

And then the city council woke up a little during lockdown. They called a few displaced people, not all of them, in order to finally distribute some aid. Above all, there was a lot of communication. And during this period the food crisis was essentially managed by collectives and organizations.

—
Cette conversation a été effectuée le
11 Juin 2020

—
This conversation was held on
June 11, 2020

Rue du Musée (mentionnée par Laura Spica)

Rue d'Aubagne 63/ 65 (mentionnée par Laura Spica)

Rue d'Alger (créée en 1833, trois ans après le début de la colonisation française de l'Algérie)

Rue d'Isly (créée en 1855 d'après l'une des batailles de Thomas Bugeaud, La Bataille d'Isly, combattue en 1844 entre la France et le Maroc pour empêcher le soutien de la résistance algérienne. Bugeaud était maréchal de France et gouverneur général de l'Algérie)

Rue de Tonkin (créée en 1926, après l'exposition coloniale de Marseille de 1922)

1

Rue du Musée (mentioned by Laura Spica)

2

Rue d'Aubagne 63/ 65 (mentioned by Laura Spica)

3

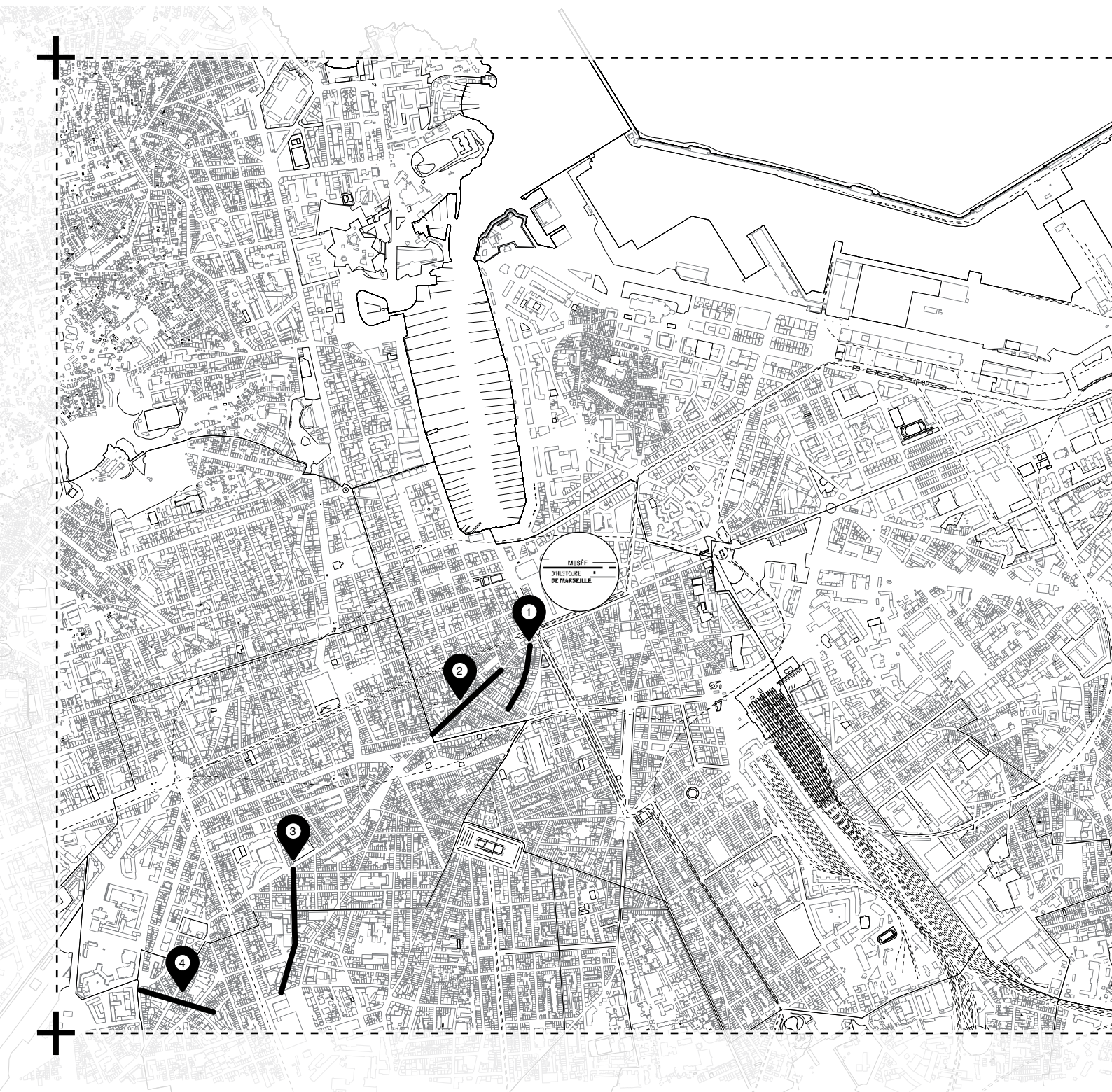
Rue d'Alger (created in 1833, three years following the onset of France's colonization of Algeria)

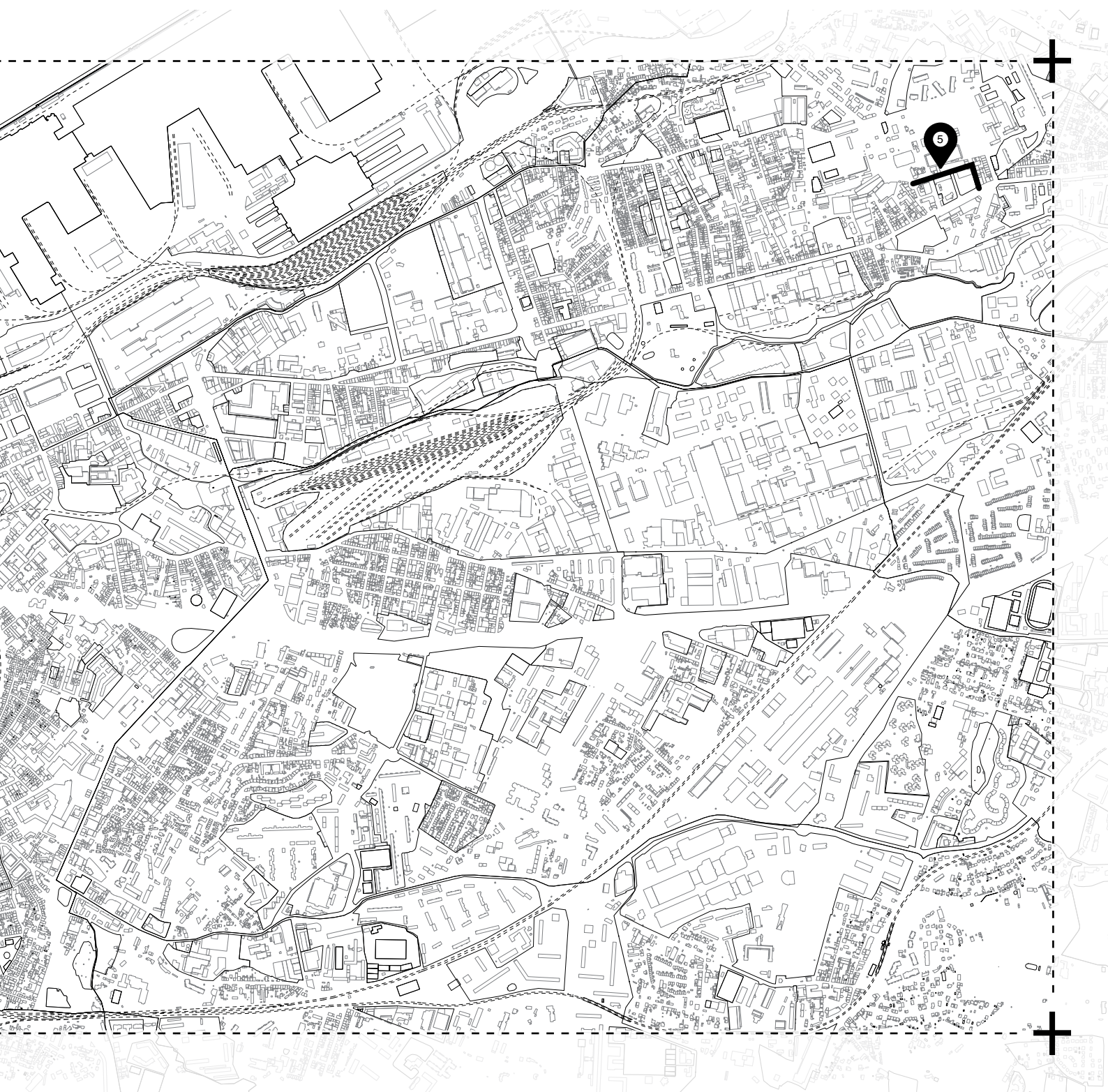
4

Rue d'Isly (created in 1855 after one of Thomas Bugeaud's battles, The Battle of Isly, fought in 1844 between France and Morocco to impede the support of the Algerian resistance. Bugeaud was a Marshal of France and Governor-General of Algeria)

5

Rue de Tonkin (created in 1926, after Marseille Colonial Exhibition of 1922)







Rue d'Aubagne à Marseille, après l'effondrement
de deux immeubles aux numéros 63 et 65.

*Rue d'Aubagne in Marseille, after the collapse
of two buildings at numbers 63 and 65.*











*Pharmacologie du logement**Housing Pharmacology*

Samia Henni

© 2020

Commissionné par

Commissioned by

Manifesta 13 Marseille

Avec le soutien de

Supported by

Ammodo

Drosos Foundation

Pro Helvetia

Traits d'union.s

13ème édition de Manifesta, biennale

européenne de création contemporaine

*13th edition of Manifesta, the European**Nomadic Biennial*

28/08/2020 – 29/11/2020

Marseille, France

Équipe artistique

Artistic team

Katerina Chuchalina

Stefan Kalmár

Alya Sebt

Projet présenté au | *Project presented in*

Musée d'Histoire de Marseille,

Dans le cadre de l'exposition | *within**Le Port : à la croisée des Histoires* |*The Port: Where Histories Lie*

11/09/2020 – 29/11/2020

Histoires orales

*Oral histories*Samia Henni avec | *with*

Fathi Bouaroua

Aicha Boutayeb

Vincent Girard

Habib

Policier | *Police officer*

Laura Spica

Vendredi 13 (Monique Blanc, Bernard Nos)

Découpage des textes

Texts editing

Samia Henni

Révision des textes

Copyediting

Laura Spica

Relecture

Proofreading

Flora Fettah

Traduction

Translation

Good and Cheap Art Translators

Conception graphique et mise en page

Graphic concept, typesetting and design

êkhô studio

(Claire Bonnet, Charlie C. Thomas)

Impression et reliure

Printing and binding

Imprimerie C.C.I.

(Création Communication Impression)

Marseille

Polices

Fonts

Français

*French*Marya Roman par | *by* Margot Levêque

Anglais

*English*Keroine Italic par | *by* Charlotte Rhode

Notes de bas de pages

*Footnotes*Antique Olive par | *by* Roger Excoffon

Assistante en cartographie

Mapping assistant

Anbar Oreizi-Esfahani

Découpage audio

Audio editing

Samia Henni

Postproduction et installation audio

Audio postproduction and installation

Iris Rennert

Droits des photographies

Illustrations copyrights

Pages 30–41

© Kamar Idir

Un grand merci à

Many thanks to

Noureddine Abouakil

Monique Blanc

Claire Bonnet

Fathi Bouaroua

Aicha Boutayeb

Fabrice Denise

Thomas Engelbert

Frantz Fanon

Vincent Girard

Habib

Hani Henni

Kamar Idir

Flora Fettah

Marina Otero Verzier

Bernard Nos

Policier | *Police officer*

Iris Rennert

Alya Sebti

Laura Spica

Pascal Schwaighofer

Bernard Stiegler

Dalila Talhi

Tatiana Tarrago

Charlie C. Thomas

Notes de êkhô studio : « Complètement bilingue, la mise en page de la publication évite toute forme de hiérarchie entre les deux langues. Le texte en français utilise *Marya*, une typographie sérif, équilibrée, dessinée par la designer graphique Margot Levêque. Le texte en anglais utilise *Kéroïne Intense Légère* de Charlotte Rohde, une typographie italique faisant partie d'une famille de polices ironiquement appelée "Care set" (« kit de soins » en français). Enfin, les notes de bas de page utilisent dans les deux langues, *Antique Olive*, une typographie emblématique du marseillais Roger Excoffon (1910-1983), au sein de la Fonderie Olive située 28, rue de l'Abbé Féraud à Marseille, entre 1836 et 1978. »

Notes from êkhô studio : "Completely bilingual, the layout of this publication avoids any type of hierarchy between both languages. The French text uses *Marya*, a serif, well-balanced font, designed by graphic designer, Margot Levêque. The English text uses *Kéroïne Intense Légère*, a slanted font, part of an ironically called "care set" font family, designed by type designer Charlotte Rohde. Finally, the footnotes, in both languages, use *Antique Olive*, an emblematic font designed by Marseilles-born designer Roger Excoffon (1910-1983) as part of Olive Foundry, which was located 28 rue de l'Abbé Féraud in Marseilles, from 1836 to 1978."



Pharmacologie du logement

Housing Pharmacology

Samia Henni

© 2020

Commissioné par

Commissioned by

Manifesta 13 Marseille

Avec le soutien de

Supported by

Ammodo

Drosos Foundation

Pro Helvetia

Traits d'union.s

13^{ème} édition de Manifesta, biennale
européenne de création contemporaine

*13th edition of Manifesta, the European
Nomadic Biennial*

28/08/2020 – 29/11/2020

Marseille

Équipe artistique

Artistic team

Katerina Chuchalina

Stefan Kalmár

Alya Sebti

Projet présenté au | *Project presented in*

Musée d'Histoire de Marseille

Dans le cadre de l'exposition | *within*

Le Port : A la croisée des histoires |

The Port: Where Histories Lie

11/09/2020 – 29/11/2020

